

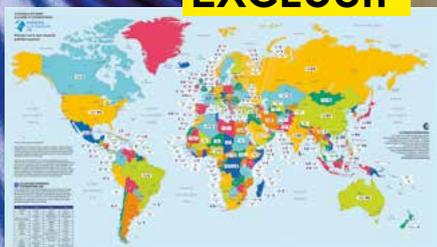
Vol. 05 | PRINTEMPS 2019

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

**ERASMUS +,
EURES...**

Tous les bons
plans formation
et emploi

EXCLUSIF



**La carte 2019
des 3,4 millions
de Français
dans le monde**

SPÉCIAL
Europe

**Un eldorado
à redécouvrir !**

**LE GRAND
DOSSIER**

Pologne,
le temps du
renouveau

**NOS DESTINATIONS
AU BANC D'ESSAI**

Suède vs Norvège
Hongrie vs
République tchèque
Bulgarie vs Croatie
Grèce vs Malte



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**

BEL/LUX : 6,00 € - PORT CONTI : 6,50 €
CH : 9,00 FS - CANADA : 9,99 SCAN - DOM : 6,50 €
TOM : 1050 XPF - MAR : 70 MAD - TUN : 7,10 DT

M 02525 - 5 - F : 5,00 € - RD



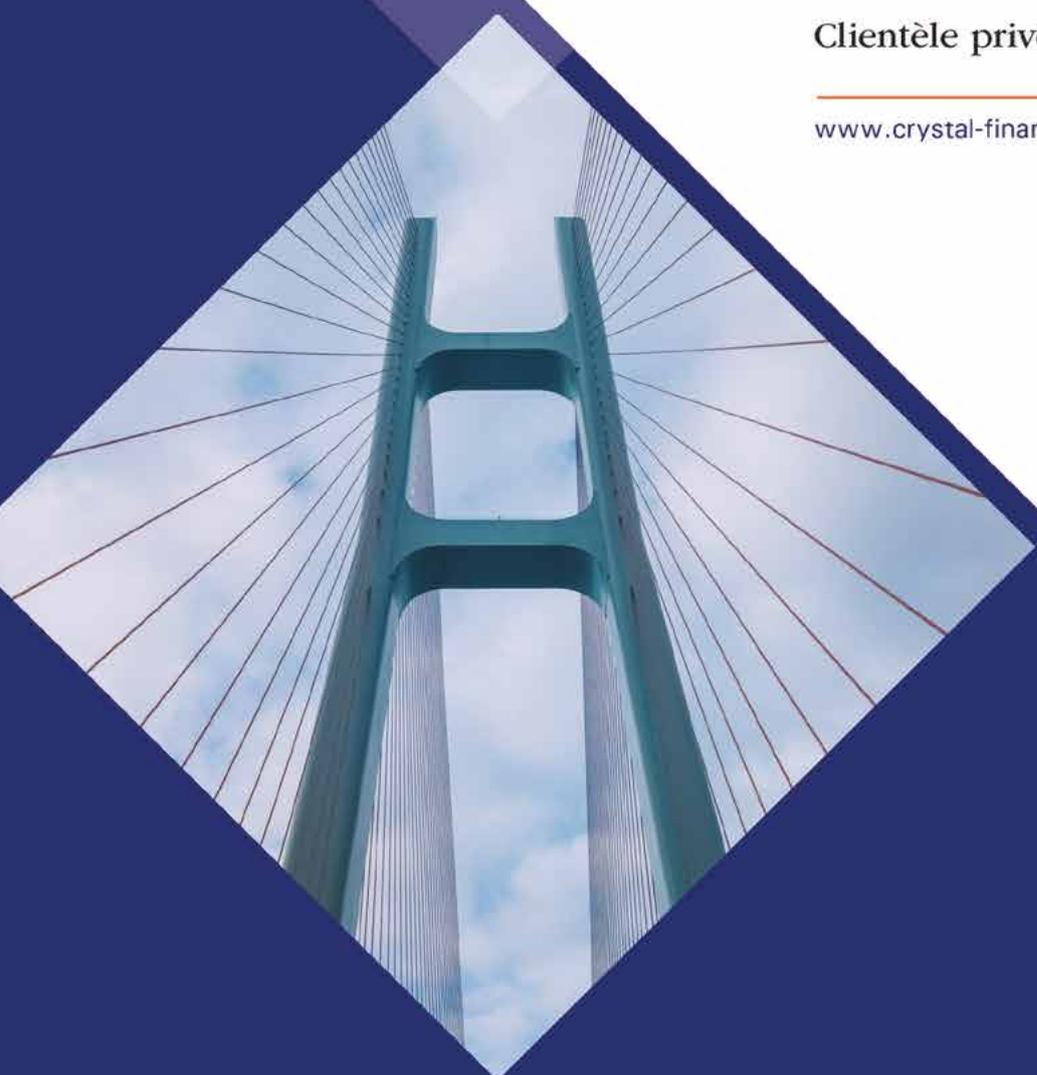


CRYSTAL FINANCE

Conseil patrimonial international

Clientèle privée & non-résidente

www.crystal-finance.com



Contactez-nous directement au :



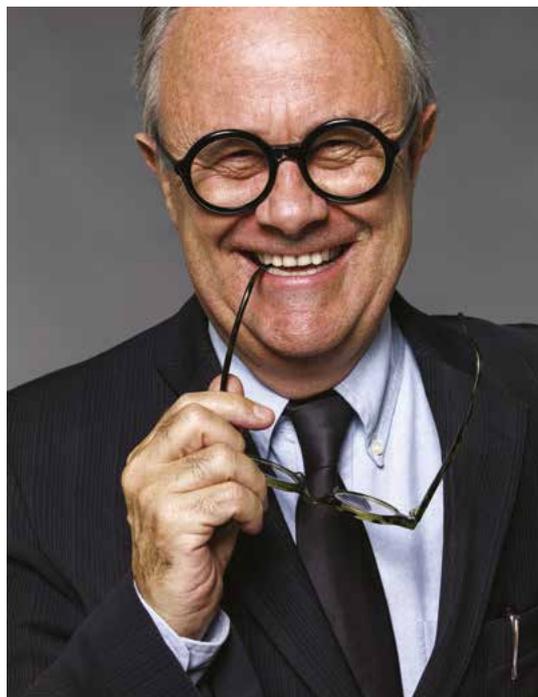
+33 4 67 04 66 36

contact@groupe-crystal.com

ÉDITO

Trop... ou pas assez d'Europe ?

En réponse à la complexité des enjeux économiques et sociaux de ce monde, les explications simples, voire simplistes ont du succès. L'Union européenne en fait l'objet. À entendre ses fossoyeurs les plus zélés, elle serait donc responsable de tous nos maux. Victime de l'emprise des lobbys, incapable d'harmoniser ses règles fiscales, sourde aux défis environnementaux..., on entend pis que pendre d'une Union qui souffre aujourd'hui du coup de canif britannique dans le contrat et en



© Stéphane de Bourgies

proie au désamour de certains de ses membres sous le charme des sirènes nationalistes. Bien sûr, la remise en question de cette construction européenne doit être entendue car elle puise dans la liberté d'expression qui fait défaut dans de trop nombreux endroits du monde. Mais il nous semble bon de rappeler qu'initiée au lendemain de deux guerres effroyables par le rapprochement entre l'Allemagne et la France, elle s'est d'abord voulue garante d'une paix durable, élargie à tous les pays libres d'Europe dans une communauté de destins. Comment ne pas considérer cet aspect comme prioritaire? Et, comme une évidence, une union est par définition le produit d'une mise en commun, autrement dit de choix politiques que nous sommes invités

à formuler dans les urnes. Mais à l'instar de ce qui se passe en France depuis plusieurs mois, la remise en question des formes de la démocratie représentative touche aussi l'Europe. On se souvient que les Français, comme les Néerlandais, s'étaient opposés au projet de Constitution dans le cadre du référendum de 2005, mais en pure perte. Ce genre de camouflet démocratique n'a pas servi l'Union et a forcément donné du grain à moudre à ses contradicteurs. On se souvient aussi que

l'Union européenne, à ses premiers jours, était désignée comme « le marché commun ». Cette notion de marché a perduré et a probablement phagocyté d'autres attentes non marchandes, au point qu'il est urgent d'inventer de nouvelles formes de solidarité en Europe. Le problème est complexe et met toujours au défi les explications simples... D'ici là, le 26 mai prochain*, la sagesse nous enjoint d'aller voter.

Jean-Pierre Pont

** Rappelons qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, en Polynésie française et dans les bureaux de vote ouverts par les ambassades et postes consulaires situés sur le continent américain, le vote aura lieu le 25 mai.*

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaetranger.fr

Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER

Français à l'étranger
est édité par TDME,
18, rue Henri-Barbusse,
75005 Paris.

SAS au capital de 1.000 €.
RCS Paris 798 269 726.
Numéro de commission
paritaire : 0520 | 93671.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont
jeanpierrepont@gmail.com
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédacteurs : Didier Bras,
Emmanuel Langlois,
Nathalie Laville,
Jean-Pierre Pont.

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras.

**Direction artistique
et maquette :**
Grand National Studio.

Photo de couverture :
© Marian Weyo.

Impression : CEE.

Retrouvez-nous
sur internet :
www.francaisaetranger.fr

 **FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



14

© Tanasan Sungkaew



27

© Mark and Anna Photography



21

© Gauvillab



63

© Symbiot

06 Reportage

Le cœur solidaire, avec l'ONG Vision du monde

08 Protection sociale

La CFE

10 Rendez-vous

Les notaires français, partenaires des expatriés

12 Secteur bancaire

Zoom sur la BNC

14 Pratique

Transit temporaire et location de véhicule

16 La France à l'international

CCIFI : Arnaud Vaissié tire sa révérence

21 Éducation/Formation

Erasmus +, tout un programme !

24 Emploi

Eures, le site

incontournable en Europe

27 Le grand dossier

La Pologne

43 Mobilité

Partir avec le Club Teli et le Groupe CEI

44 Banc d'essai

- Suède vs Norvège
- Hongrie vs République tchèque
- Bulgarie vs Croatie
- Grèce vs Malte

60 Français du monde

La chronique de France Info

63 Entretien

Pieyre-Alexandre Anglade

Dans ce numéro :
Notre carte 2019
des 3,4 millions de Français dans le monde



CRYSTAL MOBILITY

Assurances santé et prévoyance internationales

Clientèle expatriée

www.crystal-mobility.com



Contactez-nous directement au :



+33 1 42 56 16 41

relation@crystal-mobility.com

REPORTAGE

Le cœur solidaire

Partout dans le monde, les ONG travaillent aux côtés des populations locales pour améliorer leurs conditions de vie. Elles financent des projets d'investissement ou de développement. Ina, une expatriée française, a choisi de soutenir l'association Vision du Monde en parrainant une petite fille dans un programme de développement d'une communauté en Bolivie.

Être expatriée, c'est presque une vocation pour Ina ! Elle a quitté très jeune la Roumanie et a choisi de vivre en France, avec son époux et sa petite fille. Quelques années plus tard, ils deviennent tous les trois Français, ce qui n'empêche pas Ina d'opter aujourd'hui pour une troisième destination : la Turquie. Elle y travaille la moitié de l'année. Cela lui permet de travailler depuis Paris ou Istanbul, ou encore depuis une autre destination, au hasard de ses lieux de vacances en Amérique latine où elle passe beaucoup de temps.

« Je me sens citoyenne du monde, explique-t-elle. Je n'ai plus l'impression d'avoir de racines. Je ressens l'envie de vivre avec le monde entier ! Quand on vit à l'étranger, on est conscient de ses privilèges. J'avais envie de parrainer un enfant pour rendre un peu de tout ce dont je bénéficie ici, en Europe. » C'est donc en 2012 qu'elle choisit de soutenir la scolarité de la petite Yaritza, âgée de neuf ans, en versant chaque mois la somme de 25 euros. « Nous développons nos programmes autour de trois axes principaux : la santé, l'éducation et le droit des enfants », explique le responsable du programme de Vision du Monde en Bolivie. En réalité, l'argent versé mensuellement sert non seulement à aider l'enfant à suivre une scolarité normale, mais aussi à l'ensemble du village inclus dans le programme : équipement de toilettes, achat de fours... Et deux fois par an, l'enfant parrainé reçoit et garde pour lui les cadeaux de son parrain ou de sa marraine. En Amérique latine, ce sont 14 pays qui sont concernés par ces programmes, soit quelque 10 millions de personnes dont 700 000 enfants ! Le principal objectif est d'amener la population à s'approprier le projet en y participant d'une manière ou d'une autre. « Par exemple, quand nous équipons des maisons de toilettes, nous fournissons une partie des matériaux, les entreprises sont sollicitées pour compléter ces matériaux, et les gens qui bénéficient du projet fournissent la main-d'œuvre, poursuit le responsable.



Ils sont aussi formés pour qu'ils puissent eux-mêmes monter un dossier et le présenter aux entreprises pour leur demander des aides. Nous voulons qu'ils soient le plus autonomes possibles pour pérenniser les programmes. Nous travaillons en outre toujours en accord avec les autorités, qu'elles soient locales ou nationales.»

Des programmes pour que les enfants connaissent leurs droits

La France finance 2 programmes en Bolivie, sur 26 programmes au total. Cela permet de parrainer pas moins de 4 787 enfants. Les enfants choisis sont issus des familles les plus vulnérables, par exemple parce que les parents sont de jeunes mineurs, ou parce que la maman est seule. À Monteagudo, ville proche de la communauté de vie de Yaritza, six personnes travaillent sur les programmes français. Ils mettent l'accent sur le droit des enfants. « Nous voulons que les enfants soient conscients de leurs droits : avoir

▲ Ina, aux côtés de la jeune Yaritza et de sa famille.

accès à l'école, aux soins, de ne pas subir de violences..., explique le responsable. Notre objectif est aussi de transmettre des compétences en formant des volontaires dans les villages qui participent à nos programmes. Nous travaillons sur la conscientisation des personnes, nous permettons aussi aux parents d'être formés à certains métiers pour qu'ils améliorent leurs revenus, pour qu'ils apprennent également à résoudre les conflits pacifiquement... »

Tout le monde est gagnant avec ce type de projet, de l'enfant à toute une communauté, sans oublier les parrains et marraines qui eux aussi connaissent de vrais moments de bonheur et de partage en allant à leur rencontre... Et sans oublier les volontaires, car Vision du Monde, comme toutes les ONG, accueille régulièrement sur le terrain des jeunes volontaires pour travailler sur leurs programmes ! ♦



International SOS protège vos collaborateurs dans le monde entier grâce à des solutions personnalisées de **gestion des risques santé et sécurité, des programmes de bien-être au travail** dans le but d'accompagner votre croissance et optimiser votre productivité.



PROTÉGER VOS COLLABORATEURS À L'INTERNATIONAL EST NOTRE PRIORITÉ

PROTECTION SOCIALE

La CFE, une réforme qui porte ses fruits

Créée il y a plus de quarante ans, la Caisse des Français de l'étranger vient tout juste d'être réformée pour mieux répondre aux besoins des Français expatriés.

L'objectif de cette réforme adoptée à la fin de l'année passée est de permettre à un plus grand nombre de Français vivant à l'étranger de pouvoir bénéficier d'une protection sociale française, sans rupture dans leur carrière. Désormais, la CFE propose une offre tarifaire plus attractive et des procédures simplifiées. Le point avec Laurent Gallet, directeur de la Caisse des Français de l'étranger.

Quels sont les impacts de la réforme sur la CFE sur votre activité ?

Le premier impact est celui de la gestion de la bascule de l'ensemble de nos adhérents individuels dans le nouveau dispositif. Cette bascule est intervenue début avril, mais elle a fait l'objet d'une intense action de communication et de sensibilisation depuis le mois de janvier. Ainsi, une plateforme téléphonique dédiée a été mise en place dès janvier 2019 pour six mois afin de répondre aux interrogations de nos clients. Des renforts temporaires ont également été recrutés pour gérer la bascule de certains contrats. Au total, ce sont 25 CDD sur six mois qui sont venus renforcer les effectifs de la Caisse.

Recevez-vous davantage de demandes ?

La réforme des cotisations a généré des demandes de renseignements plus nombreuses, qui se traduisent aussi par un volume d'adhésions plus dynamique qu'avant la réforme.



▲ Laurent Gallet.

« ON OBSERVE UNE CROISSANCE PLUS FORTE DES ADHÉSIONS DE JEUNES, EN PARTICULIER DE MOINS DE 30 ANS. »
LAURENT GALLET

Le profil de vos adhérents change-t-il ?

On observe effectivement une croissance plus forte des adhésions de jeunes, en particulier de moins de 30 ans. C'était clairement l'un des objectifs

de la réforme de renforcer l'attractivité de la CFE sur ce segment de population.

Quelles sont les offres les plus novatrices de la CFE ?

En plus de l'offre classique prenant en charge les frais de santé dans l'ensemble des pays du monde (France incluse), grâce au produit MondExpat santé (avec sa déclinaison spécifique pour les jeunes de moins de 30 ans JeunExpat Santé), la CFE a innové en créant un produit FrancExpat santé prenant en charge uniquement les soins en France, pour une cotisation minorée. Ce produit s'adresse aux expatriés disposant dans leur pays de résidence d'une sécurité sociale obligatoire et de bon niveau, mais souhaitant toutefois pouvoir se faire soigner en France lors de leurs séjours temporaires. Le produit retraitExpat santé permet, pour les retraités du système français, une prise

en charge des seuls soins à l'étranger, pour une cotisation minorée, les soins en France étant pris en charge par la sécurité sociale. Autre innovation; les tarifs FrancExpat santé et MondExpat santé seront minorés chaque année pour récompenser la fidélité à la CFE.

Quels sont les défis auxquels la CFE doit faire face dans les mois à venir ?

La prochaine étape des réformes de la CFE est le lancement du système sésame Vitale pour les soins en France ainsi que la mise en place d'une réforme des garanties assortie d'un tiers payant hospitalier dans la plupart des pays. ♦

Placement en stage garanti avec le CEI

De 1 à 6 mois

1500 jeunes placés par an

1000 entreprises partenaires

Londres, Liverpool, Manchester, Dublin,
Cork, Édimbourg, Malte, Valence, Madrid

30 domaines de stages

marketing, commerce international,
architecture, design, mode,
tourisme, informatique...

Le CEI, votre partenaire mobilité à l'international :

placements en stage et emploi, hébergements et cours
en écoles de langues, volontariat et PVT

Pour nous contacter :

01 40 51 11 85

wts@cei4vents.com

www.cei-work-travel-study.com



RENDEZ-VOUS

Les notaires français, partenaires des expatriés

Du 2 au 5 juin prochain, les Notaires de France organisent à Bruxelles, au cœur des institutions européennes, leur 115^e congrès qui sera centré cette année sur le droit international privé. Ce congrès, ouvert aux notaires du monde entier, sera aussi l'occasion de découvrir une profession qui a su accompagner la mondialisation et ses nouveaux enjeux.





Les jazzmen le savent, la meilleure des improvisations est celle que l'on prépare. Il en va de même dans le domaine de la mobilité internationale. Dans ce cas, les questions que l'on se pose sur des thématiques aussi diverses que le mariage, l'immobilier, la retraite, la succession peuvent être source de complexités multiples et inattendues en fonction de sa destination et, bien entendu, de sa situation personnelle. Face aux incertitudes, une expertise s'impose. Cela tombe bien, le notariat français est une référence internationale, sollicité par de nombreuses instances internationales. C'est le cas – excusez du peu – de la Commission européenne* (qui a fait appel aux notaires de France pour l'élaboration de plusieurs règlements de l'Union, notamment sur les successions internationales, les régimes matrimoniaux ou encore les partenariats enregistrés), de la Banque mondiale que le notariat français conseille en qualité d'expert, ou encore de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En outre, le Conseil supérieur du notariat est lié aux notariats et aux ministères de la justice étrangers par vingt-six accords de partenariat avec des pays aux quatre coins du monde, en Europe de l'Est, en Afrique, au Moyen-Orient, en Afrique, et même en Chine au gré de nombreuses collaborations, soutenues notamment par le Centre sino-français de formation et d'échanges notariaux et juridiques qui a formé quelque 3000 professionnels de l'empire du Milieu.

Des cadres juridiques bien différents

Pour autant, la mission première des notaires reste la gestion des dossiers des particuliers et des entreprises, souvent complexes au niveau international, ce qui justifie particulièrement ce recours à leurs services en cas d'expatriation. Dans le cadre du droit de l'Union européenne – au sein duquel le notariat représente une autorité, et parfois même une juridiction – bon nombre de règlements harmonisent les principes du droit de la famille, des successions ou de la propriété. Cependant, l'intervention du notaire reste nécessaire pour qualifier le cas, le rattacher à des éléments de droit et l'authentifier. Les situations sont d'autant plus compliquées lorsqu'on sort des frontières de l'Union. En effet, le droit qui prévaut dans l'Union

est dit «civiliste». Issu du droit romain, il confère une prédominance à l'écrit, organise les relations entre les parties, donne sa force aux contrats et prévient les conflits. Dans les pays anglo-saxons, une plus grande liberté apparente est accordée aux parties. Le contentieux est davantage accepté, il provoque la négociation. La troisième grande source de droit se réfère au Coran. Elle inspire les relations civiles dans les pays islamiques où il peut néanmoins être réécrit et amendé. On voit donc à quel point les différents systèmes juridiques peuvent diverger, avec des philosophies parfois très éloignées.

Retour, retraite et entrepreneuriat

Toutes les statistiques le démontrent, un nombre croissant de Français décide de vivre sa retraite à l'étranger. Là encore, les cas de figure sont extrêmement variés, notamment en ce qui concerne les régimes fiscaux, ou encore les questions liées aux successions. Mais le conseil notarial est également précieux dans d'autres situations, comme celles du retour en France par exemple, avec des questions récurrentes autour de la situation fiscale, de la retraite, des actes administratifs ou encore de la situation matrimoniale. Au-delà des particuliers, les entreprises ont également recours aux services notariaux dans le cadre de leur implantation à l'étranger. Pour accompagner ce mouvement, depuis dix ans, le Conseil supérieur du notariat organise des rencontres juridiques gratuites avec les consulats, les Chambres de commerce et d'industrie et des notaires ou juristes locaux afin de prévenir les difficultés. Dans cette logique, un accord a été signé en 2013 avec la CCI Internationale pour faciliter l'accompagnement des entreprises à l'étranger. Notons aussi le protocole spécifique conclu en 2019 avec la Chambre des notaires du Québec dans l'objectif de simplifier et accélérer les démarches des Français dans la Belle Province. Dans le cadre d'un projet d'expatriation, pour les entreprises comme pour les particuliers, un mot-clé prévaut, c'est celui de l'anticipation sous toutes ses formes. Une précaution qui vaut aussi pour les aspects juridiques de votre projet... ♦

* Pour rappel, la Commission européenne est la branche exécutive de l'Union européenne. Politiquement indépendante, elle est chargée d'élaborer des propositions législatives et met en œuvre les décisions du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne.



OUTRE-MANCHE, UN VENT D'INCERTITUDE

Sortie négociée ou non, durée du report... une chose est sûre, la sortie de la Grande-Bretagne et surtout les conditions dans lesquelles celle-ci va s'opérer se perdent en conjectures. Et si les autorités britanniques ont partiellement rassuré les ressortissants français présents du bénéfice de leur statut actuel de résident à condition de justifier de cinq années de présence dans le territoire au 1^{er} janvier 2020, de nombreux points risquent d'être sujets à caution, notamment en matière de droit de la famille en cas de divorce sur le sol anglais. Bon nombre d'autres problèmes juridiques risquent de se poser, par exemple sur le plan immobilier. À défaut d'être devin sur les contours de cette séparation européenne, là aussi, mieux vaut anticiper en étant bien conseillé.

LES CHIFFRES DU NOTARIAT FRANÇAIS

20 millions : le nombre de personnes accueillies chaque année.
13 292 notaires sont recensés (avec plus de **57 000** collaborateurs salariés).
7 545 : le nombre de lieux de réception de la clientèle.
47,3% : le pourcentage de femmes exerçant la profession.
47 ans : l'âge moyen des notaires.
Sources : Congrès des notaires de France

DES SOURCES D'INFORMATION EN LIGNE

Acheter un bien immobilier en Europe : www.jachetemonlogement.eu
S'informer sur les questions de succession : www.successions-europe.eu
Modalités d'inscription et recherche d'un testament en Europe : www.arert.eu
Connaître les droits applicables aux couples : www.coupleseurope.eu
Mesures de protection des mineurs et des adultes en Europe : <http://the-vulnerable.eu/?lang=fr>
Consulter le Guide juridique des Français de l'étranger : notaires.fr

SECTEUR BANCAIRE

BNC : une banque au service des expatriés... et des autres au Canada

C'est l'une des six banques d'importance au Canada et la première institution bancaire au Québec. La BNC gère 262 milliards CAD (dollars canadiens) d'actifs. En France, elle est présente depuis 1907.

C'est une institution au Canada. La BNC compte plus de 23 000 employés à travers le pays et 420 succursales à travers la plupart des provinces canadiennes. Elle n'en finit pas d'innover comme avec ce partenariat avec Exportation et développement Canada (EDC) pour offrir une garantie d'exportation express aux petites et moyennes entreprises (PME). C'est la première institution financière au Canada à offrir ce nouveau programme. La Banque Nationale et la Banque de développement du Canada (BDC) proposent également à leurs clients «Operio», une offre qui permet aux entrepreneurs de se libérer des tâches comptables. L'organisme propose enfin aux particuliers la possibilité de faire une demande de pré-autorisation hypothécaire entièrement à distance; un pas de plus vers l'achat d'une nouvelle maison.

Historique de crédit

Choisir sa banque au Canada ne se fait pas à la légère ! La carte de débit ressemble là-bas à la «carte bleue» en France sauf qu'elle est obligatoirement à débit immédiat et non différé. Il est important d'utiliser une carte de crédit et de rembourser de façon régulière pour se bâtir un «historique de crédit» au Canada et ainsi obtenir une «cote de crédit», qui représente la fiabilité d'une personne. Ce chiffre est attribué par une agence de notation de crédit, comme Equifax ou TransUnion. La Banque Nationale du Canada offre un programme pour les expatriés (visa de résidence tempo-



© BalkansCat / Shutterstock.com

raire ou permanente) qui permet d'obtenir jusqu'à trois ans de gratuité de frais bancaire. Cette offre est accessible trois mois avant le départ pour le Canada via le site www.bnc.ca/immigrer et il est possible de faire un premier transfert de fonds depuis son compte en France vers le compte ouvert à la Banque Nationale. La BNC propose également la première année l'accès à un service téléphonique de conciergerie gratuit, qui informe et accompagne les nouveaux arrivants dans toutes leurs démarches à leur arrivée au Canada. ♦



© DR

▲ Vanessa Rodriguez.

3 QUESTIONS À...

Vanessa Rodriguez, conseillère, service à la clientèle particuliers au bureau de représentation de Paris de la BNC.

Pourquoi la BNC est-elle présente en France depuis plus d'un siècle ?

Notre ambition est de faire rayonner la Banque Nationale du Canada en Europe, et en France particulièrement. Notre présence à Paris permet d'informer, de conseiller les Français qui souhaitent aller vivre au Canada, mais aussi d'accompagner la clientèle canadienne qui veut faire affaire, s'installer, investir en France ou en Europe.

Quelle est la position de la Banque nationale du Canada ?

La Banque Nationale propose des services financiers à une clientèle de particuliers, de PME et de grandes entreprises dans son marché natio-

nal, ainsi que des services spécialisés à l'échelle internationale. Elle offre toute la gamme des services bancaires, y compris ceux d'une banque d'investissement à l'intention des grandes sociétés.

L'usage de la banque est-il différent en France et au Canada ?

Au Canada, la carte de crédit porte bien son nom et il s'agit d'une ligne de crédit mise à disposition sur une carte de paiement type Mastercard, qu'il faut rembourser selon son utilisation. En général, pour un «nouvel arrivant» il est difficile d'obtenir une carte de crédit auprès d'une banque canadienne sans historique de crédit.

VOYAGEZ EN EUROPE AU VOLANT D'UNE VOITURE NEUVE !

LE TRANSIT TEMPORAIRE, Une formule proche de la location de véhicule, idéale pour tous vos déplacements en Europe !

Cette offre tout inclus s'adresse à toutes personnes résidant hors de l'Union Européenne qui souhaitent bénéficier d'un séjour entre 21 et 175 jours sans soucis.

C'est simple, vous disposez d'un véhicule neuf, Peugeot, Citroen ou DS, pour toute la durée de votre séjour et pour un kilométrage illimité ! La mise à disposition des véhicules s'opère dans les 26 centres de livraisons basés en France et Europe.

Vous bénéficiez d'une assistance 24h/24 7j/7, et d'une assurance sans franchise pour votre voiture. Vous pouvez alors voyager en toute sérénité en alliant sécurité et plaisir.



Véhicule
neuf



Km
illimité



Assurance
sans franchise



Assistance
24h/24 - 7j/7



Option
De rachat

CE QU'EN PENSENT NOS CLIENTS* !

*Source enquête de satisfaction annuelle GFK en 2018



9 CLIENTS SUR 10
sont satisfaits du véhicule



97% DES CLIENTS
recommandent notre service
(certainement et probablement)

peugeot-openeurope.com
citroen-europass.com

EN 2019, SOYEZ PARMIS LES PREMIERS EN EUROPE À DÉCOUVRIR LE DS 3 CROSSBACK GRÂCE AU TRANSIT TEMPORAIRE.

DS 3 CROSSBACK se distingue par sa silhouette imposante, une impression renforcée par les détails qui suggèrent modernité et raffinement.

Sur les routes européennes, vous ne laisserez personne indifférent. Doté d'une silhouette galbée et de grandes roues, ce SUV compact aborde un style d'avant-garde à la fois puissant et sculptural.

Notre offre de transit temporaire est la meilleure alternative à la location et vous permet d'accéder au prestige de véhicule tel que le DS3 Crossback neuf. Disponible à partir de juillet 2019, ne tardez pas à réserver votre voyage.



PRATIQUE

Transit temporaire et location de véhicule : des formules adaptées à tous vos besoins

Les expatriés français choisissent le plus souvent de passer leurs vacances... en France ! Et le meilleur moyen de découvrir (ou redécouvrir) les trésors de l'Hexagone, c'est encore de le faire au volant de sa voiture.



© Tanasarn Sungkaew

Dès que les vacances pointent leur nez, les Français qui vivent hors de France préparent leur séjour dans leur pays d'origine pour rendre visite à leurs amis, leur famille... Pas facile d'organiser ce retour ponctuel sans se ruiner : les expatriés ont un certain nombre d'options à leur disposition. Leur choix dépendra surtout du temps dont ils disposent en France. Les solutions seront différentes selon qu'il s'agisse d'un court séjour ou d'un séjour pouvant s'étaler sur plusieurs mois.

Pour quelques semaines

La simple location est une solution comode si vous envisagez de rester moins

de deux semaines en France : relativement peu onéreuse et assez souple, elle offre l'avantage de proposer des centres de livraison un peu partout sur le territoire et la possibilité de réserver un véhicule au dernier moment. Il faut noter que les grands loueurs, pour rester compétitifs, proposent aussi des formules spéciales pour les expatriés : elles sont souvent moins chères et sous-tendent une assistance permanente. En revanche, il faut faire attention aux franchises qui restent à votre charge pour les dégâts matériels et le vol. Il existe soit des assurances optionnelles qui réduisent, voire suppriment ces franchises, soit des cartes bancaires « premium » qui incluent le rachat de ces franchises.

À l'heure de l'informatique et de « l'uberisation », il existe une autre option : la location d'une voiture à un autre particulier. Cela permet de partager une voiture mise à la location par une personne s'en servant peu, sur des périodes plus ou moins longues, à des prix très concurrentiels généralement fixés à la journée avec un forfait kilométrique. Pour s'inscrire sur ces sites, il suffit en général d'être titulaire d'une carte bancaire, d'un permis de conduire depuis au moins deux ans, et d'être âgé d'au moins 21 ans. Les conditions spécifiques sont décrites sur chacun des sites (ne pas avoir eu de retrait de permis, ne pas avoir été responsable d'un accident de la route...). Cette formule a l'avantage

d'être plus intéressante financièrement, mais induit des conditions assez contraignantes. Enfin, l'auto-partage reste aussi une alternative. Il permet la mise en commun d'une flotte de véhicules au profit d'abonnés. Cette solution est intéressante pour celles et ceux qui n'ont pas l'intention de faire de trop longues distances et qui souhaitent surtout circuler dans un cercle restreint (par exemple une ville).

Le transit temporaire

Si vous décidez de rester plus longtemps en métropole, vous pouvez opter pour l'achat d'un véhicule sans payer de taxes. Il s'agit en fait de dispositions spécifiques pour favoriser, à l'occasion d'un séjour temporaire, l'achat d'un véhicule qui doit être exporté. Cet achat se fait en exonération totale du paiement des taxes. Ces véhicules sont immatriculés avec des plaques TT, des chiffres et lettres en blanc sur fond rouge et comportant la date de fin de validité du régime. Cela vaut pour les voitures de tourisme, mais aussi les caravanes, les 2 ou 3-roues et les cam-

ping-cars. Pour bénéficier de cet avantage, vous devez avoir votre résidence normale hors du territoire douanier de l'UE ou dans un DOM, séjourner temporairement dans l'Union européenne et n'exercer, lors de ce séjour, aucune activité lucrative. Votre famille (conjoint, ascendants, descendants directs) peut, si elle est dans le même cas que vous, utiliser le véhicule. Mais attention, personne d'autre ne peut utiliser ce véhicule. Le prix est tout compris et il n'y aura pas de surfacturation intempestive. Il faut toutefois veiller à passer commande de la voiture suffisamment longtemps à l'avance (au moins trois semaines) afin qu'elle soit livrée à temps. Ces véhicules qui font l'objet d'une immatriculation en transit temporaire (TT) sont le plus souvent repris par le constructeur ou l'agent commercial à l'issue de ce séjour. Ainsi, la reprise du véhicule est assurée une fois les vacances terminées!

La location longue durée

Cette formule convient parfaitement à celles et ceux qui apprécient de conduire

une voiture neuve et qui sont donc habitués à en changer souvent. Elle consiste à louer un véhicule sur une durée qui peut varier de douze à soixante mois. Elle permet de maîtriser les dépenses que vous souhaitez allouer à votre budget voiture, sur la base d'un montant de loyers établi lors de la signature du contrat. Dans certains cas, la location longue durée (LLD) peut être contractualisée sans apport personnel. Toutefois, le loueur peut alors vous imposer une caution qui sera restituée en fin de contrat. Il convient de noter que même si, dans le cas présent, vous n'êtes pas le propriétaire du véhicule loué, la carte grise sera délivrée à votre nom, ce qui suppose votre entière responsabilité en cas de contraventions ou d'éventuels dégâts. Par ailleurs, le contrat de la LLD peut comprendre des services complémentaires (assurance, entretien du véhicule, ou encore prêt d'un véhicule de remplacement en cas de panne). Enfin, rappelons qu'il n'est pas possible d'acheter un véhicule en LLD à la fin du contrat, sauf s'il s'agit d'un véhicule loué avec option d'achat (LOA). ♦

BON À SAVOIR

LES CLÉS DU TRANSIT TEMPORAIRE

LES BÉNÉFICIAIRES

À TITRE DÉROGATOIRE

- Des personnes physiques qui, dans un délai maximum de six mois à compter de leur retour dans le territoire national, sont réaffectées en dehors de la Communauté. Le régime leur est accordé pour la seule durée de leur séjour en France dans cette limite infranchissable de six mois.
- Des personnes physiques résidant dans la Communauté et qui sont sur le point de transférer leur résidence dans un pays tiers. Elles doivent prouver la réalité de ce changement imminent de résidence. Le régime leur est accordé pour trois mois, sans prolongation possible de ce délai.

COMMENT BÉNÉFICIER DE CE RÉGIME

L'acheteur doit avoir en sa possession les documents qui attestent de sa qualité de résident hors UE et qui prouvent la commande d'un véhicule neuf, et les soumettre au service des douanes qui délivrera un document administratif de type « 846 B ». Ce document sera donné au vu de la déclaration d'exportation qui doit être déposée soit par l'acheteur, soit par le concessionnaire. C'est ce document 846B qui

sera présenté à la préfecture afin d'établir le certificat d'immatriculation. Le délai de validité du régime est réglementairement limité à la durée du séjour du bénéficiaire et est limité à six mois pour les cas non dérogatoires. Les prolongations du délai de séjour ont toujours un caractère exceptionnel.

LES AVANTAGES DE CETTE FORMULE

- Il s'agit le plus souvent d'un service tout inclus, avec une assurance multirisque sans franchise, quoi qu'il arrive, ou presque, à votre voiture.
- Vous choisissez votre modèle, vous conduisez votre propre véhicule neuf, et pouvez vous rendre n'importe où en Europe.
- Vous êtes le propriétaire de votre voiture jusqu'à ce qu'elle soit reprise par le constructeur. Ce dernier s'arrange la plupart du temps pour gérer l'ensemble des formalités administratives liées à cet achat.
- Vous pouvez généralement restituer votre véhicule dans un lieu qui n'est pas le même que celui du retrait : les concessionnaires s'engagent en général à vous proposer plusieurs points de retrait-dépôt en France et en Europe.

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

magazine • newsletter 7/7 • réseaux sociaux • emarketing

*Leader sur l'information
pour la mobilité
internationale des Français :
actualités et services*

Abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
en cadeau, recevez un numéro gratuit
du Journal des Français à l'étranger



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

CCI FRANCE
INTERNATIONAL

LA FRANCE À L'INTERNATIONAL

CCIFI : Arnaud Vaissié tire sa révérence

Une page se tourne. Après six ans de bons et loyaux services à la tête des chambres de commerce françaises à l'international, Arnaud Vaissié remet son mandat en jeu et part sur un bilan exemplaire. Team France Export, trophées, formation en anglais, mondialisation, mutation des entreprises, défi de la digitalisation des PME... Retour avec le cofondateur d'International SOS sur les moments forts de ce mandat.

Quel bilan tirez-vous de vos deux mandats à la tête de CCI France International ?

Notre réseau des Chambres de Commerce françaises à l'international a connu de profondes transformations au cours de ces six dernières années et je suis heureux et honoré d'avoir pu accompagner ces évolutions qui étaient nécessaires. Lorsque j'ai pris la présidence de CCIFI en 2013, le réseau était déjà solide avec 110 chambres de commerce dans 82 pays comptant 900 collaborateurs et 30 000 entreprises adhérentes. Au cours de ces six dernières années, nous avons continué à croître chaque année de manière soutenue et régulière.

Nous comptons aujourd'hui 123 chambres (+12%) dans 92 pays, 1 200 collaborateurs (+33%) et plus de 36 500 entreprises adhérentes (+22%). Nous avons connu une croissance annuelle de près de 6% en termes de chiffres d'affaire. Quant à notre taux d'autofinancement, il est de 99% aujourd'hui. Par conséquent, nous ne coûtions rien, ou presque rien à l'État. Au cours des deux dernières années, cette accélération du réseau des CCI FI est encore plus notable et ne faiblira pas. Cofondateur et dirigeant d'un groupe né des échanges de la mondialisation (International SOS), j'ai pu mesurer combien la logique de réseau est essentielle au sein d'une économie globalisée. Par conséquent, il m'a semblé essentiel de mener dès mon premier mandat une action en profondeur afin d'améliorer la visibilité, la lisibilité et l'efficacité de notre réseau. Je citerais trois grands chantiers que nous avons menés à bien au cours de ces dernières années :

- Création d'un nom et d'une marque commune. Avant 2014, nos chambres à l'étranger, bien qu'appartenant à une

tête de réseau (Uccife à l'époque) affichaient des noms et des logos différents (86 logos). Afin de créer une identité commune au sein de notre réseau, nous sommes devenus « CCI France International ». La nouvelle identité CCI France, suivie du nom du pays d'implantation (par exemple CCI France Japon), a été adoptée par la quasi-totalité de nos chambres à l'étranger. Nous disposons ainsi aujourd'hui d'une marque réseau immédiatement identifiable qui nous fédère et qui nous rapproche également des CCI de France.

« J'AI PU MESURER COMBIEN LA LOGIQUE DE RÉSEAU EST ESSENTIELLE AU SEIN D'UNE ÉCONOMIE GLOBALISÉE. »

- Mise en place d'outils communs à toutes les chambres (outils de reporting et de gestion relation client par exemple).

- Développement de nouveaux services au sein de nos chambres à l'étranger notamment des services de recrutement pour les entreprises adhérentes.

- Plus récemment, une marque des centres d'affaires du réseau et des services implantation « LeBOOSTER » et un programme de mentorat d'entreprises « Duo Mentoring », associant les conseillers du Commerce extérieur.

Je mentionnerais bien entendu la mise en place de la « Team France Export » depuis un an qui est un chantier particulièrement intéressant dont les résultats sont très attendus. Il s'agit de réunir tous les acteurs publics de

l'accompagnement des entreprises françaises à l'international sous une même bannière (Business France, CCI France, Bpifrance, les Régions de France). Le réseau CCI France International a également son rôle à jouer dans ce nouveau dispositif. Nous sommes tous coresponsables de la dynamisation du commerce extérieur de la France. Les concessions de service public à l'étranger, c'est-à-dire des partenariats public-privé entre Business France et nos Chambres à l'étranger par exemple, ainsi que la mise en place de guichets uniques de l'export en régions sont deux des axes forts de cette réforme. En fonction de leurs compétences et périmètres d'intervention, les CCI FI seront impliquées à des degrés divers. L'objectif est de gagner en lisibilité et en efficacité pour mieux accompagner l'internationalisation des entreprises et détecter de nouvelles PME exportatrices.

Le rôle de CCI France International a-t-il évolué vers de nouvelles fonctions ?

Le rôle de CCIFI demeure le même, à savoir animer et faire la promotion des CCI françaises à l'international. Je rappellerais ici les trois principales missions des CCI françaises à l'international :

- Rassembler et animer les communautés d'affaires françaises et locales où nous sommes implantés.

- Développer les marchés des entreprises françaises à l'international.

- Répondre à la demande des entreprises de nos pays d'accueil pour les aider à identifier et à travailler avec des entreprises françaises.

Nos chambres, qui sont parfaitement intégrées dans leurs écosystèmes locaux, offrent aux entreprises des plateformes de services et de networking solides et efficaces.



En termes de formation, le développement des services de formation et d'emploi est un enjeu crucial pour notre réseau. Nombre de Chambres à l'étranger offrent déjà des services de recrutement (50 pays). Le développement de département « formation et emploi » au sein de l'ensemble de nos CCIFI est une réflexion que nous menons actuellement.

La nature des sociétés adhérentes a-t-elle changé, avec par exemple davantage de sociétés de services?

De la start-up au groupe du CAC 40, les entreprises membres de nos Chambres de commerce françaises à l'étranger représentent une très large diversité d'entreprises en termes de taille et de secteur d'activité.

Toutefois, nous voyons de plus en plus de PME de croissance et de *scale-ups*, notamment dans le secteur de la tech, rejoindre nos chambres à l'étranger et cela est un motif de satisfaction.

Je citerais l'excellent partenariat entre la Chambre de commerce française de Grande-Bretagne et le French Tech hub de Londres. Ce partenariat permet notamment aux start-up de la Chambre d'accéder dans les meilleures conditions à l'écosystème tech/fintech de Londres.

Quel est la réalisation ou le projet dont vous êtes le plus fier ?

On constate chaque année depuis près de quinze ans un déficit pesant de notre balance commerciale (-60 Mds € en 2018). Or, le commerce international est un élément de puissance économique et de puissance politique d'un pays. Il y a aujourd'hui une forte volonté gouvernementale de relancer notre compétitivité en faisant du développement des exportations une cause nationale. Le dispositif français d'accompagnement a une part de responsabilité dans ses performances décevantes. Au cours de ces dernières décennies, ses acteurs ne partageaient pas de vision stratégique commune : ils avaient chacun leur pré carré, ne coopéraient guère et souvent se concurrençaient inutilement. Le projet dont je suis le plus fier est collégial puisqu'il s'agit de la mise en place de la « Team France Export ». La réforme du dispositif d'accompagnement des entreprises à l'export s'inscrit dans une dynamique gouvernementale et un train de réformes sans commune mesure avec les tentatives passées. L'enjeu est bien de rendre plus efficace nos structures d'aide

TROPHÉES CCIFI

L'excellence française en haut de l'affiche

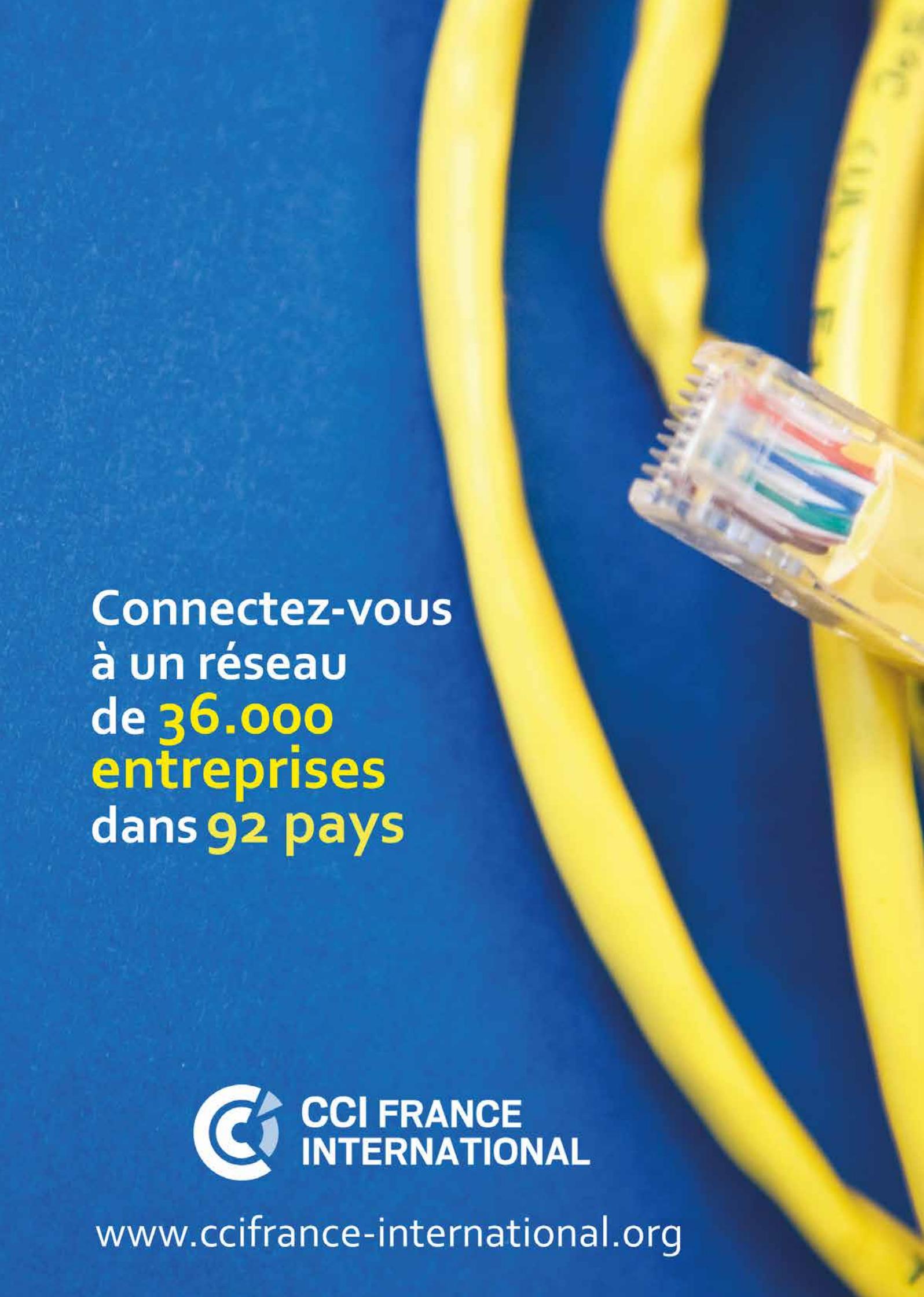
Innovation, savoir-faire... Ces entreprises qui font rayonner la « french touch » à travers le monde. Des dizaines de success stories seront mises en avant lors de la deuxième édition des Trophées CCI France International, le 24 juin prochain à Paris, au Pavillon d'Armenonville.



Elles innoveront, elles agiront, elles exporteront à travers le monde, dans des domaines aussi variés que le numérique, l'agrosociété, l'éducation... Et elles méritent bien un coup de chapeau. Huit catégories seront représentées cette année: start-up, entrepreneur français à l'étranger, innovation, meilleure performance à l'export, responsabilité sociétale des entreprises (RSE), meilleure implantation étrangère en France, trophée spécial du jury et partenariat franco-local. Autant d'innovations, de prouesses techniques, d'avancées pour le bien-être des humains et de la planète qui font chaud au cœur. L'édition 2018 fut un vrai succès en effet avec 515 participants dont près de 200 entreprises. Cette année, 650 participants sont attendus au Pavillon d'Armenonville. La soirée est placée sous le haut patronage du président de la République et l'invité d'honneur et parrain de la promotion des lauréats 2019 sera Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef. L'objectif est de rassembler chaque année tous les acteurs du dispositif du commerce extérieur de la

France, unis dans un même effort collectif pour redonner à la France une place de premier plan sur les marchés internationaux. Y sont récompensées les performances à l'international des entreprises françaises. «C'est une occasion unique pour lancer un message d'encouragement à toutes ces entreprises dynamiques, innovantes ou maîtrisant un savoir-faire particulier, afin qu'elles se lancent plus fortement encore dans la grande aventure de l'international», détaille Arnaud Vaissié.

La soirée sera organisée en partenariat avec le *Journal des Français à l'étranger*. «Le commerce international est un élément de puissance économique et de puissance politique d'un pays. C'est dans ce cadre que nous avons souhaité rassembler tous les acteurs du dispositif du commerce extérieur de la France, unis dans un même effort collectif pour redonner à la France une place de premier plan sur les marchés internationaux», poursuit M. Vaissié. L'occasion de rappeler que le gouvernement a fait de l'exportation une cause nationale.

The background of the entire page is a solid blue color. On the right side, several yellow Ethernet cables are visible, with one RJ45 connector in sharp focus in the foreground. The cables are slightly out of focus in the background, creating a sense of depth.

Connectez-vous
à un réseau
de **36.000**
entreprises
dans **92 pays**



**CCI FRANCE
INTERNATIONAL**

www.ccifrance-international.org

à l'export en évitant les doublons et en limitant la dépense publique.

Je suis très heureux de voir qu'il y a aujourd'hui une grande communauté d'échanges entre Business France, Bpifrance, CCI France International, CCI France, les conseillers du Commerce extérieur de la France et les entreprises de services à l'export. Après avoir trop longtemps travaillé en silo, nous travaillons désormais ensemble ce qui est absolument nécessaire. Je remercie Pascal Cagni (président de Business France), Christophe Lecourtier (directeur général de Business France), Nicolas Dufourcq (directeur général de Bpifrance), Pierre Goguet (président de CCI France), Alain Bentéjac (président des CCE) et Etienne Vauchez (président de l'OSCI) avec lesquels j'ai pris beaucoup de plaisir à échanger et à travailler sur ce projet.

Je tiens à souligner également les excellentes relations avec Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en charge notamment de cette réforme du Commerce extérieur, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, et Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Avez-vous des regrets ? Notamment sur des projets que vous auriez aimé mener à bien ou d'autres qui n'ont pas encore vu le jour ?

Deux chantiers me tiennent particulièrement à cœur : améliorer le niveau d'anglais des Français et numériser davantage nos PME. Régulièrement évoqué dans les études réalisées par les institutions internationales, le niveau d'anglais des Français est insuffisant. Cela nuit à notre compétitivité nationale et à notre commerce extérieur. Toutefois, il est possible d'améliorer rapidement le niveau général. D'une part, en allant plus vite dans la mise en place du bilinguisme à l'école et d'autre part, en considérant l'amélioration du niveau d'anglais des salariés comme une priorité de formation au sein des entreprises. Quant à la transformation digitale au sein des PME, elle doit être amplifiée et accélérée à travers la mise en place d'un environnement davantage incitatif. Un effort tout particulier doit être fait sur les primo-exportateurs. Ils ont un fonctionnement international souvent artisanal : 80% des PME exportent sans passer par un intermédiaire. 15% le font



© Jozsef Bagota

« DEUX CHANTIERS ME TIENNENT À CŒUR : AMÉLIORER LE NIVEAU D'ANGLAIS DES FRANÇAIS ET NUMÉRISER DAVANTAGE NOS PME. »

sans site internet et, sur les 85% de PME qui ont un site, 37% n'ont qu'une version française. Il serait souhaitable par exemple de mettre en œuvre un dispositif de « suramortissement numérique de 150% » (comme cela a été réalisé avec succès pour le suramortissement productif) favorisant, sans plus attendre, les investissements dans le numérique pour les PME.

Quels sont vos projets au sein de CCI France International ? Resterez-vous en tant que membre avec International SOS ?

Les membres adhérents de CCI France International ne sont pas des entreprises mais les Chambres de commerce françaises à l'étranger. International SOS est membre de nombreuses Chambres de commerce françaises dans le monde, Chambres qui sont également membres de CCIFI. Comme tous les administrateurs bénévoles de ce réseau, je m'y suis attaché et je maintiendrai une attention particulière sur son évolution et son développement futur en tant que président d'honneur et membre du conseil d'administration.

Où en est la « Team France Export » ? Quel est son bilan au bout de près d'un an d'existence ?

Après un an d'existence, le bilan de la « Team France Export » est positif à mon sens. La bataille de l'export commence avant tout dans les territoires en France. Cette mission renforcée sur la France a été menée en étroite collaboration avec les CCI de France, au sein desquelles des personnels Business France sont venus renforcer les équipes de conseillers en développement international. Ce rapprochement permet de proposer un guichet unique « Export » CCI/Business France aux Régions de France qui ont dans leurs prérogatives le développement économique et en particulier l'internationalisation des entreprises. Concernant la mise en place de concessions de service public (CSP), six pays pilotes ont vu l'activité export/ accompagnement des entreprises de Business France proposée en concession de service public (Belgique, Hongrie, Maroc, Norvège, Philippines, Singapour). Une procédure d'appel d'offres a été lancée en juin dernier et ce sont les Chambres de commerce de ces six pays qui ont été retenues en décembre dernier. Concernant les délégations de service public (DSP) marchés publics de services, les deux premiers ont été attribués au Japon et à Hong Kong. Là encore, ce sont les Chambres de commerce française de ces pays qui ont été retenues, ce dont nous nous réjouissons grandement. ♦



ÉDUCATION/FORMATION

Erasmus+, tout un programme !

Depuis sa création en 1987 jusqu'à aujourd'hui, Erasmus est devenu bien plus qu'un simple dispositif de mobilité internationale. Au total, ces trente dernières années, ce programme pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, devenu Erasmus +, a permis à 9 millions de personnes, dont 4,4 millions d'étudiants, d'étudier, de se former, de partir en volontariat ou d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger.

Le programme « Erasmus pour tous » a remplacé l'ancien système Erasmus que le film « L'auberge espagnole » avait contribué à promouvoir. Son objectif ? Renforcer les compétences de tous, favoriser le développement personnel, améliorer l'aptitude à l'emploi. Il fait partie de la stratégie « Europe 2020 » en matière de croissance, d'emploi et d'innovation.

Il était une fois...

Si l'histoire de l'Union démarre en 1950, il faudra attendre 1971 pour que les mi-

nistres de l'Éducation des neuf pays membres de la Communauté européenne valident le principe d'une coopération dans le domaine de l'éducation. On voit alors apparaître des « Joint Study Program » ou des programmes communs d'études qui connaissent un véritable succès mais manquent encore d'ambition. En 1983, le Conseil des ministres de l'Éducation avance encore un peu en posant les principes de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur en Europe afin de développer la mobilité des étudiants. Ceci en favorisant la recon-

naissance de leurs périodes d'études, en distribuant des aides financières, en facilitant leur hébergement et en simplifiant les démarches administratives.

Lorsqu'il est créé en 1987, l'*European Region Action Scheme for the Mobility of University Students* a pour objectif de développer la citoyenneté européenne et de créer une Europe de l'enseignement supérieur en soutenant la coopération des établissements. La première année, 3 244 étudiants européens y adhèrent, dont 895 Français. Cinq ans plus tard, le chiffre passe à 150 000 ! Face à ce succès considé-

ERASMUS EN CHIFFRES

- **23%** : c'est la hausse du budget d'Erasmus + entre 2017 et 2018.
- **85 409** : nombre de mobilités dans les contrats de 2018.
- **38%** des apprenants en Erasmus + sont des jeunes d'origine sociale populaire.
- **247 millions d'euros**, c'est le budget d'intervention de l'Agence en 2019, soit deux fois plus qu'en 2014.
- **24 groupements académiques** ou rectorats coordonnent des projets Erasmus +.
- **2 353 candidatures** en 2018 : c'est le nombre de candidatures reçues par l'Agence française, soit une hausse de **9%**.
- **4 789, 3 692 et 2 743** : ce sont les jeunes en formation professionnelle qui sont partis respectivement pour l'Espagne, l'Italie et la Grande-Bretagne.
- **86%** des apprentis et apprenants de la formation professionnelle perçoivent une amélioration de leur employabilité suite à une mobilité Erasmus +.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE N'EST PAS OUBLIÉ

Ce sont quelque 417 établissements d'enseignement agricole qui participent actuellement au programme Erasmus + et font partir leurs élèves en mobilité à travers l'Europe. « Ces projets bénéficient aux zones rurales pour lesquelles les opportunités d'ouverture à l'Europe et à l'international sont souvent moindres », explique Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus + France Education/Formation. Ils sont 20 012 jeunes de l'enseignement agricole à être partis en Erasmus + entre 2014 et 2018, ce qui représente 27% des mobilités Erasmus + en formation professionnelle.

L'AUBERGE INTERNATIONALE

Le film de Cédric Klapisch évoquait un Erasmus centré sur l'Europe. Mais depuis 2016, la mobilité Erasmus + hors Europe génère des candidatures en hausse chaque année (+ 21% entre 2017 et 2018). Avec 190 candidatures de mobilité hors Europe, la France occupe la première position, devant l'Allemagne et la Pologne. Nouveauté de 2018, les mobilités de stage hors Europe correspondent à 1 230 demandes dans 55 pays, dont 310 sont financées.



© GauweliLab

nable, la Commission européenne envisage de l'étendre à d'autres secteurs. C'est ainsi que le programme « Jeunesse » a vu le jour en 1989. En 1995, c'est au tour des programmes « Comenius » pour l'enseignement scolaire et « Leonardo da Vinci » pour la formation professionnelle de voir le jour, rejoints, en 2000, par le programme « Grundtvig » pour l'éducation des adultes. Une diversification des secteurs et des publics qui s'accompagne aussi d'une ouverture géographique au-delà de l'Europe et d'une multiplication des activités soutenues. En 2014, tous ces secteurs sont rassemblés en un seul et même programme: Erasmus +, qui se voit en outre enrichi d'un nouveau programme sportif.

Erasmus+ aujourd'hui

Erasmus+ s'adresse aujourd'hui à des publics très variés : élèves (de la maternelle au lycée), élèves des lycées professionnels, apprentis, demandeurs d'emploi, étudiants, jeunes volontaires, enseignants, formateurs, éducateurs ou encore bénévoles. Son objectif est aussi de soutenir les jeunes et les citoyens présentant le moins d'opportunités.

Erasmus + vise à :

- > réduire le chômage, en particulier chez les jeunes ;
- > promouvoir l'éducation des adultes, notamment dans le domaine des nouvelles compétences et des compétences demandées sur le marché du travail ;
- > encourager les jeunes à participer à la vie démocratique en Europe ;
- > soutenir l'innovation, la coopération et les réformes ;
- > réduire le décrochage scolaire ;
- > promouvoir la coopération et la mobilité avec les pays partenaires de l'UE.

Quelles perspectives d'avenir ?

L'Agence Erasmus + France Education/Formation souhaite améliorer et renforcer la coopération avec les pays partenaires (168 pays) afin de répondre aux enjeux sociétaux et éducatifs auxquels l'Europe et ses voisins doivent faire face : lutter contre le chômage des jeunes, mieux intégrer les réfugiés accueillis en Europe, construire une société plus inclusive, améliorer l'attractivité de l'enseignement supérieur. Pour atteindre ces objectifs, ce programme prévoit de poursuivre la dématérialisation de ses procédures administratives, faciliter la mobilité de ses bénéficiaires – notamment celle des apprentis et des demandeurs d'emploi – en alignant leurs aides financières sur celles des étudiants (systèmes de forfaits).

Un levier pour l'emploi des jeunes

Il ressort d'une étude réalisée en 2016 (www.agence-erasmus.fr/docs/2431_observatoire-n2.pdf) que les jeunes qui ont connu l'expérience d'une période de mobilité encadrée à l'étranger trouvent un emploi plus rapidement que ceux qui ne sont pas partis (après 2,9 mois de recherche d'emploi en moyenne, contre 4,6 mois pour les autres). En outre, 70% des jeunes qui ont bénéficié d'une mobilité encadrée ont un parcours d'accès durable à l'emploi, contre 50% pour ceux qui n'ont pas connu cette période de mobilité. Enfin, les deux tiers des bénéficiaires d'une mobilité encadrée accèdent à un poste de niveau cadre ou profession intermédiaire dès leur premier emploi, contre 34% des jeunes qui ne sont pas partis en mobilité encadrée. ♦

4 QUESTIONS À... LAURE COUDRET-LAUT

« Favoriser la mobilité professionnelle à travers l'Europe tout au long de la vie »

Erasmus + s'adresse aux étudiants... mais pas seulement ! Ce programme s'intéresse aussi à l'emploi via différentes filières. Le point avec Laure Coudret-Laut, directrice de l'Agence Erasmus+ France/Education Formation.

De quelle manière Erasmus plus favorise-t-elle l'euro-mobilité de tous les travailleurs européens ?

Le programme Erasmus + permet aux personnes en formation d'effectuer une mobilité à l'étranger. Les adultes en requalification ou en reconversion peuvent en bénéficier lorsqu'ils sont stagiaires de la formation professionnelle inscrits auprès de Pôle emploi, des missions locales, de certaines associations...

Quel est le lien d'Erasmus + avec l'emploi dans l'Union ?

Les études de l'Observatoire Erasmus + ont montré que les expériences encadrées à l'étranger permettent de développer l'employabilité des jeunes. Non seulement ils confrontent leurs compétences académiques et professionnelles dans un contexte international, mais ils acquièrent aussi des compétences transversales qui sont un véritable atout pour leur insertion professionnelle.

Dans le cadre du programme Erasmus +, des dispositifs européens comme le CV Europass (545 000 CV Europass renseignés en français en 2018) permettent de reconnaître et valoriser ces compétences acquises en stages. L'objectif est de favoriser la mobilité professionnelle à travers l'Europe tout au long de la vie.

Les filières professionnelles sont-elles un enjeu pour Erasmus + et



▲ Laure Coudret-Laut.

comment entendez-vous développer la mobilité dans ces filières ?

Les apprenants de la formation professionnelle peuvent partir en mobilité en Europe depuis 1995. Aujourd'hui, la mobilité est de plus en plus encouragée dans ces filières, c'est une des priorités nationales comme européennes. Les bourses Erasmus + pour les mobilités de la formation professionnelle sont deux à trois fois plus élevées que celles

dédiées aux étudiants: elles atteignent 750 € à 1 000 € par mois selon les pays de destination. La loi « avenir professionnel » de septembre 2018 prévoit que les CFA devront se doter de référents mobilité. À l'initiative de l'Agence Erasmus + France Education/Formation, un guide sur cette fonction a été publié en novembre 2018 et un premier référentiel métier sera présenté les 14 et 15 mai prochains, lors des Assises territoriales de la mobilité des apprentis (ATMA)*.

Quelle place Erasmus + devra-t-elle tenir dans les années à venir, comment cette institution européenne devrait-elle évoluer ?

Elle doit permettre à un plus grand nombre de jeunes – notamment ceux qui ne l'envisageaient pas – de bénéficier d'une mobilité européenne dans leur parcours de formation, ceci correspond aux objectifs de l'Union européenne pour la jeunesse dans l'espace européen d'éducation.

Pour la période 2021-2027, l'objectif est de multiplier par trois le nombre de participants (12 millions de personnes en Europe) avec un budget multiplié par deux (30 milliards d'euros), et de renforcer encore la dimension inclusive du programme.

* www.agence-erasmus.fr/evenement/375/assises-territoriales-de-la-mobilite-des-apprentis

EMPLOI

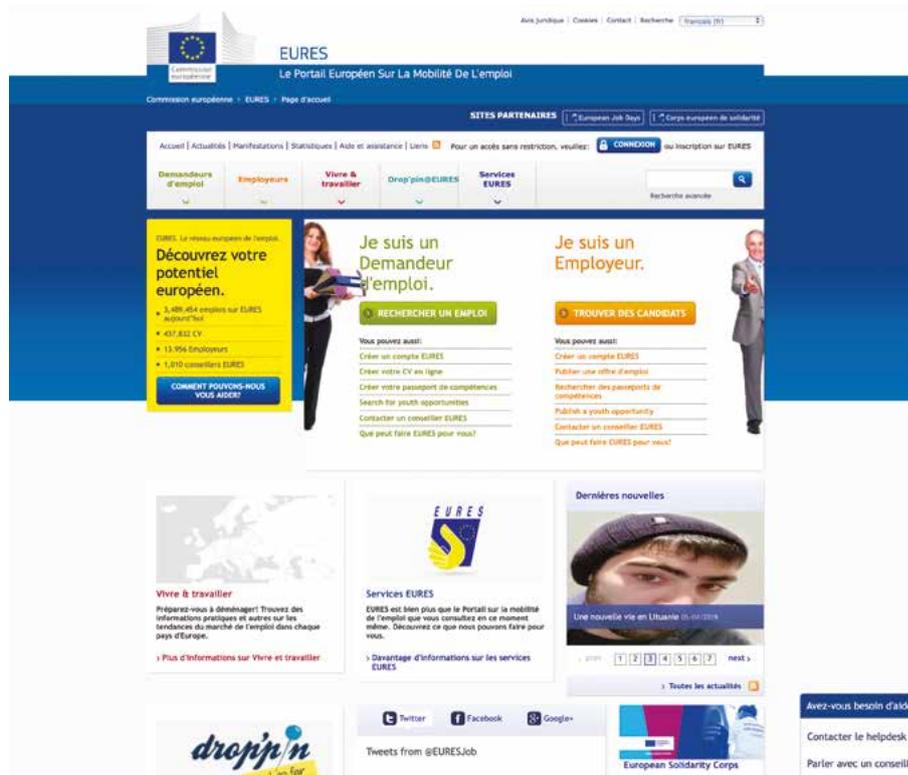
Eures, le site incontournable en Europe

Au fil des ans, Eures, le portail européen sur la mobilité de l'emploi, s'est transformé pour élaborer une véritable correspondance entre ses services et les besoins de ses utilisateurs. Chercheurs d'emploi et employeurs ont désormais entre leurs mains un outil performant qui va encore se transformer puisque bientôt il sera intégré dans la nouvelle Autorité européenne du travail.

Eures est un sigle insuffisamment connu des travailleurs français. Pourtant, l'EUROpean Employment Services (services européens de l'emploi) est un réseau de coopération gratuit formé par les services publics de l'emploi des pays membres de l'Union européenne. Des services privés de l'emploi, des syndicats, des organisations d'employeurs et d'autres acteurs pertinents du marché du travail sont aussi partenaires. Son objectif ? Faciliter la libre circulation des travailleurs dans l'Espace économique européen (EEE) et la Suisse. Sa cible ? Les demandeurs d'emploi bien sûr, ceux qui souhaitent se rendre dans un autre pays pour y travailler ou y étudier, ainsi que les employeurs qui souhaitent recruter leur personnel à l'étranger.

Comment ça marche ?

Eures met à la disposition des citoyens européens un portail très complet qui leur permet d'une part d'avoir des informations sur le travail en Europe et par pays, et d'autre part d'avoir accès à une banque de données exceptionnelles puisque plus de 3 millions d'offres sont en permanence accessibles. Le portail fournit non seulement des informations sur les offres d'emploi dans l'Espace économique européen et la Suisse, mais également des informations sur les tendances du marché du travail de tous les pays et régions de l'EEE, des informations pratiques sur les conditions de vie et de travail en Europe, ainsi qu'une base de données en ligne contenant les CV de demandeurs d'emploi. Eures propose un réseau de conseillers capables de fournir des informations, une aide et une assistance aux demandeurs d'emploi et aux employeurs par le biais de contacts personnels. Ces conseillers sont des spécialistes formés pour assu-



MY FIRST EURES JOB

Votre premier emploi Eures a pour objectif d'aider les jeunes ressortissants de 18 à 35 ans de l'un des pays de l'UE28 + l'Islande et la Norvège (pays de l'AELE/EEE) à trouver un stage ou un travail dans l'un de ces pays. Il aide également les employeurs à trouver la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour pourvoir à des postes difficiles à pourvoir. Eures fournit un soutien – informations, recrutement, jumelage, placement et financement – aux jeunes demandeurs d'emploi et aux employeurs souhaitant recruter en dehors de leur pays d'origine. Eures propose notamment une assistance avant le placement aux employeurs pour identifier leurs besoins réels et définir leur offre d'emploi, ainsi qu'aux demandeurs d'emploi pour s'inscrire sur la plateforme. Il y a également à la clé des avantages financiers : une bourse pour permettre aux demandeurs d'emploi de couvrir leurs frais de voyage, ce qui leur permet d'assister à des entretiens d'embauche et de s'installer dans d'autres pays de l'UE pour y occuper un emploi ; une bourse pour les PME si elles offrent un programme d'intégration aux jeunes travailleurs nouvellement embauchés ; la prise en charge de cours de langues ou d'autres formations pour demandeurs d'emploi présélectionnés ; un soutien à la reconnaissance des qualifications de demandeurs d'emploi présélectionnés ; un soutien au mentorat pour les stagiaires. Le contrat passé avec l'employeur doit être de six mois (trois pour un stage).

Pour en savoir plus : www.yourfirsteuresjob.eu/multimedia/uploads/system/2017/02/Ton%20premier%20emploi%20EURES%20-%20Guide%20.pdf



© Maciej Szkopanski

▲ Denis Genton.

Le changement est en marche !

Eures va désormais intégrer la nouvelle Autorité européenne du travail qui encouragera l'équité dans la mobilité des travailleurs au sein de l'Union. Nous faisons ici le point avec Denis Genton, chef d'unité à la direction générale Emploi, Affaires sociales et Inclusion à la Commission européenne.

Vous avez entamé une réforme au sein d'Eures et choisi de rendre plus performant son portail. Avez-vous davantage de chercheurs d'emploi enregistrés ?

Notre portail est mis à jour régulièrement, la transmission des données de toutes les offres et CV est quasi systématique. Ce n'est pas facile à organiser car nous avons en permanence quelque 3,6 millions d'offres en ligne, soit plus d'un million d'offres de plus qu'avant notre réforme. Nous souhaitons aussi avoir plus de 435 000 CV mis en ligne, ce qui était plus délicat en raison des

politiques de protection des données. Nous en sommes actuellement à plus de 43 400 CV mis en ligne, nous en aurons à terme plus de 2 millions. Notre site doit aussi permettre de faire « matcher » les candidatures avec les offres. Ainsi, un candidat français ne peut pas répondre à une offre française, c'est un peu long à mettre en œuvre. D'autant que le site sera aussi plus convivial : une nouvelle version devrait être prête à l'automne.

Comment la mise en place des systèmes d'admissions permettant de s'ouvrir à d'autres acteurs que ceux

des services publics de l'emploi des pays avance-t-elle ?

Les Etats membres avaient pour obligation de mettre en place un système d'admission pour ouvrir le réseau à d'autres acteurs comme des agences privées d'emploi. Le processus est toujours en cours, le réseau s'est enrichi de 26 nouveaux membres; si le mouvement est modeste, il reste prometteur.

Le réseau Eures souffre d'un déficit de visibilité. Comment faites-vous évoluer votre politique de communication qui vous permettrait de mieux faire connaître le réseau Eures ?

Nous avons fêté le 50^e anniversaire du règlement fondateur sur la libre circulation des travailleurs. Pour l'occasion, nous avons organisé des jeux sur les médias sociaux, et les messages et vidéos que nous avons diffusés ont été vus plus de 7 millions de fois. Nous en avons reçu plus de 500. C'est un bon résultat, même si au regard des 17 millions de travailleurs mobiles cela peut sembler peu. Nous poursuivrons avec une campagne qui débutera à l'automne sur les médias sociaux pour fêter les 25 ans d'Eures.

Comment avance la création de l'Autorité européenne du travail qui a donc été actée dernièrement ? Comment Eures s'inscrit dans ce processus ?

L'objectif de cette Autorité est de promouvoir des conditions équitables de mobilité dans l'Union. Le premier pilier de cette agence est l'information: Eures met sur son site des informations régulièrement mises à jour sur tout ce qui concerne l'emploi en Europe, traduites dans toutes les langues officielles de l'Union. Le deuxième est la coopération, à travers notamment la possibilité de mener des opérations conjointes: ainsi, l'Autorité fournira une assistance à la réalisation d'inspections conjointes entre les services des inspections du travail des Etats membres. Le troisième pilier est l'arbitrage: en cas de conflits entre pays membres, l'Autorité pourra intervenir afin de trouver une solution aux litiges plutôt que de les traiter devant les tribunaux. Aujourd'hui, à Bruxelles, nous coordonnons le réseau Eures et nous gérons son portail. Ces services seront transférés au sein de l'Autorité, dont nous ne savons pas encore où se trouvera le siège. Ce qui ne nous empêche pas d'avancer !



© Sifo Crachto

rer les trois services de base d'Eures que sont l'information, l'orientation et le placement, tant aux demandeurs d'emploi qu'aux employeurs intéressés par le marché européen du travail.

Il y a plus de 850 conseillers dans toute l'Europe et leur nombre est en constante augmentation. Leurs coordonnées et adresses se trouvent sur la page « Recherche de conseillers Eures » dans la section « Eures » du portail ou en cliquant sur le bouton « Contacter un conseiller Eures » disponible sur de nombreuses pages du portail. Ils sont chargés de répondre à vos questions sur le marché du travail, le logement, l'enseignement, le coût de la vie, la santé, la législation sociale, la fiscalité... L'ensemble de ces prestations sont gratuites. Un numéro

d'assistance est par ailleurs à disposition : 00800 4080 4080. Vous pouvez aussi converser en ligne ou par Skype avec les conseillers (<https://ec.europa.eu/eures/public/fr/contact>) ou leur envoyer un mail (<https://ec.europa.eu/eures/public/fr/contact-us>). Eures est également présent sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn...).

Qui a la côte ?

Pâtissier, journaliste, commercial, médecin... tous les métiers sont recensés, tous les niveaux de diplômes sont recherchés, même les stagiaires peuvent trouver des offres. À titre d'exemple, en cette fin avril, 2019 lorsque vous entriez la profession «ingénieur» sur le site Eures, vous trouviez 128172 postes vacants, dont plus de 62 600

pour l'Allemagne, contre seulement 1 pour l'Islande, avec 743 propositions pour des contrats en apprentissage, 65 stages. C'est en effet de loin l'Allemagne qui propose le plus d'offres (plus de 800 000), suivie par l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark... Quant aux professions les plus demandées, on trouve en tête les vendeurs en magasin, puis les mécaniciens, le personnel infirmier (niveau intermédiaire), les secrétaires, les serveurs.

Drop'pin@EURES

Drop'pin@EURES est un projet mené par la Commission européenne qui vise à aider les jeunes à améliorer leur employabilité et leurs compétences en les mettant en contact avec une vaste gamme d'offres en Europe. En s'inscrivant sur Drop'In, ces jeunes européens peuvent créer leur CV en ligne et se faire connaître auprès d'entreprises et avoir accès à plus de 100 événements de recrutement annuels organisés par Eures (y compris les Journées européennes de l'emploi en ligne et sur le terrain). Sur le site, on trouve aussi de nombreux articles et reportages contenant des informations et des conseils sur la manière de mettre un pied dans la vie active et de se présenter aux employeurs. On a également accès aux mises à jour les plus récentes sur les réseaux sociaux, des articles d'actualité sur des sujets liés aux jeunes. ♦

EURES TRANSFRONTALIER

Plus de 1,4 million de personnes vivent dans un pays de l'Union européenne tout en travaillant dans un pays voisin. Ils sont ainsi confrontés à des codes du travail et des pratiques différentes, raison pour laquelle Eures a développé un service spécialement dédié aux travailleurs transfrontaliers.

Eures aide les travailleurs transfrontaliers à surmonter ces obstacles en offrant un soutien financier aux partenariats transfrontaliers, sous l'égide de l'EaSI, programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale. En 2019, dans le cadre de l'appel 2018, onze partenariats transfrontaliers impliquant seize pays reçoivent un financement de l'EaSI. L'objectif général des partenariats est de favoriser le partage d'informations et de conseiller les demandeurs d'emploi et les employeurs en matière de mobilité professionnelle transfrontalière, d'offrir des possibilités de placement, et de fournir des services antérieurs et postérieurs au recrutement. Des groupes d'experts sont disponibles pour aider les travailleurs à chaque étape de leur carrière et répondre à toute question que ces derniers peuvent se poser concernant les modalités pratiques du travail transfrontalier. (https://ec.europa.eu/eures/public/fr/eures-in-cross-border-regions?lang=fr&app=0.8.1-build-2&pageCode=cross_border#/list)

LE GRAND DOSSIER

Pologne, le temps du renouveau !

Les opportunités d'emploi et d'affaires sont nombreuses en Pologne et la France est au deuxième rang des investisseurs étrangers. Enquête au cœur des entreprises et témoignages de Français qui vivent dans le pays pour comprendre les raisons d'un tel engouement.



Découvrez notre large choix de produits français à prix E.Leclerc

Fromages, Vins,
Charcuterie, Poisson,
Epicerie fine...



www.eleclerc.pl

E.Leclerc  **HYPERMARKET**
URSYNÓW

ul. Ciszewskiego 15  Stokłosy 22 389-86-00



www.kencenter.pl

REPORTAGE

Bienvenue au pays du plein-emploi

Cap à l'Est ! Alors que la croissance montre des signes d'essoufflement en Europe de l'Ouest, la Pologne ne connaît pas la crise ! Avec une croissance soutenue depuis son entrée dans l'Union européenne il y a quinze ans, un dynamisme record et un chômage inexistant dans les grandes villes, le pays a de quoi séduire les Français en quête de mobilité internationale.

Pour prendre le pouls de Varsovie, il suffit de se rendre le samedi matin sur les bords réaménagés de la Vistule, le fleuve qui traverse la ville. Sous un soleil printanier, on y croisera joggeurs, cyclistes ou promeneurs à chiens. D'autres se prélassent sur les chaises longues installées en terrasse de cafés branchés servant de généreux brunchs. Varsovie est une ville à la page et une capitale à taille humaine. Malgré ses deux millions d'habitants et sa grande superficie, il règne ici une atmosphère détendue et on s'y déplace de jour comme de nuit en toute sécurité. Les transports en commun, en particulier les tramways, irriguent la moindre rue

AVEC UN CHÔMAGE RÉSIDUEL DE 3,5% ET UNE ÉCONOMIE AU BEAU FIXE DEPUIS QUINZE ANS, LA POLOGNE VIT SES TRENTE GLORIEUSES.

et la circulation est fluide sur les boulevards XXL. Autre avantage : le coût de la vie est faible. On mange au restaurant pour moins de dix euros ! Varsovie est aussi une ville verte. Si les barres d'immeubles sautent d'abord aux yeux, la ville regorge également d'espaces verts, pour certains des lieux chargés d'une histoire tourmentée. La Pologne vit ses Trente Glorieuses. Avec un chômage résiduel (3,5%), une économie au beau fixe depuis quinze ans (la crise de 2008 est presque passée inaperçue ici), et une hausse moyenne des salaires de 7% chaque année, l'ancien satellite de Moscou marche sur l'eau.



▲ Varsovie.



▲ Varsovie, Palais de la culture et de la science.



▲ Varsovie, Plac Zamkowy.

Des soutiens européens importants

Le pays a adhéré à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. Cette adhésion lui a permis de bénéficier de très nombreuses subventions au point de devenir le pays le mieux doté en fonds européens pour la période 2014-2020. De son côté, le gouvernement a choisi de soutenir la consommation en attribuant aux foyers les plus pauvres une allocation de 115 euros dès le premier enfant. Avec un salaire minimum de 502 euros, un revenu moyen dans le secteur privé de 954 euros et un pouvoir d'achat par habitant de 6399 euros, le pays a de quoi attirer les chefs d'entreprises étrangers.

Mais attention aux impairs, prévient l'auteure Miroslava Hristova : « *Chez vous, en Europe de l'Est...* » est une phrase maladroite lorsque l'on s'adresse à un interlocuteur polonais ! « *Cela rappelle l'appartenance historique du pays à l'ancien bloc de l'Est. Or, c'est de l'Europe occidentale que le pays souhaite se rapprocher aujourd'hui, et les habitants ne veulent généralement plus être assimilés à ce passé.* » Car la jeunesse est passée ici et, en un éclair, du communisme pur et dur à l'économie libérale. « *Cette génération a connu l'époque soviétique et a pris de plein fouet l'ouverture de marché* », témoigne Édouard Chassaing, architecte d'intérieur à Varsovie.

Des circuits de décision plus courts

Résultat : bien formés, les jeunes Polonais lorgnent désormais de plus en plus vers l'Allemagne ou l'Angleterre.

LA POLOGNE SOUS TOUTES SES FACETTES

Vous voulez en savoir plus sur la géographie

du pays, les lieux incontournables à visiter au sein de ses seize *voïvodies* (divisions administratives, équivalent des Régions en France), découvrir les principales villes du pays en détail, obtenir des renseignements sur les transports, la santé, les Polonais célèbres, et même l'histoire de la création de l'hymne national ? Le site de l'Office national polonais de tourisme est une parfaite entrée en matière pour le visiteur. *D. B.*

• Pour en savoir plus : www.pologne.travel/fr
Contact : Office national polonais de tourisme, 10, rue Saint-Augustin. 75002 Paris



UN MARIAGE COMMERCIAL QUI DURE

Après l'Allemagne et avant les États-Unis, la France est le deuxième investisseur étranger en Pologne. Plus de 1 300 sociétés tricolores y sont enregistrées, la plupart depuis la vague de privatisations des années 90. Autant dire que les échanges ne datent pas d'hier !

La valeur cumulée des investissements français en Pologne avoisine les 18 milliards d'euros. Les sociétés à capitaux français ont créé plus de 250 000 emplois dans le pays. « Depuis le début des années 90, la France est l'un des investisseurs étrangers les plus importants en Pologne, détaille Monika Constant, directrice générale de la CCI France Pologne. Les sociétés françaises sont présentes dans presque tous les secteurs de l'économie : de l'industrie jusqu'au commerce et aux services. » Le commerce (notamment le marché des pièces détachées) se taille la part du lion avec 31% du PIB devant l'industrie manufacturière à 29%. Suivent classiquement l'énergie, la construction, l'immobilier, la finance et l'assurance et l'hébergement et la restauration. En 2017, la Pologne a de nouveau enregistré un excédent de son commerce extérieur de 15,1 milliards de zlotys (3,5 milliards d'euros). Par rapport à 2016, les exportations ont augmenté de 10,6% et les importations de 7,9%. Le scénario devrait être semblable cette année. La France exporte en Pologne essentiellement des voitures, des produits chimiques et cosmétiques, ainsi que des machines pour l'industrie et l'agriculture. « De plus en plus souvent, les sociétés françaises veulent travailler directement avec le client final, principalement dans le secteur industriel », explique Lilla Bacha, responsable de l'appui aux entreprises à la Chambre de commerce et d'industrie France-Pologne (CCIFP). Des conditions attractives supplémentaires (notamment des exemptions d'impôt) incitent les investisseurs français à créer des sociétés ou des coentreprises dans l'une des quatorze zones franches créées dans le pays.



▲ Cracovie.



▲ Poznan.



▲ Gdansk.



LES SOCIÉTÉS À CAPITAUX FRANÇAIS ONT CRÉÉ PLUS DE 250 000 EMPLOIS DANS LE PAYS.

Le pays manque de bras mais le gouvernement nationaliste et conservateur ne laisse pas entrer qui veut. Pour l'instant, un million d'Ukrainiens (sur 38 millions d'habitants en Pologne) ont été accueillis ainsi que, plus exotique, des... Tibétains et des Bangladais, notamment comme chauffeurs de VTC pour Uber. Car tous les grands groupes internationaux sont présents ici, à commencer par ceux du CAC 40 français dans les secteurs de l'énergie (Veolia, Total...), du transport, de l'hôtellerie (Accor) ou de la distribution (Auchan, Carrefour).

Dans les télécoms, Orange Pologne investit dans la fibre optique et l'Internet haut débit. D'ici l'an prochain, près de cinq millions de foyers, soit 40% du pays, seront raccordés. Côté ambiance de travail, « on ressent beaucoup moins la pression de la hiérarchie qu'en France, insiste Omar Adnani, expatrié sur le chantier naval de Gdansk depuis 2015. *Le circuit de décision est plus court et plus rapide que dans un service d'une entreprise française où l'inertie est plus grande. Il en résulte une grande autonomie et les contours de la fonction sont plus évolutifs au quotidien.* » À un peu plus de deux heures d'avion de Paris, la Pologne est en tout cas le parfait compromis entre un nouveau cadre dépaysant sans être trop loin de chez soi, avec la possibilité de faire l'aller-retour en France pendant le week-end pour voir sa famille et ses amis ! ♦

L'INSTITUT FRANÇAIS DE POLOGNE, UNE PASSERELLE ENTRE DEUX CULTURES

Les Instituts français sont au nombre de 98 aux quatre coins du monde. Leur vocation est de promouvoir la culture française en cultivant des liens avec les cultures étrangères. Leurs domaines d'action concernent aussi bien les activités artistiques que les échanges intellectuels et culturels, ainsi que différentes formes de coopération linguistique. Zoom sur l'Institut français de Pologne, animé par une équipe de professionnels polonais et français dans la capitale, Varsovie, et à Cracovie, au sud du pays. L'Institut français de Pologne, établissement français de coopération et d'action culturelle relève de l'autorité de l'ambassadeur de France en Pologne. Il bénéficie de dotations du ministère français des Affaires étrangères et du soutien de son opérateur pour l'action culturelle extérieure. Ses activités recouvrent de nombreux domaines. Il dispense des cours de langue française, à Varsovie comme à Cracovie. Il est d'ailleurs le premier centre d'enseignement du français en Pologne avec une équipe de trente enseignants qualifiés. Il organise également des formations d'enseignants, soutient le développement de projets péri-scolaires (concours et festivals, rencontres entre élèves et artistes francophones). Sa médiathèque, présente également dans les deux villes, est un important centre de ressources et de documentation multimédia, avec un fonds documentaire de 20 000 livres (17 300 à Cracovie), CD, DVD et titres de presse. On peut citer également l'organisation de nombreux événements chaque année au titre de la coopération culturelle entre les deux pays, un soutien aux professionnels du livre polonais désireux de s'investir dans le domaine du livre français en langue originale ou en traduction polonaise, l'organisation de débats dans le domaine des sciences sociales et humaines, ou encore des actions de coopération universitaire et scientifique. D. B.

- Pour en savoir plus : www.institutfrancais.pl/fr
- Contact Varsovie : ul. Widok 12 - 00-023 Warszawa. Tél. : 22.505.98.18/28.
- Contact Cracovie : ul. Stolarska 15 - 31-043 Kraków. Tél. : 12.424.53.50.

INSTITUT FRANÇAIS



Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

QUEL QUE SOIT VOTRE LIEU
DE RÉSIDENCE DANS LE MONDE,
VOUS POUVEZ TÉLÉCHARGER
NOS MAGAZINES EN VERSION
NUMÉRIQUE SUR LE SITE

WWW.LEKIOSK.COM



ASSOCIATIONS

Les Français de Pologne entre de bonnes mains

À l'instar de l'UFE (Union des Français de l'étranger) ou de Varsovie Accueil, plusieurs associations se chargent de l'accompagnement et de l'animation de la communauté française dans le pays, forte de plus 10 000 à 12 000 personnes.

On ne parle plus d'expatriation mais de mobilité internationale. Les profils ont changé. « Les entreprises françaises "polonisent" leur encadrement, explique Éric Salvat, président de l'UFE Pologne depuis novembre 2015. Ceux qui ont été envoyés en Pologne comme expatriés choisissent souvent de rester, soit en tant qu'employés en contrat local, soit pour monter leur entreprise. C'est très facile ici, la réglementation converge vers les standards européens et les besoins en capitaux ne sont pas très importants. Le problème, c'est de durer dans le temps! »

À 58 ans, le Français sait de quoi il parle. Diplômé de l'école de management (EM) de Lyon, il débarque à Lodz, la deuxième ville de Pologne, en 1997, pour développer un réseau national de cinémas multiplexes pour Pathé. Trois ans plus tard, il monte sa propre société, « Axia Digital ». Il propose à ses clients (tous les grands noms internationaux de la distribution) de les accompagner dans la transformation digitale de leurs points de vente. Les solutions proposées sont toutes issues des technologies françaises.

Comme des champignons

Beaucoup de jeunes Français viennent travailler en Pologne dans les « BPO », les services sous-traités de comptabilité ou les centres d'appels. Ces nomades numériques 3.0 papillonnent. « Ils ont moins d'engagement vis-à-vis des associations traditionnelles, constate-t-on

**« LE RÉSEAU EST
UNE COMPOSANTE
ESSENTIELLE, NON
SEULEMENT AU NIVEAU
NATIONAL, MAIS
AUSSI MONDIAL. »**

ÉRIC SALVAT

à l'UFE. Ils viennent à nos événements mais pas systématiquement et pas seulement. Ils gardent un lien avec nous mais ne prennent pas forcément d'adhésion. » D'autres montent leur start-up. À Varsovie, les espaces de *coworking* poussent comme des champignons dans les vieux buildings du centre. « C'est plus facile de

monter une société de service qu'une industrie, reconnaît Éric Salvat, mais nous avons aussi quelques exemples de Français qui ont démarré il y a une dizaine d'années et emploient aujourd'hui 1 000 personnes, voire plus. » L'autre élément à avoir en tête lorsqu'on crée son entreprise ici, c'est l'histoire matriarcale de la Pologne. « La place de la femme y est très importante, rappelle le Français. Dans la société polonaise, c'est elle qui a la charge morale de la famille. Dans la majorité des cas, elle travaille et se charge à la fois de l'éducation des enfants. Son rôle est très important. Dans l'entreprise, il est même parfois plus important que celui des hommes. Les femmes polonaises incarnent des valeurs fortes de fiabilité et de stabilité. » Du coup, la parité n'est pas un sujet ici.

Sentiment de communauté

En Pologne, l'UFE a plusieurs cordes à son arc. Tout d'abord l'UFE Pologne est composée d'un bureau de sept personnes dont une majorité résident en Pologne depuis plusieurs années. L'association propose d'abord une information dans le domaine juridique, fiscal, patrimonial, santé, retraite, décès, ma-

HÉLÈNE FERRER, UNE FEMME D'EXTÉRIEUR

Hélène Ferrer a plongé dans le bain de l'expatriation il y a plus de vingt ans. À l'époque, la Française et son mari sont en poste à Paris depuis quelques années mais démissionnent tous les deux en même temps pour partir voir du pays. « On en a eu marre ! », se souvient-elle. L'aventure commence au Chili où son conjoint trouve sans problème un job dans une grande entreprise. Avec un ancien copain de promo de son école de commerce, Hélène Ferrer fonde, elle, une petite agence de communication, « Un, deux, trois, soleil ». Suivra le Venezuela où elle lève le pied pour s'occuper de ses quatre enfants en bas âge. Elle trouve tout de même le temps de s'occuper de la communication et de l'événementiel pour

« Caracas Accueil ». Viendra ensuite un premier passage en Pologne où elle anime des ateliers artistiques dans les écoles et travaille pour le lycée français. Hélène Ferrer fonde ensuite à Varsovie une petite librairie française, « L'enfant livre ». Puis la famille part vivre trois ans à Prague, en République tchèque. Dès son arrivée, elle est embauchée comme salariée du club sportif et culturel auprès de Lycée français de Prague, une véritable PME, chargée des événements et des activités extrascolaires du lycée. Puis fin 2017, c'est le retour en Pologne. Son mari est aujourd'hui n° 2 de la multinationale française Veolia ici. « Dans chaque pays où nous avons vécu, j'ai toujours cherché à travailler, explique-t-elle, comme bénévole, salariée ou entrepreneur. J'ai besoin d'être utile, d'avoir des contacts extérieurs. J'aime par-dessus tout monter des projets. »



▲ Hélène Ferrer.

© DR



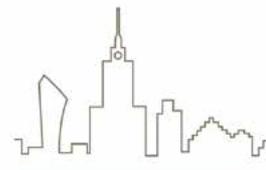
© DR

riage, divorce... Elle met un point d'honneur à apporter une réponse à chaque demande, de la plus courante à la plus pointue. « *Dans certains cas, explique Éric Salvat, nous faisons intervenir des experts et nous chargeons d'assurer l'interface avec le demandeur.* » L'UFE a également un rôle d'animation en cherchant à créer un sentiment de communauté au sein des Français de l'étranger. « *Le réseau y est une composante essentielle, non seulement au niveau national mais aussi mondial* », lance le président. Enfin, grâce à leur carte de membre, les adhérents bénéficient d'offres commerciales et de réductions auprès des partenaires de l'UFE. En conséquence, le nombre de membres a triplé depuis 2015, grâce notamment à la création d'antennes dans les grandes villes du pays. L'objectif est

▲ Éric Salvat.

d'atteindre 300 membres l'an prochain. Car sur un territoire comparable à l'Espagne, la particularité de la Pologne est que les Français, et les étrangers en général, se sont installés autant à Varsovie qu'en province, dans des centres économiques importants comme Cracovie, Poznan ou Gdansk. « *Le problème, analyse Éric Salvat, c'est que le seul moyen de les toucher, c'est d'ouvrir des représentations régionales de l'UFE dans ces villes-là. Pour cela, il faut trouver des leaders et des offres intéressantes pour ces compatriotes, souvent moins écoutés que dans la capitale.* » ♦

Écrire à Éric Salvat :
eric.salvat@ufepologne.pl



VARSOVIE ACCUEIL

FEMMES, FEMMES, FEMMES...

Changement de décor à Varsovie Accueil. L'association fait partie de la Fiafe, la Fédération des accueils francophones dans le monde. Elle s'occupe d'accueillir, d'informer et d'animer la population française et francophone de Varsovie. Elle comprend environ 180 familles adhérentes (soit environ 750 adhérents au total) pour l'année 2018-2019, avec environ 15 nationalités représentées. Le bureau, désormais présidé par Hélène Ferrer (*lire portait p. VI*) est composé de 12 membres, tous bénévoles et toutes des femmes ! Il est organisé en plusieurs départements : communication, événements, activités, visites culturelles, les enfants, les ados et les seniors. « *Les activités enfants et ados marchent très bien, constate la Française, comme le laser game, le paintball ou l'aviron. Nous avons ouvert cette année des cours de cuisine du monde, un club œnologie pour femmes. L'an prochain, nous essayerons de développer les activités sportives, et peut-être une chorale.* » Les adhérents sont principalement des conjointes d'expatriés. « *Ce sont des femmes qui ont souvent abandonné leur job en France pour suivre leur mari, détaille Hélène Ferrer. Il y a aussi quelques hommes qui suivent et en profitent pour s'occuper des enfants. Ils sont contents de faire une pause.* » Le profil des Français de Pologne a changé. Le pays voit de plus en plus débarquer des jeunes couples, embauchés en contrat local et qui doivent travailler tous les deux pour subvenir à leurs besoins. Vu que Varsovie est une ville facile à vivre, ils se débrouillent par eux-mêmes et passent sous les radars de l'association. « *Il faut trouver un nouveau mode de fonctionnement pour essayer d'attirer ces nouvelles populations, avance Hélène Ferrer, par exemple en leur proposant une aide pour monter leur société ou commencer à se faire un réseau en Pologne. Il faut plus et mieux communiquer, et développer des partenariats commerciaux et institutionnels avec les forces présentes dans le pays.* » Varsovie Accueil met déjà à la disposition de ses adhérents un guide de bonnes adresses disponible en ligne et en version papier.

SUCCESS STORY

Une tour de contrôle en Europe de l'Est pour Accor

Le fleuron français de l'hôtellerie vient d'augmenter sa participation dans le groupe Orbis, propriétaire des établissements qu'il exploite depuis la Pologne dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. Accor possède désormais 85,8% de la société polonaise. Dopé par la croissance de la région, à l'image de l'oie bernache de son logo, le sixième groupe hôtelier mondial se sent pousser des ailes.



Depuis son vaste bureau au quatrième étage du vaisseau amiral aux larges couloirs et piliers porteurs d'Orbis, dans le centre de Varsovie, Gilles Clavié se félicite d'avoir réussi avec ses équipes à supprimer les doubles portes capitonnées inspirées de l'ancienne Union soviétique et tout autre signe statutaire. Lui qui ne rêve que des *open spaces* connectés de ses futurs locaux, à Żłote Tarasy, le gigantesque complexe de commerces, de bureaux et de divertissements de plus de 200 000 m² sorti de terre dans le quartier de Śródmieście, symbole de la modernité de Varsovie, de l'autre côté du Palais de la culture et de la science. De l'immeuble actuel, coiffé d'un énorme globe terrestre métallique, le Français a la main sur les 134 hôtels (et 4 500 salariés) que possède Orbis, des pays baltes au Balkans en passant par la Hongrie et la République tchèque, soit en tout treize pays. Accor est pour Orbis à la fois l'actionnaire principal et le partenaire stratégique. Porté par son succès, le groupe a ouvert 12 hôtels l'an dernier et plus de 47 sont dans



GILLES CLAVIÉ, UN DIRECTEUR TOUCHE-À-TOUR

Après des études comptables et financières à Versailles, Gilles Clavié entame sa carrière dans le monde industriel dans le secteur de la consolidation financière pour le groupe agroalimentaire Eridania Beghin-Say (Ducros, Vahiné, Lesieur...). En 2001, il bascule chez Accor, d'abord comme contrôleur financier en France, avant qu'on ne lui propose il y a neuf ans la Pologne. « Le but était de revoir tout le process avec les équipes d'Orbis, raconte le Français âgé de 49 ans. C'était à l'époque une ancienne entreprise d'État qui se développait sur plusieurs activités (transports, casino, agences de voyages, etc.) et qu'il fallait dynamiser et rendre innovante. Elle a été cotée en 1997 et en 2000 le groupe Accor est arrivé au départ dans le capital avec 20% de participation. De fil en aiguille, j'ai touché de plus en plus le terrain opérationnel. C'est quelque chose aujourd'hui qui me réjouit. »



le « pipeline » pour cette année et pour 2020, notamment au Monténégro, en Moldavie et en Estonie où Accor est encore absent. *« En dix ans, nous sommes passés d'un taux de remplissage moyen dans nos hôtels de 52% à près de 75% aujourd'hui, témoigne Gilles Clavié. Les clients business ne sont plus que 60% contre 80% en 2009. Ils ont été complétés par une clientèle loisirs grâce à la hausse du pouvoir d'achat, l'amélioration des infrastructures dans les transports et l'amélioration de l'image de la Pologne grâce à des événements comme l'Euro de football 2012. »*

Des offres de services élargies

La croissance des pays dans la région oscille autour de +3,6%. Du coup, en Pologne, Accor doit faire à de nombreux défis comme recruter et fidéliser un personnel particulièrement sollicité : *« Il a fallu s'adapter aux nouvelles générations venant sur le marché, explique M. Clavié. Nous nous sommes digitalisés et nous recrutons désormais une partie de nos talents sur les réseaux sociaux, en fonction de leurs passions, par exemple. On préférera mettre en face de nos clients un serveur qui soit aussi musicien ou chanteur, et qui puisse se produire dans nos hôtels. Ça attire et ça fidélise les salariés. Orbis a d'ailleurs été reconnu "best employer" en 2018 et 2019. »*

L'autre enjeu pour le groupe créé par Gérard Pélisson tient en six lettres : Airbnb, ou comment faire face aux nouveaux usages auxquels répond la plateforme de location de logements entre particuliers. *« Cela nous a permis de nous remettre en cause, reconnaît le Français. Nous avons développé tout un écosystème d'offres en dehors du séjour : conciergerie, location de résidence, spectacles, restaurants... Dans nos hôtels, nous avons agrandi les espaces communs et arrêté de séparer la réception du restaurant ou du bar. Il y a beaucoup plus de mobilité. C'est nous qui allons vers le client pour répondre à une question, faire son check in/out ou lui apporter un verre, sans qu'il ait à se déplacer jusqu'au bar. Nous allons également développer les espaces de coworking, et nous utilisons au maximum les outils numériques comme les smartphones. »*

Adresse exclusive

De nouvelles marques d'Accor pourraient ainsi faire leur apparition à

Varsovie comme « Tribe » (concept lifestyle déjà lancé en Australie). À l'autre bout de la chaîne, Accor a ouvert à l'été 2018 à Varsovie son « flagship », le Raffles, un hôtel d'exception à deux pas du palais présidentiel. Grâce au rachat de la marque l'an dernier, les clients d'Accor profitent donc désormais d'une adresse exclusive au cœur de la plus grande place de la capitale. Le Raffles Europejski Warsaw n'est que le troisième hôtel de la marque en Europe

après Paris et Istanbul, c'est dire l'importance de cet établissement pour le groupe. Quant à la parité chez Accor, ce n'est pas un vœu pieux ici : dans une société matriarcale comme la Pologne, 44% des « general managers » sont des femmes. Aujourd'hui, Gilles Clavié et son équipe travaillent à l'optimisation et l'ajustement de la stratégie d'Orbis compte tenu du remplacement récent de Accor dans son capital. Une nouvelle ère se prépare. ♦

ENTRETIEN

Vincent Dujardin, directeur général de l'hôtel Novotel Varsovie Centrum

De formation littéraire puis diplômé d'une école hôtelière à Lille, le Français entre dans le groupe Accor en 1988. Après ses débuts au Sofitel Lille Métropole, comme simple réceptionniste, il quitte la France pour la Belgique où il dirigera plusieurs hôtels à Bruxelles puis Namur. Viendra l'Afrique : le Sofitel de Bamako, au Mali, puis le Burkina Faso et le Sénégal. En 2012, il rentre en Europe pour l'ouverture du Novotel de Sofia en Bulgarie, avant d'être nommé quatre ans plus tard à la tête du Novotel Varsovie, un paquebot de 742 chambres.

Aller travailler à l'étranger, était-ce un désir ou une opportunité ?

Mon choix de carrière à l'international correspond à une envie permanente de découvrir de nouveaux horizons professionnels et personnels. L'opportunité s'est présentée en 1997 et je n'ai pas hésité un seul instant à quitter la France pour tenter cette aventure. La mobilité reste une philosophie.

En quoi le groupe Accor a-t-il favorisé votre carrière ?

Accor est l'élément déclencheur, majeur et incontournable dans mon choix de l'international. Plusieurs opportunités se sont offertes à moi en dehors du groupe tout au long de ces années, mais à l'évidence les valeurs d'Accor ont toujours coïncidé avec les miennes, raison principale pour laquelle je continue de me projeter avec eux.

Quels souvenirs garderez-vous de vos années à Varsovie ?

Ici, il n'y a pas de place pour l'à peu



près. Il faut toujours anticiper sur le business et mener des actions pérennes pour réussir les objectifs fixés. La Pologne est un pays qui regorge de talents et représente une valeur sûre pour Accor avec des ambitions de croissance toujours fortes. Quant à la vie à Varsovie, mon épouse et moi avons passé des moments magnifiques qui resteront marqués dans nos mémoires.

Lui écrire : H3383-GM@accor.com

SUCCESS STORY

Une future grande nation spatiale ?

Fin 2010, la Pologne s'est alliée à Airbus (à l'époque EADS) pour ouvrir à Varsovie un laboratoire de recherche inédit par son statut, qui associe l'avionneur européen à l'Université polonaise. Près de neuf ans plus tard, la joint-venture dirigée par un jeune Français a trouvé sa trajectoire... et la bonne orbite.

Ne cherchez pas de salle blanche, de pas de lancement ou de piste d'essai. Astri Polska, ne construit ici ni satellite, ni fusée, ni avion! la filiale d'Airbus Défense et Espace a deux activités en Pologne, détaille Alexandre Szalkiewicz, directeur des opérations et financier: « *Nous développons à la fois des équipements pour tester les satellites au sol et fournissons au marché polonais des images satellitaires, en particulier dans les domaines de l'électronique embarquée, l'ingénierie des matériaux, de l'observation de la Terre, de la navigation et des communications, mais aussi de la gestion des crises et des catastrophes. Le spatial permet également de développer des compétences en matière d'urbanisme, d'agriculture, ou militaires.* » Astri Polska est un exemple de coopération franco-polonaise inédite, mariant, à parts égales, une entreprise et un centre de recherche académique. Il diffère du modèle classique en Europe, où prévalent les coopérations privé-privé ou public-public. Comme les autres entreprises présentes ici, la société peine à garder ses collaborateurs. « *Notre chance, analyse le Français, c'est que nous évoluons dans un secteur qui fait rêver. Nos salariés sont des passionnés et quand ils travaillent sur des sondes qui iront sur Jupiter ou des satellites météo, ils restent. Nous avons aussi un esprit familial dans l'entreprise. Ce sont les programmeurs qui sont les plus recherchés en Pologne, et donc les plus difficiles à fidéliser!* » Ce n'est pas encore l'Allemagne ou les États-Unis, mais la Pologne commence à avoir des ambitions dans le spatial. Le pays est entré en 2012 dans l'Agence spatiale européenne, certes avec une contribution limitée: 35 millions d'euros sur un budget total de 4 milliards, alors que la France fournit près d'un milliard! Mais le marché se développe à peu près tous les ans.

Un univers de mordus

Né à Lille, Alexandre Szalkiewicz a d'abord suivi une formation scientifique (bac S) avant d'intégrer l'école



▲ Alexandre Szalkiewicz.

© E. Langlois

**« NOUS ÉVOLUONS
DANS UN SECTEUR QUI
FAIT RÊVER, ET NOS
SALARIÉS SONT DES
PASSIONNÉS. »**

ALEXANDRE SZALKIEWICZ

d'ingénieur Isae Supaero à Toulouse. Le jeune homme a aussi étudié un semestre à l'Imperial College de Londres, toujours dans l'aéronautique. « *J'ai vraiment découvert cet univers et ses "mordus" en entrant en école d'ingénieur, se souvient-il. J'ai très vite été impressionné par la conquête spatiale et les missions scientifiques et d'observation. Aujourd'hui, je suis toujours fasciné par ce domaine, notamment pour sa complexité et l'anticipation qu'il nécessite, et par ce qu'il nous apporte dans la vie de tous les jours.* » De retour en France, il complète ensuite son cursus par un master en finances et ingénierie financière à Paris-Dauphine. Le Français s'envole alors à Astana, au Kazakhstan, pour deux ans de V.I.E (vo-

lontariat international en entreprise), déjà dans une filiale d'Airbus Défense et Espace : « *Partir à l'étranger était plutôt une opportunité. Ma compagne et moi nous ne souhaitons pas forcément à quitter la France, mais nous cherchions de nouvelles aventures professionnelles et nous sommes très mobiles.* »

De retour au siège de l'avionneur européen à Toulouse, grâce à sa double compétence, Alexandre Szalkiewicz devient contrôleur filiale et analyste en fusion-acquisition. Il travaille ensuite trois ans au département audit avant la Pologne en octobre 2017. À 34 ans, il dirige donc une équipe de 70 personnes, en majorité des Polonais. Son épouse a trouvé du travail à Varsovie en quelques semaines. Il faut dire que son profil – spécialisé dans les applications logicielles informatiques – fait partie des professions les plus recherchées par les nombreuses entreprises IT (technologies de l'information) présentes en Pologne.

Lui écrire :

Alexandre.szalkiewicz@astripolska.pl

SUCCESS STORY

Veolia veut promouvoir l'énergie verte

La Pologne a beau avoir accueilli la COP24 fin 2018, il n'est pas évident pour autant de lui faire tourner la page du tout-charbon, qui fournit plus de 80% de l'électricité. Présent en Pologne depuis plus de vingt ans, le groupe français accompagne les autorités vers une transition écologique qui avance à petits pas. Veolia doit aussi composer avec une pénurie de main-d'œuvre, récurrente ici depuis des années.

La grande fierté de Frédéric Faroche, c'est le réseau de chaleur de Varsovie et ses 1500 km de tuyaux d'eau chaude que les ingénieurs maison ont réussi à rendre intelligent. « On l'a équipé de capteurs dans tous les points de livraison et d'instruments de pilotage à distance, afin de perdre le moins d'énergie possible dans le pompage et le transport, détaille le directeur pays de Veolia en Pologne. On a réglé d'abord le problème des fuites puis on a géolocalisé et rationalisé l'emploi des brigades chargées des opérations de maintenance. » Résultat : 13 millions d'euros d'investissement et l'économie chaque année de la dépense énergétique d'une ville de 60 000 habitants ! Moins d'énergie, c'est moins de charbon consommé et moins de CO₂ et autres particules rejetées dans l'atmosphère. C'est du jamais vu pour un réseau de cette taille, le plus important en Europe après Moscou. Le groupe a d'ailleurs été primé et récompensé pour ce projet. L'idée est de dupliquer cette réussite dans d'autres pays du monde.

Veolia dessert au total trois millions de personnes en Pologne. « Nous devons être capables de capter des sources d'énergie jusqu'alors non utilisées comme celle produite par les data centers (centres de données informatiques, ndlr) ou la chaleur fatale de certains process industriels, prévoit Frédéric Faroche. Il faut aussi améliorer la performance des bâtiments, gros consommateurs d'énergie. » Ainsi, depuis 2016, la fonderie du site Volkswagen de Poznan alimente le réseau de la ville grâce à la chaleur dégagée par la production d'air comprimé. Veolia Pologne est un actif majeur du groupe pour son secteur énergie puisqu'elle représente 20% du total de l'activité dans le monde.

Centre de formation

L'autre enjeu, pour le groupe français, c'est donc d'inciter le gouvernement à réduire son utilisation des énergies



▲ Frédéric Faroche.

« NOUS DEVONS ÊTRE CAPABLES DE CAPTER DES SOURCES D'ÉNERGIE JUSQU'ALORS NON UTILISÉES. »
FRÉDÉRIC FAROCHÉ

fossiles. « D'ici l'an prochain, le pays devrait être en capacité de produire 18% d'énergies renouvelables, grâce à l'éolien et à la biomasse essentiellement », assure M. Faroche. Mission délicate quand on sait que le secteur du charbon, notamment l'extraction, emploie aujourd'hui 100 000 personnes en Pologne. À plus long terme, sur le traitement des déchets, le défi sera de maximiser leur valorisation en privilégiant leur recyclage. Enfin, sur l'eau, il s'agira d'améliorer l'efficacité des installations en recherchant des synergies avec d'autres activités. Aujourd'hui, la Pologne est en situation de plein-emploi, avec une croissance solide. Avec ses 4 500 salariés à renouve-

ler régulièrement et 1,33 milliard d'euros de chiffre d'affaires dans les réseaux de chaleur de 45 villes, Veolia, comme les autres acteurs, peine à recruter. Surtout si les travailleurs arrivés d'Ukraine continuent de filer vers l'Allemagne où les conditions de vie et les salaires sont meilleurs. Présent depuis la grande vague de privatisations des années 90, le groupe français finance déjà deux classes à l'Université et ne compte pas s'arrêter là : « Nous avons prévu d'ouvrir cette année à Varsovie notre propre centre de formation aux métiers traditionnels de mécanicien et d'électricien, deux professions délaissées par les jeunes au profit de l'informatique par exemple, explique M. Faroche. Nous devons embaucher 200 à 250 personnes dans ces métiers-là chaque année, et être proactifs pour les trouver. » Veolia mise aussi sur la polyvalence, comme en France, alors qu'en Pologne les filières sont organisées « en silo », sans vraie flexibilité ni possibilité d'évolution d'un métier à l'autre.

Lui écrire : frederic.faroche@veolia.com

SUCCESS STORY

Academia : un accompagnement scolaire sur-mesure

Après Miami et Rabat, le n°1 français du soutien scolaire a choisi Varsovie pour ouvrir son troisième centre à l'étranger. Animé par Pascale Lê-Pimont, en plus des petits Français, il ambitionne de surfer sur la soif d'ouverture des Polonais sur l'international pour recruter de nouveaux élèves.

Qu'ils vivent à Cracovie, Gdansk, Lodz, et même à Varsovie, beaucoup de Français de Pologne se sont cassé les dents à rechercher un professeur francophone pour assurer des cours particuliers. C'est notamment ce manque que veut pallier Pascale Lê-Pimont avec Academia. « Le système français est très élitiste et les enfants ont vraiment besoin d'avoir les meilleurs dossiers possibles pour le baccalauréat et les concours, argumente-t-elle. Nous proposons aussi de l'orientation et de l'information pour que les jeunes choisissent le meilleur parcours adapté à leurs désirs et leur niveau. Vu le nombre de cursus possibles, c'est très compliqué de trouver sa voie. » Paradoxalement, le n°1 du soutien scolaire en France surfe également sur le succès du Lycée français de Varsovie. Depuis quelques années, il est pris d'assaut par les familles polonaises qui veulent offrir à leurs enfants un enseignement ouvert sur l'international pour les préparer à l'avenir, malgré le tarif élevé de l'inscription. « En à peine cinq ans, observe Mme Lê-Pimont, la courbe s'est inversée : en 2014, on avait 33% de Français inscrits et 22% de Polonais. Aujourd'hui, c'est 24% de Français et 38% de Polonais. Cela ne va pas sans créer quelques difficultés. Les enseignants doivent maintenir le niveau de la classe en s'adaptant à ces élèves moins bons en français, car ce n'est pas une langue facile à apprendre. »

L'autre raison de l'engouement pour ces écoles étrangères, c'est que le système d'enseignement vient de changer en Pologne. « Jusqu'à présent, il était similaire à la France, explique Mme Lê-Pimont. Désormais, on est revenu en arrière. Un pan entier de l'enseignement a été supprimé, toute la partie collège a disparu. On a allongé le primaire puis les élèves sont dirigés en fonction de leur niveau soit vers des formations professionnelles, soit vers un parcours supérieur, mais où il y a peu de places. Academia ne remplace pas les programmes du lycée mais vient en complément de ce cursus, à travers une aide aux devoirs,



▲ Pascale Lê-Pimont.

« LES ENFANTS ONT BESOIN D'AVOIR LES MEILLEURS DOSSIERS POSSIBLES POUR LE BACCALAURÉAT ET LES CONCOURS. »
PASCALE LÊ-PIMONT

des cours particuliers ou collectifs en face à face avec un professeur ou par webcam sur Internet. Les cours sont facturés en moyenne 30 euros de l'heure. Après les États-Unis et le Maroc, la Pologne est le troisième pays étranger où l'organisme a ouvert un centre. « En plus de ses solutions d'accompagnement en présentiel, nous y proposons des stages de révision pendant les vacances ou les week-ends, explique la Française, et aussi des cours de langue de tous niveaux avec des préparations aux certifications TOEIC et TOEFL. »

Plusieurs cordes à son arc

Née à Marseille, Pascale Lê-Pimont navigue depuis plus de vingt ans entre la France et l'étranger. Titulaire d'un MBA

passé au Canada, consultante en stratégie, notamment chez Ernst & Young, elle a accompagné de nombreux porteurs de projets et d'entrepreneurs. Mère de deux enfants, mariée à un cadre de chez Total qu'elle a suivi au fil de ses expatriations, elle s'est aussi essayée à d'autres métiers comme les relations presse et la communication pour Accor en Italie, ou l'édition avec un magazine pour Budapest Accueil, lors de son passage en Hongrie. En Pologne, en plus d'Academia, la Française a lancé un site Internet, « ConnectHer » destiné à accompagner les conjoints d'expatriés. Vice-présidente de l'UFE, elle met en garde : créer son entreprise en Pologne réclame de la patience. « J'ai dû attendre quatre mois pour que le tribunal de commerce valide les statuts d'Academia Pologne, simplement parce que le juge ne reconnaissait pas la mention "épouse" sur mon passeport après mon nom de jeune fille! » Passionnée de photo, de design intérieur, de tennis ou de couture, la Française a désormais pour projet d'étendre l'offre d'Academia au public polonais en plus des francophones.

Lui écrire : contact@acadomia.pl

SUCCESS STORY

Un pays métamorphosé

De retour à Varsovie comme directeur général du groupe de prêt-à-porter Promod, Charles-André Keene retrouve la Pologne plus de dix ans après son premier passage. Le Français constate combien le pays de ses débuts s'est transformé.

Pas de vitrine clinquante, pas de néons aguicheurs. Le quartier général de Promod à Varsovie, ce sont des bureaux dans un immeuble anonyme du centre-ville. À peine quelques affiches aux murs de l'*open space* nous rappellent-elles que nous sommes au siège de l'enseigne française de prêt-à-porter. D'ici, Charles-André Keene dirige et développe une vaste zone qui va de la République tchèque à la Slovaquie en passant par la Hongrie et la Russie. Promod y possède au total 80 magasins, dont la moitié en Pologne. La marque emploie 250 personnes dans le pays et y distribue la même collection que dans le reste de l'Europe, mis à part quelques produits adaptés aux hivers rigoureux !

Le Français est de retour à Varsovie depuis trois ans, après avoir ouvert en 1998 le premier hypermarché Carrefour de Pologne. « *C'est un pays méconnaissable, constate-t-il, mais qui va dans le bon sens. Il y a vingt ans, on voyait son potentiel énorme, aujourd'hui on est complètement dedans et on constate qu'il a de la marge pour rattraper les pays d'Europe de l'Ouest qui, eux, sont plutôt sur le déclin.* » Depuis quinze ans, la croissance ne se dément pas en Pologne. Résultat, Promod, comme les autres employeurs, peine à recruter et à fidéliser. « *Les jeunes Polonais sont très doués en langues, détaille Charles-André Keene, ils les apprennent dès le plus jeune âge, ayant bien compris que le polonais n'était pas la plus utile pour faire carrière à l'étranger ! Ils ont envie de partir mais pas à n'importe quel prix. La période du plombier polonais émigré en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, c'est terminé. Maintenant, ce sont des cadres qui s'expatrient.* » Présent dans une cinquantaine de pays avec un millier de magasins, Promod s'est installé en Pologne en 1999. La même année, la marque, fondée en 1975 par Francis-Charles Pollet, ouvrait son premier site de e-commerce, alors qu'Internet était encore balbutiant.

S'adapter à la demande

Le mode de consommation a aussi changé en Pologne. Depuis mars 2018,



« C'EST UN PAYS OÙ ON SE SENT BIEN, AVEC UNE VIE FACILE AU QUOTIDIEN ET UNE VILLE À TAILLE HUMAINE. »
CHARLES-ANDRÉ KEENE

le parti nationaliste PiS au pouvoir a décidé d'interdire progressivement dans tout le pays l'ouverture des magasins le dimanche, au nom du sacro-saint repos dominical. « *On est passé d'une époque où les Polonais travaillaient sept jours sur sept pour espérer gagner plus à une période où les loisirs, le sport et la vie familiale ont acquis une grande importance,* avance le Français. *Les grandes zones commerciales en dehors des villes, où l'on partait pour la journée en famille faire ses courses, un passage au cinéma, voire chez Ikea, c'est un peu fini.* » Comme en France, de petits supermarchés de proximité ont poussé comme des champignons dans les rues de Varsovie. À la place de la grande expédition du week-end, on vient y faire ses courses en cinq

minutes tous les jours. Et Promod a dû s'adapter à la demande de ses salariés d'arriver au travail tôt le matin pour être libéré en milieu d'après-midi et profiter ainsi d'un maximum de temps libre. Parisien, formé en école de commerce, Charles-André Keene, 49 ans, a effectué toute sa carrière dans la distribution. D'abord chez Carrefour comme chef de rayon textile, déjà, à Fontainebleau pendant quatre ans. Puis viendra la première aventure polonaise pendant sept ans et son arrivée chez Promod, à Moscou d'abord pendant huit ans, puis le retour en Pologne aujourd'hui. Père de deux enfants, membre de la CCI franco-polonaise, le Français vit en famille à Varsovie : « *C'est un pays où on se sent bien, une vie facile au quotidien et une ville à taille humaine. Le niveau d'insécurité est très bas. Et surtout, ce n'est plus du tout l'image qu'on avait de ces pays de l'Est où il n'y avait pas grand-chose à faire et qui étaient gris. Il y a beaucoup d'activités, on a la chance d'être en Europe et de pouvoir aller très vite dans tel ou tel pays. Il reste seulement le gris de l'hiver...* »

Lui écrire : keene@promod.fr

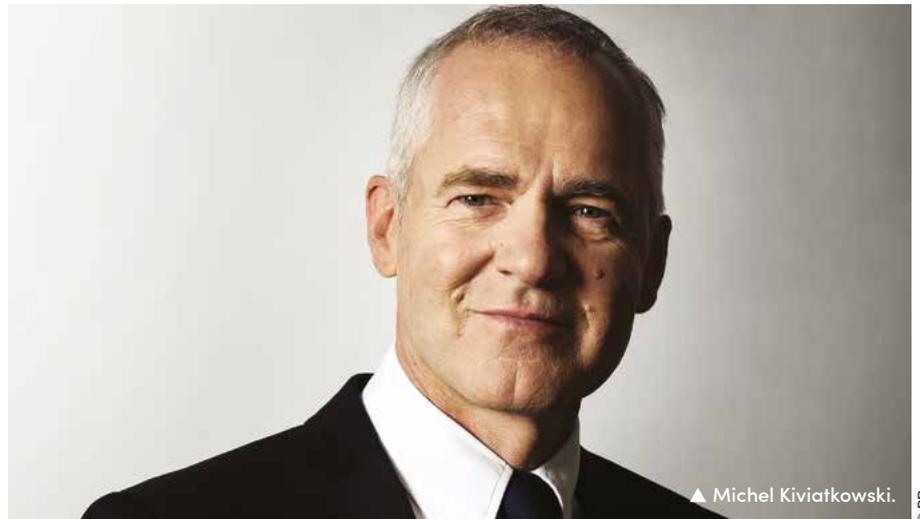
SUCCESS STORY

Mazars Pologne : jamais sans mon conseiller !

Vous souhaitez vous installer à Varsovie, Cracovie ou Gdansk ? La Pologne est un marché de près de 40 millions d'habitants que convoitent de nombreux investisseurs étrangers, mais qu'il convient d'aborder bien accompagné.

Mazars, organisation indépendante d'audit, de conseil et de services aux entreprises, a ouvert son premier bureau à Varsovie en 1992. Depuis, le cabinet s'est également développé aussi à Cracovie et compte aujourd'hui près de 250 collaborateurs. «*Historiquement, juste après la chute du communisme, nous nous sommes implantés en Pologne pour accompagner dans leurs premiers investissements les sociétés françaises cotées au CAC40*», détaille Michel Kiviakowski, associé gérant chez Mazars Pologne. «*Aujourd'hui, notre portefeuille clients s'est fortement diversifié, il inclut désormais des sociétés allemandes, anglaises, américaines ou encore chinoises.*» Le cabinet a notamment créé en Pologne une équipe dédiée, «*French Desk*», animée par des experts parlant couramment français. Ils proposent leurs services aussi bien aux sociétés françaises projetant de démarrer une activité ou de développer leur activité en Pologne, qu'aux entreprises polonaises qui souhaitent s'implanter en France.

Outre les grands groupes, la société collabore de plus en plus avec les ETI et PME ayant une exposition internationale. «*En Pologne, nous sommes actifs dans les secteurs de l'industrie (automobile, aérospatial et défense, pétrole et gaz...), des services (télécommunications, transport et logistique, luxe ou distribution...), en passant par la banque et l'assurance*», énumère M. Kiviakowski. Car la Pologne est aujourd'hui l'une des destinations les plus prisées par les investissements directs à l'étranger (IDE). Le pays est devenu le premier marché en termes de population, mais aussi de pouvoir d'achat en Europe centrale, constituant ainsi un débouché commercial stratégique pour toute entreprise. «*Toutefois, met en garde M. Kiviakowski, le marché local se caractérise par une forte pression sur les prix, une concurrence croissante entre les acteurs locaux et in-*



▲ Michel Kiviakowski. © DF

**« LES ENTREPRISES
ONT BESOIN D'ÊTRE
CONSEILLÉES SUR LA
LÉGISLATION LOCALE ET
LEURS PROBLÉMATIQUES
DE DÉVELOPPEMENT. »**

MICHEL KIVIAKOWSKI

ternationaux, ainsi que par un contexte administratif relativement contraignant comparé à certains autres pays. »

Fiscalité attractive

Les enveloppes de fonds européens (150 milliards d'euros entre 2000 et 2020, ndlr) contribuent fortement au développement de la Pologne, permettant une amélioration des infrastructures de transport ou encore le renforcement de l'innovation au sein des PME. C'est d'ailleurs le seul État de l'Union européenne à ne pas avoir connu de récession lors de la crise de 2008-2010. L'économie polonaise dispose de nombreux atouts : une fiscalité attractive avec un taux d'impôt sur les sociétés à 19%, un marché du travail flexible et un solide réseau bancaire.

Cela a eu des conséquences positives sur l'activité de fusions-acquisitions (M&A) dans le pays, analyse M. Kiviakowski : «*Le volume des transactions enregistrées en Pologne s'établissait l'an dernier à plus de 5,7 milliards d'euros, le pays enregistrant à lui seul 127 (soit 18%) des 701 transactions de plus de 5 millions d'euros recensées dans les 21 pays de la région Europe centrale et orientale couverts par Mazars.*» Les investisseurs sont majoritairement originaires d'Europe de l'Ouest (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas), des États-Unis et d'Asie (Chine). Les secteurs les plus concernés par ce type de transactions sont la production industrielle (automobile, aérospatial et défense), les services (transport et logistique, télécommunications) et la banque. À travers ses activités d'audit, de conseil financier, fiscal et en matière d'externalisation comptable, Mazars joue le rôle de facilitateur dans ces implantations : «*Les entreprises ont besoin d'un conseiller qui leur permette à la fois d'être en conformité avec la législation locale et de répondre à leurs problématiques de développement*», détaille M. Kiviakowski.

Lui écrire : m.kiviakowski@mazars.pl

SUCCESS STORY

E. Leclerc Pologne : parole de pionnier

Cela fait bientôt vingt-cinq ans que le groupe français qui a vu le jour à Landerneau, dans le Finistère, est installé en Pologne. Visionnaire, Édouard Leclerc, le patriarche, avait eu du nez en voyant l'intérêt de ce marché aux portes de l'Europe. Aujourd'hui, tous les groupes de distribution sont présents et la concurrence est féroce.

A l'époque, en 1995, c'était une des toutes premières enseignes de supermarchés de Pologne. Leclerc dispose aujourd'hui d'un parc d'une cinquantaine de magasins dont une vingtaine d'hypermarchés, tous situés en centre-ville, et d'une vingtaine de stations-service. L'enseigne emploie un peu plus de 5 000 salariés dans le pays. Ce sont les dirigeants historiques, Édouard Leclerc et son fils, qui, dès le début des années 1990, ont bien saisi tout le potentiel de développement du pays. En Pologne, la challenger sur un marché préempté à 50% par les *discounters* (comme le groupe portugais Jeronimo Martins ou Lidl). « *Le format hypermarché n'est pas le plus répandu, détaille Anne Magré, directrice générale E. Leclerc Pologne, il y a beaucoup de magasins de proximité et de petits formats. Le marché de la grande distribution est très concurrentiel avec des acteurs internationaux (Carrefour, Auchan, Intermarché, Tesco, Lidl, Netto, Aldi...) et des enseignes locales souvent détenues par des fonds. Nous sommes tout petits sur le marché, mais nos magasins ont une position historique sur leurs sites.* »

Fermé le dimanche

Pendant vingt ans, la plupart des magasins et centres commerciaux ont ouvert chaque dimanche. Mais depuis mars 2018, les autorités polonaises obligent tous les commerces à rester fermés plusieurs dimanches par mois. Du coup, les habitudes des clients ont changé, surtout dans les grandes villes. « *Les achats se répartissent sur le reste de la semaine, constate la Française, et cette nouvelle législation bénéficie aux sites marchands sur internet. La plupart des clients font*



▲ Anne Magré.

« NOS MAGASINS ONT UNE POSITION HISTORIQUE SUR LEURS SITES. »

ANNE MAGRÉ

leurs achats fréquemment et en plus petite quantité qu'en France. Ils privilégient les magasins de proximité extrêmement nombreux au pied des immeubles et dans tous les quartiers avec des horaires d'ouverture très étendus, parfois 6h/23h. » Leclerc s'adapte en allongeant les horaires, en multipliant les caisses automatiques et en développant lui aussi des sites marchands sur le web même si le modèle «click and collect» type «drive» est peu développé en Pologne pour l'alimentaire, les clients préférant être livrés à domicile. Les Polonais achètent beaucoup sur Internet, pas seulement

via des sites locaux, mais aussi sur Amazon ou sur la plateforme chinoise Alibaba. Ils n'ont pas peur de commander des produits à l'autre bout du monde si le prix est intéressant.

Le succès des produits d'innovation

Née en Bretagne, ancienne élève de l'École normale supérieure et de HEC, Anne Magré vit en Pologne depuis un peu plus de vingt ans. Après des débuts au département marketing de L'Oréal pendant cinq ans en France, puis en Pologne, elle rejoint Leclerc au moment où son mari reprend une grande surface de l'enseigne à Varsovie. « *Dans l'organisation de coopérative E. Leclerc, il est fréquent que les magasins soient dirigés par un couple* », explique-t-elle. Aujourd'hui, la Française est à son tour à la tête d'un hypermarché, à

Varsovie. En Pologne, le panier moyen est trois à quatre fois plus faible qu'en France. La croissance du pays permet de l'augmenter au fil des ans mais la concurrence est très forte. « *La consommation augmente avec une appétence pour tous les produits d'innovation, à valeur ajoutée, bio, sans gluten, sans lactose, constate Mme Magré. On assiste à une montée des "bobos" dans les grandes villes. Les cuisines du monde se sont beaucoup développées.* » Ainsi, les produits français ont la cote, surtout les vins, les fromages et l'épicerie mais ce sont des articles assez chers et moins «mass market» que les produits italiens par exemple. Ils ont aussi une image sophistiquée. La cuisine française est perçue comme plus difficile à mettre en œuvre. ♦

Lui écrire : anne.magre@eleclerc.pl



Live Limitless

Hospitality—can it be reimagined? To us, it's an art that knows no bounds—it sparks infinite inspired moments, whether you want to Live, Work, or Play. To unlock life lived limitless, we've created a holistic lifestyle ecosystem, and the innovative solutions to power it all. Because the future belongs to those who design it, and we're here to bring you there—first.

IN THE NETWORK

Almost

4,800

Hotels

704,000

Rooms

IN THE PIPELINE

Almost

1,100

Hotels

198,000

Rooms

RAFFLES \ ORIENT EXPRESS \ BANYAN TREE \ DELANO \ SOFITEL LEGEND \ FAIRMONT \ SLS \ SO \ SOFITEL \ THE HOUSE OF ORIGINALS
RIXOS \ ONEFINESTAY \ MANTIS \ MGALLERY \ 21C \ ART SERIES \ MONDRIAN \ PULLMAN \ SWISSÖTEL \ ANGSANA
25HOURS \ HYDE \ MÖVENPICK \ GRAND MERCURE \ PEPPERS \ THE SEBEL \ MANTRA \ NOVOTEL \ MERCURE \ ADAGIO
MAMA SHELTER \ TRIBE \ BREAKFREE \ IBIS \ IBIS STYLES \ IBIS BUDGET \ JO&JOE \ HOTELFI

MOBILITÉ INTERNATIONALE

Comment préparer son départ ?

Lorsqu'on souhaite partir à l'étranger pour étudier, faire un stage ou travailler, des organismes peuvent vous aider à concrétiser votre projet. Zoom sur deux d'entre eux : le Club Teli et le Groupe CEI.



© Pexels.com

Association loi 1901 créée en 1992, le **Club Teli** propose des offres de stage, d'emploi, de job d'été, des places au pair ou encore des missions de bénévolat qui sont recensées dans la base de données de l'association, accessible 24h/24 pour ses membres. Autre intérêt de l'adhésion au Club Teli, un suivi personnalisé qui permet au candidat à la mobilité internationale d'affiner son projet et d'être conseillé dans la constitution de son CV, de sa lettre de motivation, mais également en matière de logement sur place, ou encore d'astuces pour voyager à moindre coût. Concrètement, cet accompagnement repose dans un premier temps sur une analyse de votre profil et de la cohérence de votre démarche, puis sur une orientation vers des employeurs potentiels (le Club Teli peut même se charger d'envoyer directement votre CV à ces derniers si vous le souhaitez), et un suivi durant toute la durée de votre adhésion, grâce notamment au tchat animé par un membre de l'association. Précieuse également, la possibilité d'échanger avec d'autres membres de l'association par le biais des forums de discussions. La

longue existence du Club Teli lui a permis de constituer un réseau qui permet d'avoir connaissance des entreprises qui recrutent ou qui présentent un potentiel intéressant, mais aussi de bénéficier de conseils, témoignages et retours d'expérience. L'adhésion au Club Teli est de 45 € par an (70 € pour un couple), un investissement intéressant au regard des services proposés par l'association.

Le goût de l'échange dès le plus jeune âge

C'est aussi une très longue expérience qui caractérise le **Groupe CEI** (Centre d'échanges internationaux), créé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans le dessein de favoriser le rapprochement franco-allemand de la jeunesse. Aujourd'hui, les missions du Groupe CEI reposent sur un spectre très large qui concerne aussi bien les enfants à partir de six ans, que les adultes jusqu'à trente ans. Le Groupe CEI – qui compte 120 salariés permanents et plus de 1 000 vacataires pour l'encadrement de ses séjours ! – propose des colonies linguistiques ou en voyages scolaires,

organise des programmes de rencontres, d'écotourisme et de volontariat à l'étranger, accueille en famille des jeunes étrangers en France, promeut l'apprentissage du français à l'attention des étrangers, mais travaille aussi avec des comités d'entreprise, des collectivités locales, des mutuelles et des associations pour proposer à leurs salariés des programmes à tarifs avantageux.

La grande force du Groupe CEI, qui regroupe quinze organismes, repose sur ses dix représentations en France et dans le monde. Une ressource très précieuse, notamment pour celles et ceux qui, dès l'âge de dix-huit ans, souhaitent partir à l'étranger pour un stage ou une expérience professionnelle, et qui vont pouvoir profiter de l'implantation du groupe à Londres, Dublin et Berlin pour leur recherche, avec bon nombre d'autres services associés. ♦

Pour en savoir plus :

• Association Teli : 73670 Saint-Pierre d'Entremont. Tél : 04 79 85 24 63. www.teli.asso.fr

• Groupe CEI : 1, rue Gozlin, 75006 Paris. Tél. : 01.43.29.60.20. www.groupe-cei.fr

BANC D'ESSAI

Suède **VS** Norvège

L'Etat-providence n'est pas un vain mot dans ces pays scandinaves dont le modèle est souvent cité en exemple : plein-emploi, formation tout au long de la vie, aides sociales pour le plus grand nombre, une plus grande égalité entre les hommes et les femmes... Tous deux affichent des PIB par habitant à faire pâlir d'envie plus d'un autre pays. Leur principale différence ? La Suède fait partie de l'Union européenne quand la Norvège a refusé d'y adhérer, se satisfaisant de son adhésion à l'EEE.



Stockholm

© Olegisly Mark



Oslo

© Anna Jedynak / Shutterstock

Suède

• **Au cœur du modèle suédois, on trouve un Etat qui œuvre pour le plein-emploi, privilégie le compromis au rapport de force, opte pour la résilience avec les constructions délibératives des politiques publiques...** C'est d'ailleurs quatre mois après l'élection législative que les partis vainqueurs ont fini par tomber d'accord sur un gouvernement: les sociaux-démocrates et les Verts sont les deux partis de gouvernement. Le Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven sortant est reconduit depuis le 21 janvier dernier, même s'il reste minoritaire au sein de l'Assemblée. La Suède est une monarchie constitutionnelle. Le roi est chef de l'État mais ne détient aucun pouvoir politique et ne participe pas à la vie politique. La Suède fait partie de l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 1995.

• **Si votre séjour en Suède dépasse 90 jours, chaque membre de votre famille doit se faire enregistrer auprès de l'agence suédoise de migration (*Migrationsverket*).** Il faudra aussi vous adresser au bureau local du *Skatteverket* (l'administration des impôts), pour vous procurer un numéro d'état civil si vous êtes salarié (*personnummer*) ou un numéro de coordination si vous êtes demandeur d'emploi (*samordningsnummer*). Votre numéro d'état civil, d'identité ou de coordination est indispensable pour toutes les formalités quotidiennes, il vous servira dans toutes vos démarches avec les administrations, ou encore pour l'ouverture d'un compte bancaire.

• **La Suède enregistre le taux d'emploi le plus élevé de tous les États membres de l'UE.** Les contrats courts sont très répandus, mais compensés par la facilité à retrouver rapidement un emploi. Mais pour cela il faut pouvoir se prévaloir de diplômes et d'expérience: les exigences en matière de compétences sont élevées sur ce marché du travail. Le niveau de qualification initiale est très supérieur à la moyenne de l'UE. L'arrivée de diplômés locaux ne couvrira pas toute la demande de main-d'œuvre dans les années à venir. De nombreux emplois seront créés dans les professions de niveau secondaire, mais aussi dans celles nécessitant un niveau post-secondaire. Le site du gouvernement suédois (Sweden.se) publie une liste des professions qui recrutent sur le marché du travail local. Sur cette liste, les métiers qui peinent à recruter vont du vétérinaire à l'infirmière en passant par le pizzaiolo, le médecin ou encore le gardien, le réceptionniste... Les secteurs qui recrutent sont ceux de l'enseignement, des soins de santé, des métiers techniques, du BTP et des TIC. Il y a aussi une demande dans des métiers requérant un savoir-faire manuel : métiers du bâtiment, chefs cuisiniers, etc.

Norvège

• **La Norvège est une monarchie constitutionnelle.** Le roi n'y joue presque plus aucun rôle, mais reste un ciment fort de la Nation. En pratique, s'il nomme les ministres, il le fait après avoir consulté le vainqueur des élections. La Première ministre sortante Erna Solberg a été reconduite au gouvernement à la suite des élections du 11 septembre 2017. Le gouvernement actuel (dernier remaniement en janvier 2018) est minoritaire et se compose du Parti conservateur, du Parti du Progrès et du Parti libéral. La richesse de la Norvège, son sens de la communauté et sa bonne gouvernance en font, selon l'ONU, le pays le plus heureux du monde. Le concept d'égalité y est très prégnant: la redistribution des richesses atténue les différences et la population jouit d'un niveau d'éducation élevé.

• **Pour travailler en Norvège, si vous venez d'un pays membre de l'Union européenne, vous n'aurez besoin ni de visa ni de permis de travail.** Vous devrez néanmoins vous enregistrer auprès de la police de votre commune, ce qui vous permettra d'obtenir un numéro d'identification permanente (le *fødselsnummer*) ou temporaire (le *D-nummer*). Ces numéros s'obtiennent auprès du Centre pour les travailleurs étrangers (www.sua.no/en/) et sont indispensables pour la plupart des formalités (ouvrir un compte bancaire, s'acquitter de ses impôts...). Il faut compter un délai d'environ quatre semaines pour les obtenir.

• **En Norvège, l'un des plus hauts PIB/habitant du monde, la chute des cours des hydrocarbures de ces dernières années a fortement impacté l'économie, entraînant une hausse du chômage et le départ de nombreux expatriés travaillant dans ce secteur.** Aujourd'hui, la situation s'est stabilisée et on fait de nouveau appel à une main-d'œuvre étrangère. D'autant que les Norvégiens déménagent difficilement, les employeurs ayant de ce fait des difficultés à satisfaire leurs besoins en recrutement localement. Les secteurs qui ont le mieux redémarré sont ceux du bâtiment et des travaux publics en raison d'une forte croissance des investissements immobiliers. Les besoins en personnels se font sentir dans le secteur de la santé, du tourisme, de la pêche. Reste que la Norvège conserve une place de choix dans l'économie mondiale grâce à ses réserves en hydrocarbures (l'or noir lui a permis de constituer le plus gros fonds souverain au monde, d'environ 1 000 milliards de dollars), même si le pays cherche à préparer l'après-pétrole en se diversifiant. Comme souvent, les profils les plus recherchés sont les ingénieurs et les techniciens spécialisés.

Gouvernance

S'installer

Le marché de l'emploi

Suède

• Si la durée de travail hebdomadaire est de 40 heures, les horaires flexibles sont très courants et les parents d'enfants âgés de moins de 8 ans ont le droit de réduire leur temps de travail de 25%. Les partenaires sociaux ont mis au point depuis les années 1970, avec les Conseils de sécurité de l'emploi, des dispositifs efficaces d'accompagnement et de retour à l'emploi des salariés licenciés. Il n'existe pas de salaire minimal en Suède, ce sont des conventions collectives qui fixent un barème suivant les secteurs déterminés. Les salaires sont individualisés sur la quasi-totalité du marché du travail. Vous êtes donc censé négocier votre salaire lors du recrutement. Les personnes affiliées à un syndicat peuvent se faire aider et conseiller en vue d'une négociation salariale. Tout salarié a droit à cinq semaines de congés annuels.

• En Suède, le couple peut se partager 480 jours de congé parental. Au sein de ce dispositif, le père et la mère ont pour obligation de prendre au moins 60 jours chacun. Les jours restants sont à partager dans le couple, chacun conservant 80% de son salaire. Le télétravail est très répandu en Suède (plus de 50% des Suédois en profitent) et participe pour beaucoup aux bons résultats que le pays affiche en matière de « bonheur au travail ». Les entreprises disposent d'espaces de convivialité, de salles de repos, les horaires sont différents puisqu'ici on commence tôt, entre 7h et 8h mais on ne termine jamais après 17h, les pauses déjeuner sont aussi plus courtes... Enfin, l'organisation est très horizontale, la hiérarchie assez peu pesante.

• Votre CV ne devra pas dépasser deux pages et présenter votre parcours rétro-chronologiquement. Les recruteurs suédois n'attachent pas d'importance aux « trous » de votre CV, par contre ils sont vigilants sur l'adéquation entre votre parcours et le poste. Nul besoin d'indiquer quelle est votre situation familiale, la photo n'est pas obligatoire. Il est essentiel d'indiquer des « références » que votre futur employeur pourrait contacter. La lettre de recommandation peut aussi être utile. La transparence et la confiance sont des valeurs très fortes. Parler suédois est un énorme atout, la maîtrise de l'anglais est un minimum. Le site du service public de l'emploi (*Arbetsförmedlingen*) publie de nombreuses annonces et propose des formules pour vous aider dans votre recherche. Vous pouvez aussi consulter les sites Internet, les journaux (www.thelocal.se/jobs/), le Bon Coin suédois (<https://jobb.blocket.se/>). LinkedIn est très utilisé, Facebook aussi (www.facebook.com/SITareyouready/).

Norvège

• En Norvège, la journée commence tôt (7h30-8h) et se termine (vers 16h). Elle comporte une pause méridienne qui n'excède pas la demi-heure. Le temps de travail est généralement de 35,5 heures par semaine. Les heures supplémentaires sont limitées à 10 heures par semaine, 25 heures par période de 4 semaines, et 200 heures par an. Le minimum légal de congés est de 4 semaines plus un jour de congés continus (25 heures sans travailler). La rupture d'un contrat de travail est très réglementée, la période minimum de préavis varie de 1 à 6 mois. La Norvège a une forte tradition de négociations collectives et les syndicats occupent une place importante ; plus de la moitié de la main-d'œuvre norvégienne est organisée collectivement. Il n'existe pas de salaire minimum légal. Selon l'OCDE, le salaire moyen en 2017 s'élevait à 45 343 NOK (env. 4 700 €) par mois.

• L'égalité est le mot qui revient sur toutes les lèvres lorsqu'on parle de l'ambiance sur les lieux de travail. Les leaders n'ont pas ou peu d'avantages, ils ont les mêmes bureaux que l'ensemble des salariés, les décisions se prennent si possible au compromis. L'égalité homme-femme est aussi mise en avant : les hommes bénéficient de 14 semaines de congés paternité, le taux d'emploi des femmes est très élevé...

La confiance est également au cœur du projet des entreprises : ainsi, on vous demandera rarement votre arrêt de travail, vous bénéficiez d'ailleurs de nombreux jours pour vous occuper de vos enfants malades, le télétravail est aussi répandu, plus d'un tiers des salariés en bénéficient.

• Les CV sont assez sobres, tiennent de préférence sur une page et ne comportent pas de photos. N'oubliez pas de préciser si vous êtes un homme ou une femme car nos prénoms français sont assez mal connus. Il est quasi-indispensable de citer des références, des personnes pouvant garantir vos compétences. Ici, il est fréquent d'appeler le service des ressources humaines avant d'envoyer son CV afin d'obtenir des précisions sur le poste. Sur le site web de NAV (www.nav.no/workinnorway/ ; <https://www.finn.no/>), vous pouvez rechercher des emplois, enregistrer votre CV. Le service est uniquement en norvégien. Le plus grand journal national des offres d'emploi est *Aftenposten* (www.finn.no). Vous pouvez trouver les contacts des journaux sur : www.norske-aviser.com. Les syndicats sont aussi de bonnes sources d'information. Il existe de nombreux sites consacrés à l'emploi dans une profession en particulier, comme la médecine, l'architecture ou le pétrole...

Suède

• **Vous pourrez travailler autant d'heures que vous le souhaitez en faisant vos études**, mais l'Agence de migration suédoise pourra vous demander de prouver vos progrès dans vos études et s'il est démontré que vos études souffrent de temps de travail trop longs, vous pourrez bien ne pas pouvoir rester sur le territoire en tant qu'étudiant ! Certaines universités ont un service emploi, sinon vous pouvez consulter les offres sur plusieurs sites: www.academicwork.se/jobsokande/international-applicants, www.studentconsulting.com/sv/, www.studentjob.se/. Les entreprises internationales sont de bons recruteurs pour les étudiants. Pour les boulots à temps partiel, les étudiants sont recherchés, en particulier dans l'hôtellerie et la restauration.

• **Les secteurs à fort potentiel de développement se trouvent dans** l'automobile, commerces, nettoyage, immobilier, ressources naturelles, emballage, technologies de l'information et de la communication, sciences de la vie, transports, énergies renouvelables (éolienne, biocombustibles et géothermie), l'écoconstruction. Des informations générales et un soutien peuvent être fournis par le Service public suédois de l'emploi par téléphone au +46 (0) 771 416 416.

• **Des démarches simples suffisent pour créer son entreprise.** Elles peuvent s'effectuer en quelques minutes sur le site Verksamhet.se qui regroupe tous les sites gouvernementaux et offre conseils et services pour les futurs entrepreneurs. Il vous faudra d'abord enregistrer votre entreprise pour le paiement de la TVA (www.skatteverket.se) puis au Bureau des sociétés (www.bolagsverket.se/). Il existe différents types de sociétés, tout comme en France, avec une particularité suédoise : si vous devez enregistrer dans des délais extrêmement courts votre société, vous pouvez la faire *via* une société préconstituée (des sociétés «dormantes»). Il est recommandé d'adhérer à un syndicat qui propose des «kits» avec une assurance revenus, des conseils juridiques, des outils web pour la création de contrats et une assurance-maladie. Les centres pour les entrepreneurs (www.nyforetagarcentrum.com) proposent de nombreux contacts de professionnels, de conseillers... Enfin, il existe plus de 400 entreprises françaises installées en Suède susceptibles d'embaucher des francophones ! Les secteurs à fort potentiel sont ceux de l'automobile, des commerces, du nettoyage, des ressources naturelles (notamment l'industrie minière), de l'emballage, de l'industrie mécanique et des TIC.

Norvège

• **Pour être accepté dans une université norvégienne, il vous faudra maîtriser l'anglais à défaut de parler norvégien.** Quand on est Européen, nul besoin d'un permis pour rentrer sur le territoire, en revanche il faut un permis de résidence étudiant. Vous devrez vous enregistrer auprès des autorités dans les trois mois qui suivent votre arrivée. Voici les documents demandés : carte d'identité, lettre d'acceptation dans une université norvégienne, preuve de votre contrat d'assurance-maladie et de vos ressources financières. Ensuite les étudiants ont le droit de travailler dans le pays jusqu'à 20 heures par semaine, et à temps plein durant les vacances universitaires. Il existe un bureau des étudiants internationaux dans les universités qui peut aider les jeunes dans leurs recherches.

• **L'écologie est un secteur on ne peut plus porteur en Norvège.** En juin dernier, la Norvège a annoncé que la vente de voitures essence serait interdite d'ici 2025. Le pays figure déjà parmi les Etats d'Europe offrant le plus d'incitations fiscales pour acheter des voitures électriques, elle est devenue le premier pays à bannir la déforestation et le Parlement norvégien a annoncé que le pays allait viser la «neutralité carbone» d'ici 2030... Autres secteurs porteurs, celui de l'aquaculture et de la pisciculture (avec le saumon d'élevage) ainsi que l'industrie de la transformation du bois.

• **Créer son entreprise en Norvège, qui figure dans le top 10 du classement de Doing Business, est assez simple.** En moyenne, il faut compter quatre jours de procédures pour ouvrir une entreprise. Trois formes de structures d'entreprise existent : la société à responsabilité limitée (elle nécessite un capital social minimum de 100 000 couronnes, un actionnaire au moins et 50% de ses membres doivent être résidents de Norvège ou de l'UE) ; la société anonyme (elle nécessite un capital social minimum de 1 million de couronnes, il faut un actionnaire au moins et 50% de ses membres doivent être résidents de Norvège ou de l'UE) ; la succursale d'une société étrangère (une société étrangère peut établir une succursale en Norvège en fournissant les documents officiels de son enregistrement dans son pays d'origine. Attention les sociétés domiciliées hors UE devront obtenir la permission du ministre de l'industrie). Le réseau d'Invest in Norway comprend, entre autres, des agences publiques, des autorités régionales et locales, des clusters et des régions d'affaires. Si vous avez besoin d'aide pour créer votre entreprise, la ville d'Oslo dispose d'un centre d'information destiné aux créateurs d'entreprise : www.naringsetaten.oslo.kommune.no/. Le site est en anglais mais vous pourrez y trouver des interlocuteurs francophones.

Travailler tout en étudiant

Les bons plans Emploi

Environnement des affaires

BANC D'ESSAI

Hongrie **VS** République tchèque

Si la Hongrie est souvent fustigée avec son controversé Premier ministre Viktor Orbán, cela n'empêche pas le pays d'afficher une bonne santé économique. Et la République tchèque n'a rien à lui envier : d'excellents résultats économiques et une politique anti-migratoire affirmée ! Les deux pays font partie du groupe de Visegrád ce qui favorise grandement la coopération entre eux. Dans chacun de ces pays, la communauté française a tendance à être chaque année plus nombreuse.



Hongrie

• **La Hongrie est une république parlementaire monocamérale.** Le Premier ministre Viktor Orbán a été élu une première fois de 1998 à 2002, puis à partir de 2010 et jusqu'en avril 2018, où il a été réélu une quatrième fois avec 48,5% des voix. Depuis 2010 il a fait adopter une série de lois promouvant la fibre nationaliste dans les domaines politique, économique et financier, mais aussi religieux en faisant graver dans le marbre de la Constitution les valeurs du christianisme et de la «famille traditionnelle». En septembre dernier, le Parlement européen a voté une procédure visant à sanctionner la Hongrie au titre des Etats membres qui ne respectent pas l'Etat de droit.

• **Les ressortissants de l'Union européenne (y compris les mineurs) doivent impérativement se munir d'un passeport ou d'une carte nationale d'identité en cours de validité, quel que soit leur âge.** Les ressortissants français souhaitant s'installer en Hongrie doivent se faire enregistrer auprès du Bureau de l'immigration et de la nationalité (*Bevándorlási és Állampolgársági Hivatal, BÁH*) au bout du 93^e jour afin d'obtenir une carte de registre (*Regisztrációs kártya*). La mairie de leur lieu de résidence leur enverra ensuite une carte d'adresse (*lakcímkártya*) qui sera réclamée pour chaque démarche administrative à effectuer en Hongrie. En tant que ressortissant européen, il est possible de travailler dans le pays sans permis de travail.

• **Parce que des centaines de milliers de Hongrois sont partis travailler ailleurs en Europe, le pays manque de main-d'œuvre.** Quel que soit le secteur, les bras manquent, attirés ailleurs par des salaires plus attractifs. Alors même que Viktor Orbán veut fermer ses frontières, les grosses entreprises réclament, elles, des travailleurs étrangers! Des entreprises sont prêtes à offrir des logements, des salaires à la hausse pour faire venir des travailleurs qualifiés. Les jeunes diplômés hongrois sont nombreux à tenter leur chance dans d'autres pays, il faut donc les remplacer sur des postes où la connaissance de la langue est essentielle. Les salaires étant très bas, le gouvernement a choisi de développer les heures supplémentaires pour permettre de répondre à la demande des employeurs, préférant cela plutôt qu'une ouverture de ses frontières aux migrants. Aujourd'hui, tous les secteurs d'activité sont touchés par des pénuries de main-d'œuvre. Si les salaires sont peu élevés, la vie est aussi bien moins chère qu'en France. Il peut donc être particulièrement intéressant de négocier un emploi avec une entreprise internationale qui pourra verser un salaire plus attractif qu'une entreprise hongroise.

République tchèque

• **Cette démocratie parlementaire qui existe officiellement depuis 1993 a vécu une «révolution de velours» pour transiter avec succès d'une économie communiste vers une économie de marché.** Le président de la République, M. Miloš Zeman, a été réélu pour un second mandat de cinq ans lors des élections présidentielles du 27 janvier 2018. Le milliardaire Andrej Babiš, du parti ANO (Action des citoyens mécontents), est désormais président du gouvernement. Il avait mené une campagne anti-élites, anti-migrants et contre l'approfondissement de l'Union européenne. Il est opposé à l'adoption de la monnaie unique.

• **Puisque la République tchèque fait partie de l'Union européenne, une simple carte d'identité suffit pour s'y installer.** Pour un séjour de plus de trente jours, les ressortissants français doivent informer la police étrangère de leur présence (www.policie.cz/clanek/oddeleni-pobytovych-agend.aspx). Pour un séjour de plus de trois mois, il est possible de faire une demande de résidence temporaire ou de résidence permanente. Pour embaucher un expatrié dans son entreprise, l'employeur tchèque devra démontrer que le poste à pourvoir ne peut être occupé par un citoyen tchèque. Les choses sont beaucoup plus simples pour les entreprises internationales qui n'ont pas à prouver cela.

• **Le marché de l'emploi du pays est extrêmement dynamique.** La plupart des opportunités professionnelles actuelles se trouvent dans le secteur des services, ainsi que dans les domaines de l'informatique et de la technologie, de la logistique, des transports, de l'éducation et de la construction. Les entreprises internationales du secteur des technologies de l'information et de la haute technologie, en particulier, proposent des offres d'expatriation intéressantes en termes de salaire. Les filières les plus intéressantes pour les expatriés sont la finance et l'assurance, les activités d'information et de communication, de production et distribution de l'électricité, du gaz, des activités scientifiques, techniques et de services pour entreprises (comme les activités juridiques, comptables, de conseil et de promotion). Pour pallier le manque de main-d'œuvre, le pays se tourne aussi vers les francophones (le nombre de Français installés à Prague a augmenté de 50% en trois ans). Rappelons qu'en 2018, le pays a vu s'engager sur le marché du travail local quelque 560 000 ressortissants étrangers (pour l'essentiel des Ukrainiens et des Slovaques).

Gouvernance

S'installer

Le marché de l'emploi

Le droit du travail

Hongrie

• **En règle générale, la durée du travail est de 8 heures par jour et de 40 heures par semaine.** Toutefois, le droit du travail est relativement peu contraignant pour les employeurs, le temps de travail étant très flexible. Le nombre d'heures supplémentaires annuel maximum s'élève à quatre cents heures, ce qui a d'ailleurs provoqué de nombreuses manifestations contestataires dans le pays. Le dispositif donne un délai de trois ans aux entreprises pour rémunérer le surplus accompli. En outre, la nouvelle loi restreint le droit de grève. Les congés sont fixés à vingt jours ouvrables, avec un jour supplémentaire attribué tous les trois ans d'ancienneté, jusqu'à trente jours maximum. Le smic hongrois est de 149 000 HUF brut, soit environ 465 € brut pour 40 heures par semaine; il est l'un des plus bas d'Europe malgré sa revalorisation en début d'année.

Conditions de travail

• **Les nouvelles lois sur le travail ont durci les conditions de travail des salariés.** Les salaires étant plutôt bas, il leur faut accomplir bien plus que leurs huit heures quotidiennes. Si le taux de chômage est extrêmement bas et si de nombreuses entreprises recrutent, les offres restent peu attractives financièrement. Les rapports hiérarchiques sont assez marqués, les Hongrois aiment la ponctualité, la flexibilité n'est pas vraiment à l'ordre du jour et l'absentéisme doit toujours être dûment justifié.

CV et candidatures

• **Il est préférable de traduire son CV en hongrois, même si on ne maîtrise pas la langue, en même temps qu'une version en anglais.** Si la photo n'est pas indispensable, des informations personnelles seront appréciées, par exemple sur votre situation maritale. Les expériences professionnelles sont très importantes, il est utile de développer dans votre CV vos capacités, de donner le détail de vos tâches, des responsabilités que vous avez assumées... Attention, la lettre de motivation est rarement demandée. La Chambre de commerce et d'industrie France Hongrie peut diffuser auprès de ses membres CV et candidatures. Vous pouvez aussi consulter sur le site internet de la CCIFH des offres d'emploi et de stages (www.ccifrance-hongrie.org). L'agence pour l'emploi est territorialisée, il faut donc contacter la plus proche de son domicile (<https://illetekes.munka.hu>) pour accéder aux offres (attention le site est en hongrois). Les journaux locaux et anglophones constituent une bonne source pour la recherche d'emploi. À Budapest, consultez le *Budapest Sun* et le *Budapest Business Journal*. Attention, il est très difficile de s'installer en Hongrie sans maîtriser sa langue, qui est parmi les plus difficiles au monde à apprendre!

République tchèque

• **La durée du travail est de 40 heures hebdomadaire.** Vous pourrez signer un contrat à durée indéterminée ou déterminée ainsi qu'un contrat relatif à l'exercice d'un travail (*Dohoda o pracovni činnosti*) ou un contrat relatif à l'exécution d'une mission (*Dohoda o provedení práce*). La période d'essai est de trois mois maximum et la durée des préavis est de deux mois (employé ou employeur). Le salaire moyen augmente régulièrement, il est aujourd'hui établi à 31 516 couronnes, soit 1 215 €, quand le salaire médian est de 1 069 €. Par contre, le salaire minimum est l'un des plus bas d'Europe, à 468,87 €. La durée standard des congés est de quatre semaines par année calendaire. Les travailleurs ont rarement recours à la grève et l'essentiel des éléments de la politique salariale revient aux dirigeants d'entreprises, sans passer par les partenaires sociaux.

• **Ici, les relations de travail sont très formelles et le travail d'équipe est peu valorisé.** Respect des titres et de la hiérarchie sont de mise. Les journées débutent tôt, entre 7h et 8h, pour se terminer vers 15h ou 17h au plus tard. De ce fait, les pauses déjeuner sont très courtes. Sorti d'un modèle communiste, le pays s'adapte à des méthodes de travail qui exigent plus de polyvalence, de flexibilité et davantage de rentabilité, ce qui n'est pas toujours très bien vécu dans les entreprises tchèques.

• **La sélection des candidats en République tchèque est assez formelle.** Les recruteurs n'hésitent pas à contacter vos anciens employeurs pour récolter des informations sur vous. Attention à bien faire traduire vos diplômes pour qu'il en soit tenu compte. La plupart des Français trouvent un emploi à Prague, en particulier dans les entreprises françaises ou étrangères. La connaissance du tchèque n'est pas indispensable, en revanche la maîtrise de l'anglais est nécessaire. Les agences de recrutement recherchent des profils plutôt expérimentés, les sites tchèques regorgent d'offres, mais le plus souvent en langue tchèque (parfois en anglais). Certains journaux publient aussi régulièrement des offres. N'hésitez pas à passer par la plateforme du service public pour l'emploi des travailleurs étrangers: https://portal.mpsv.cz/sz/zahr_zam/prociz/vmciz Enfin, le comité consulaire pour l'emploi et la formation professionnelle (CCPEFP), dont les bureaux sont installés dans les locaux de la Chambre de commerce franco-tchèque aide et conseille gratuitement les Français dans leur recherche d'emploi en République tchèque.

Hongrie

• **Les étudiants étrangers en licence ou de niveau supérieur, faisant des études régulières en Hongrie peuvent avoir des activités rémunérées.** Les conditions de travail sont les mêmes pour eux que pour les étudiants de nationalité hongroise. Ils doivent avoir plus de 18 ans, leurs heures de travail ne doivent pas excéder quarante heures par semaine ou huit heures par jour. Le salaire mensuel officiel pour un travail d'étudiant de quarante heures par semaine est de 57 000 HUF.

• **Les secteurs à fort potentiel de développement se trouvent dans** l'automobile, le commerce, le nettoyage, l'immobilier, les ressources naturelles, l'emballage, les technologies de l'information et de la communication, les sciences de la vie, les transports, les énergies renouvelables (éolienne, biocombustibles et géothermie), l'écoconstruction.

Si vous maîtrisez bien l'anglais, n'hésitez pas à vous tourner vers l'enseignement, le pays manquant cruellement de professeurs de langue.

• **La Hongrie a longtemps attiré les investisseurs, mais les mesures prises par le gouvernement contre les banques, les augmentations d'impôts et l'introduction de « taxes spéciales » imposées aux sociétés étrangères ont plutôt poussé les entreprises étrangères à désinvestir en Hongrie.** La Hongrie n'occupe que la 48^e place sur les 190 pays du classement Doing Business 2018 de la Banque mondiale.

Le plus fréquent pour les investisseurs étrangers est d'opter pour la société limitée par actions (Rt.), qui peut être publique (Nyrt.) ou privée (Zrt.), et la société à responsabilité limitée (Kft.). Porte d'entrée vers l'Europe centrale et du Sud, la Hongrie reste toutefois encore attractive, surtout que le pays bénéficie d'infrastructures de qualité. Pour aider les étrangers à investir, le gouvernement a créé l'Agence de promotion des investissements hongrois (<https://hipa.hu/main>). Il a également mis en place des programmes spéciaux de prêts et de garanties pour remplacer les banques qui peinent à assumer ce rôle.

Les secteurs amenés à se développer sont ceux du tourisme, de l'environnement, du logement, des technologies de l'information et de la communi-

République tchèque

• **La vie est plutôt bon marché et un petit job étudiant devrait suffire à vous assurer un train de vie acceptable (en moyenne, vous gagnerez environ 350 €/mois).** Il y a aussi en général moins d'heures de cours dans les facs tchèques, vous pourrez facilement assurer un mi-temps. Pour exercer un job étudiant, une fois sur place, il faudra simplement vous inscrire dans un dispensaire du NHS (*National Health System*) et faire une demande de *National Insurance Number* auprès du job center le plus proche de votre domicile. Vous pourrez trouver des jobs étudiants dans la restauration, les call centers, ou encore donner des cours de langue.

• **Pôle Emploi a passé un accord avec l'ambassade de France en République tchèque, qui a abouti à la création de Czech Emploi (www.czechemploi.fr/).** Ce site a pour but de vous aider à trouver votre premier emploi en République tchèque et vous informe sur tous les aspects de votre expatriation. Le site vous oriente sur de nombreuses offres pour les francophones, ainsi que sur une liste des entreprises françaises membres de la chambre de commerce franco-tchèque auprès desquelles vous pourrez postuler (www.ccft-fcok.cz/fr/index.asp?p=membr-es-chambre-commerce-franco-tcheque).

• **L'environnement des affaires est plutôt sain en République tchèque.** Grâce à sa localisation géographique, à son passé industriel, à ses jeunes bien formés, à son dynamisme économique, le pays possède de nombreux atouts. La République tchèque est d'ailleurs en tête des pays d'Europe centrale et d'Europe orientale en termes de stocks d'IDE. Le pays se place 30^e sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2018. La monnaie est stable, mais le manque d'entraîn à rejoindre la zone euro peut faire craindre une perte de compétitivité du pays dans les années à venir. Le manque de main-d'œuvre et le vieillissement de la population constituent aussi un frein à son développement. Il existe des réductions d'impôt sur le revenu pendant jusqu'à dix ans pour l'établissement d'une nouvelle unité de production et pour l'expansion et la modernisation d'une unité de production existante, des subventions pour la création de nouveaux emplois et la formation, dont le montant dépend du taux de chômage dans la région où l'investissement a lieu. Il existe des zones franches attractives à Ostrava, Egra, Prague, Pardubice, Hradec Králové. Les secteurs à fort potentiel sont ceux des technologies de l'information, du développement de logiciels, des sciences de la vie. Pour plus d'informations sur les aides à l'investissement : www.czechinvest.org/en

Travailler tout en étudiant

Les bons plans Emploi

Environnement des affaires

BANC D'ESSAI

Bulgarie **VS** Croatie

L'un ouvert sur la mer Noire, l'autre sur l'Adriatique. Ces pays du sud des Balkans ont tous deux été associés au bloc de l'Est. Depuis son adhésion à l'Union européenne, la Croatie est probablement le pays dont la situation économique a le plus favorablement évolué, la Bulgarie ayant plus de mal à s'adapter aux normes européennes. Aujourd'hui, si la Croatie paraît au premier abord plus attractive, la Bulgarie recèle sans doute un potentiel à exploiter plus important.



Sofia

© Takashi Images / Shutterstock.com



Zagreb

© xbrchx / Shutterstock.com

Bulgarie

• **Le chef du gouvernement Boïko Borissov, chef de file du GERB (parti affilié au PPE), est pour la 3^e fois Premier ministre du pays et a dû s'allier aux Patriotes unis (parti nationaliste) pour gouverner.** Très liée à la Grèce, la Bulgarie a été fortement impactée par la crise: la Grèce a considérablement réduit, voire supprimé ses investissements dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, de la finance et des produits manufacturés. La Bulgarie souffre par ailleurs d'une forte corruption et a du mal à combattre la criminalité organisée. Son administration est très lourde et très centralisée. Autre problème, le vieillissement de sa population: le pays est confronté à une émigration massive et son taux de renouvellement naturel est l'un des plus bas au monde. L'État a donc renforcé son dispositif d'aide au retour.

• **Les citoyens de l'UE peuvent séjourner en Bulgarie pour une durée supérieure à trois mois à condition d'exposer les raisons de leur installation dans le pays, d'exercer une activité professionnelle, de disposer de ressources suffisantes et de posséder une assurance-maladie.** Dès lors, il est possible de solliciter un titre de résidence à long terme auprès des services de police (direction de l'immigration). Celui-ci peut être délivré dans un court délai (parfois un jour) pour une durée maximale de cinq années. Les citoyens de l'UE n'ont pas besoin de permis pour travailler en Bulgarie. Il leur faut seulement s'enregistrer auprès de l'Agence nationale des impôts.

• **La Bulgarie a retrouvé un niveau d'emploi de sa population active supérieur à celui d'avant la crise de 2008.** Mais le pays peine à recruter des personnels formés et diplômés, en raison notamment de la forte émigration de sa population de jeunes diplômés. Les migrants de l'Union européenne sont surtout issus de Grèce, d'Allemagne ou d'Espagne. En Bulgarie, le taux d'emploi des femmes reste faible et son bassin est d'autant plus restreint que la population dépasse à peine les 7 millions. Les jeunes sont bien formés, en particulier dans les secteurs de l'ingénierie, de la fabrication, de la construction. Si Sofia est la ville la plus attractive (avec plus de 1,2 million d'habitants), le reste du pays est très urbanisé avec d'autres villes dynamiques comme Plovdiv, Varna et Burgas. Traditionnellement, l'industrie manufacturière fournit le plus grand emploi, suivie par la vente au détail et la réparation de véhicules automobiles. L'informatique est un secteur en pleine croissance, très friand de main-d'œuvre, les activités immobilières et financières et d'assurance sont elles aussi en croissance. En règle générale, les étrangers sont recherchés pour leurs compétences en management, donc à des postes d'encadrement.

Croatie

• **Née de la dislocation de l'ex-Yougoslavie, la Croatie s'est largement démocratisée au cours de ces dernières années et a fini par intégrer l'UE.** Le pays est d'ailleurs le petit dernier de l'Union européenne, étant le 28^e Etat membre depuis 2013. Pour diminuer son déficit excessif, la Croatie a engagé des mesures de flexibilisation du marché du travail, des réformes pour les retraites, des aides sociales et sa fiscalité. La politique du gouvernement est de poursuivre la privatisation des secteurs de l'énergie et des transports, attirant ainsi de nombreux investisseurs étrangers. Le gouvernement du Premier ministre Andrej Plenković a été élu en 2016 et a formé une coalition avec le parti de centre-gauche réformateur MOST. La présidente du pays est une femme, Kolinda Grabar-Kitarović.

• **La Croatie faisant partie de l'Union européenne, aucun permis de travail n'est demandé aux ressortissants européens.** Il vous faut néanmoins une pièce d'identité et vous enregistrer auprès des autorités locales une fois que vous serez installé. Après cinq années passées dans le pays, il est possible d'y résider de façon permanente.

• **Le taux de chômage de la Croatie demeure l'un des plus forts de l'Union, après la Grèce, l'Espagne et l'Italie.** De plus, la plupart des emplois liés au tourisme sont saisonniers, mal payés, parfois non déclarés. Le chômage, qui dépasse les 11%, touche près d'un jeune sur trois, tandis que le salaire moyen (750 euros) reste très bas par rapport à d'autres pays européens. Par ailleurs, le travail au noir est très répandu. Aujourd'hui, le pays perd sa main-d'œuvre la plus jeune et la plus éduquée comme les infirmiers, les médecins, les ingénieurs... Cette destination touristique parmi les plus prisées d'Europe a également du mal à embaucher pendant la saison d'été des cuisiniers, des serveurs ou encore du personnel de ménage, que les pays voisins cherchent également à attirer. Pour répondre à la demande, le gouvernement croate est allé jusqu'à augmenter les quotas de travailleurs saisonniers étrangers en provenance de pays tiers. Les secteurs qui recrutent sont nombreux: dans l'industrie de transformation (menuisier, couturier...), la construction (maçon, menuisier, peintre...), le commerce (boucher, vendeur...), l'hôtellerie et la restauration, la santé (médecin, infirmière...), le transport, l'agriculture...

Gouvernance

S'installer

Le marché de l'emploi

Bulgarie

• **Ici, la règle est de négocier avant de penser à appliquer le droit du travail!** Les conflits portés devant les tribunaux sont plus rares qu'en Europe de l'Ouest, même si le droit du travail y est moins bien respecté. Il prévoit une durée journalière de travail de huit heures sur cinq jours, les congés sont au minimum de vingt jours par an. Tout employé a le droit à un congé sans solde de trente jours maximum. Le salaire brut minimum est de 286 € et le salaire moyen de 750 €, ce qui fait de la Bulgarie le pays européen aux plus bas salaires. Les syndicats n'ont de réelle place que dans les entreprises publiques ou nouvellement privatisées, ils ne sont que faiblement représentés dans le secteur privé. Ils semblent davantage portés à la conciliation qu'au rapport de force.

• **De nombreuses enquêtes dénoncent des conditions de travail difficiles en Bulgarie, notamment en raison des salaires particulièrement bas.** En 2017, de nombreuses grèves s'étaient déroulées dans les usines ou les mines pour dénoncer les conditions de travail, les bas salaires et l'interdiction de s'organiser notamment en syndicat. Depuis, les choses ont peu évolué et le vol des salaires par des entreprises peu scrupuleuses n'est pas rare. Pour autant, il existe toujours une protection sociale qui permet notamment aux femmes de prendre des congés maternité pendant 135 jours, période durant laquelle elles perçoivent 90% de leur salaire ; si à l'issue de ce congé elles ne reprennent pas leur emploi, elle ont le droit de percevoir le salaire minimum jusqu'aux 2 ans de l'enfant.

• **Attention, la maîtrise du bulgare est presque incontournable pour trouver un emploi ici, sauf parfois dans certaines entreprises internationales.** Pour le CV, plus vous parlez sur le sérieux de votre candidature, plus vous aurez de chance d'intéresser un employeur. Si vous maîtrisez plusieurs langues, n'oubliez pas de le valoriser. Pour s'inscrire dans l'une des 107 agences pour l'emploi, il faut un certificat de résidence indiquant une adresse en Bulgarie, une pièce d'identité, une attestation du niveau d'études et diplômes, un document certifiant une expérience antérieure, un certificat d'aptitude. Les documents certifiant le niveau d'études, les qualifications ainsi que le certificat d'aptitude doivent être légalisés dans le pays d'origine. Vous bénéficierez alors d'informations, de consultations et d'aide pour la recherche d'emploi (www.az.government.bg, en bulgare). La CCI franco-bulgare peut aussi vous aider dans votre recherche d'emploi: www.ccifrance-bulgarie.org.

Croatie

• **Le temps de travail hebdomadaire en Croatie est limité à 40 heures, mais peut grimper jusqu'à 50 heures, et même 60 heures (généralement pour les emplois saisonniers).** Il faut toutefois que cela soit permis par une convention collective car ici le taux de syndicalisation est nettement supérieur à la moyenne européenne, plus d'un tiers des travailleurs étant syndiqués. Pour déjeuner, il est habituel de prendre une pause de trente minutes. Les employés ont droit à vingt jours de congés payés, et le salaire brut est de 3750,00 HRK (environ 505 €) net/mois. Mais au cours d'une année civile, l'employé a aussi droit à sept jours maximum de congés payés pour des raisons personnelles (mariage, accouchement, maladie grave ou décès d'un membre de la famille proche).

• **L'ambiance au bureau est en général assez détendue en Croatie, et il n'est pas rare de voir des hommes d'affaires dans les cafés de Zagreb, la capitale, discuter de leurs contrats.** Pour autant, ils restent très professionnels. La ponctualité est de mise. La structure hiérarchique des entreprises est respectée, c'est donc la direction qui décide! Malheureusement, la Croatie est réputée pour être très corrompue. D'ailleurs si l'on en croit Transparency International ce serait même le pays le plus corrompu d'Europe! Ce qui engendre une atmosphère quelque peu particulière, faite notamment de débrouille dans un contexte de chômage et de travail informel. Comme dans beaucoup d'autres pays, les femmes ont les emplois les plus précaires, la plupart d'entre elles étant en contrat à durée déterminée.

• **Optez pour un CV détaillé dans vos recherches d'emploi, auquel il faudra le plus souvent joindre une lettre de motivation.** Attention, le chômage étant élevé, pour qu'un poste à long terme soit attribué à un étranger, l'employeur doit démontrer qu'un Croate ne peut pas l'occuper; il faut donc des qualifications ou aptitudes particulières. N'hésitez pas à envoyer des candidatures spontanées, elles sont examinées avec attention.

Les employeurs postent des annonces de vacance d'emploi sur les pages web de l'Agence croate pour l'emploi (*Hrvastki zavod za zapošljavanje*) : www.hzz.hr/.

Vous pouvez également consulter d'autres sites comme :

<https://www.moj-posao.net/EN/>;

<https://euraxess.ec.europa.eu> ;

www.njuskalo.hr.

Bulgarie

• Les étudiants européens ont le droit de travailler sans permis, quatre heures par jours, à condition d'être assidus en cours. Pour trouver des jobs à temps partiel, vous pouvez commencer par vous adresser au service administratif de votre université. Le secteur du tourisme offre de bonnes opportunités d'emplois saisonniers, les call centers aussi sont recruteurs, et parler des langues étrangères peut être un atout. Sachez que dans la plupart des cas vous serez simplement payé au salaire minimum bulgare.

• Si vous avez un profil diplômé et expérimenté, n'hésitez pas à vous présenter à des agences de recrutement, probablement les mieux à même de vous trouver un emploi qui corresponde à vos qualifications. Elles sont nombreuses, particulièrement à Sofia : <https://arsisglobal.com/>, www.boyden.com/bulgaria/index.html, [http://bulgarianheadhunters.com/...](http://bulgarianheadhunters.com/)

• Le déblocage de fonds de l'UE ainsi qu'une plus forte consommation intérieure devraient être les moteurs de la croissance bulgare qui est estimée à +2,9% en 2019. Selon le classement de *The Economist*, la Bulgarie occupe le 46^e rang mondial sur 82 dans son classement dans l'environnement des affaires. Les investisseurs étrangers sont particulièrement recherchés dans ce pays, et pour cela on leur accorde de nombreux avantages, en particulier dans le domaine fiscal. Les frais d'établissement peuvent être déduits durant la première année d'activité de l'entreprise. Les frais d'intérêt et les créances douteuses sont également déductibles. Les dons aux organisations caritatives sont déductibles jusqu'à concurrence de 10% du profit de l'entreprise. Avec l'un des taux d'imposition des entreprises les plus faibles de la région (10%), et des coûts de main-d'œuvre faibles, le pays est en relativement bonne posture. Mais si la Bulgarie possède de nombreux atouts, elle est cependant pénalisée par une importante corruption qui sévit à tous les niveaux de l'administration.

Croatie

• Les étudiants ont le droit d'avoir un job en Croatie sans permis de travail, toutefois ils n'ont pas le droit de travailler plus de 80 heures par mois, ou 964 heures/an ce qui équivaut à 60% d'un travail temps complet. Le plus simple est de donner des cours de langue (l'anglais est le plus demandé), ou de trouver un emploi dans les stations balnéaires touristiques.

• Travaillez à votre compte pour donner des cours de langue, vous pourrez ainsi obtenir une meilleure rémunération. La meilleure manière pour donner des cours particuliers est de mettre une annonce sur *Moje Instrukcije* (www.moje-instrukcije.com/), un site spécialisé dans les petites annonces scolaires.

• Selon le classement de *The Economist*, la Croatie occupe le 52^e rang mondial sur 82 dans son classement dans l'environnement des affaires. Non seulement la Croatie souffre d'une mauvaise image liée à la corruption, mais elle est aussi pénalisée par des impôts élevés et un système judiciaire inefficace. Cependant, le pays possède un atout avec un tourisme en pleine expansion. En outre, sa main-d'œuvre est bien formée et ses infrastructures sont de bonne qualité : la Croatie a investi dans les transports, les télécommunications et les infrastructures pour l'énergie. Pour améliorer le climat d'investissement, le pays a offert des réductions d'impôt selon le type d'activité (production, centres de technologie, services d'assistance) des investisseurs. Les frais de fonctionnement d'entreprise sont peu élevés et la Croatie a fait voter des lois protégeant la propriété intellectuelle. Les secteurs porteurs sont la finance, le commerce et la distribution ainsi que l'immobilier, en pleine effervescence. L'agence pour les Investissements et la compétitivité en Croatie (<http://investcroatia.gov.hr/en/>) vous donnera un coup de pouce si nécessaire, tout comme le Conseil pour les investissements étrangers en Croatie (www.ficc.hr/?lang=hr).

Travailler tout en étudiant

Les bons plans Emploi

Environnement des affaires

BANC D'ESSAI

Grèce **VS** Malte

Deux destinations de rêve, mais aux situations bien différentes. L'une sort tout juste d'une crise qui a mis en péril la construction européenne, l'autre connaît une effervescence économique qui en fait rêver plus d'un en Europe. Toutes deux ont en commun la Méditerranée, qui leur permet de développer une industrie touristique florissante.



Athènes



La Valette

Grèce

• **Si la situation s'est améliorée en Grèce, elle reste néanmoins fragile.** Après être sortie de son 3^e plan d'aide, et de la procédure pour déficit excessif (close en septembre 2017), la Grèce a enfin retrouvé la croissance et son chômage baisse pour la première fois depuis huit ans, repassant sous la barre des 20%. Son Premier ministre, Alexis Tsípras, est en poste jusqu'en octobre 2019, ayant gagné les élections législatives anticipées de 2015. Il a réussi à négocier un report du remboursement de la dette (l'une des plus importantes de l'OCDE) à partir de 2032 et non plus de 2022. Pour autant, la population s'est considérablement appauvrie, le salaire minimal ayant baissé par rapport à 2008. Le revenu médian s'est aussi infléchi d'un tiers depuis 2010, les retraités comme les fonctionnaires ayant perdu beaucoup de leur pouvoir d'achat. Les marges de manœuvre du prochain gouvernement sont étroites en matière de dépenses publiques, le pays étant sous surveillance de l'UE.

• **Si votre séjour en Grèce dépasse 90 jours, vous devrez demander une attestation d'inscription auprès du service des étrangers de la police hellénique.** Elle est valable cinq ans et gratuite. Au bout de cinq ans, vous devrez acquérir un titre de séjour permanent sans avoir à justifier de vos ressources. Vous devrez aussi vous inscrire au commissariat de votre quartier afin d'obtenir un certificat qui vous autorise à travailler en Grèce. Vous devrez aussi posséder un numéro d'immatriculation fiscale pour ouvrir un compte bancaire, souscrire à un abonnement téléphonique... Ce numéro peut être obtenu auprès de l'AIO (bureau des impôts) de votre lieu de résidence.

• **Si le taux de chômage baisse régulièrement, il reste très élevé.** Les zones les moins durement frappées sont celles où les touristes viennent en vacances, il est donc possible d'y trouver des emplois dans la restauration et l'hôtellerie. Les jeunes hautement qualifiés sont tout de même recherchés, en particulier dans les secteurs logistiques, scientifiques et techniques. Car 427 000 Grecs ont quitté le pays entre 2008 et 2016, et il s'agit des plus diplômés, partis ailleurs chercher des salaires plus attractifs et une sécurité de l'emploi qui n'existe plus ici. On note toutefois que les emplois précaires deviennent de plus en plus la norme, en particulier chez les jeunes qui sont le plus durement frappés par le chômage (plus de 40% pour les 15 à 24 ans). Autre fléau, le travail non déclaré : les travailleurs sont fragilisés, en raison du taux de chômage toujours élevé, bon nombre de personnes acceptent n'importe quel emploi...

Malte

• **Malte a connu des scandales financiers impliquant l'épouse du Premier ministre Joseph Muscat: celui-ci a donc remis son mandat en jeu et a gagné les élections.** Les Maltais sont très impliqués dans la vie politique de ce petit pays, ils votent à plus de 90%, et ce depuis son indépendance dans les années 60. Le bipartisme qui marque la vie politique du pays a donc permis aux travaillistes de conserver le pouvoir, malgré un contexte d'allégations de corruption et de favoritisme. L'assassinat, en octobre 2017, de la journaliste Caruana Galizia qui dénonçait ces pratiques a d'ailleurs eu pour effet de faire plonger Malte à la 65^e place du classement mondial de la liberté de la presse. Toutefois, le pays connaît un véritable dynamisme économique, ce qui lui a permis d'en finir avec une procédure européenne pour déficit excessif. Il est confronté depuis quelques années à un problème immense, celui de l'immigration, puisqu'il accueille bon nombre de migrants à leur arrivée en Europe.

• **Ni visa ni permis de séjour ne sont demandés pour les ressortissants de l'Union européenne.** Pour rester plus de trois mois, il est nécessaire d'avoir une carte de résident, assez facile à obtenir sur place. Il convient d'en faire la demande (<https://identitymalta.com/citizenshipsexpatriates/>); il faut aussi obtenir un numéro de sécurité sociale (<https://socialsecurity.gov.mt/en/Pages/default.aspx>).

• **La croissance économique de l'île est continue, et pour nourrir cette croissance la petite île a besoin de main-d'œuvre.** Le pays a même passé des accords avec d'autres pays européens pour que leurs chômeurs viennent s'installer à Malte! Car son taux de chômage est très bas, autour de 3% depuis plusieurs années, mais en revanche les salaires ne sont pas très élevés. Sans surprise, le secteur touristique recrute chaque année davantage (restauration, hôtellerie, guide...). Autre secteur dynamique, l'enseignement des langues, en particulier l'anglais, car Malte est l'endroit idéal quand on veut pratiquer, ou encore progresser en anglais: tout le monde y parle anglais mais le coût de la vie y est moins élevé qu'en Angleterre, aux États-Unis ou encore au Canada. Les call centers recrutent également des francophones pour répondre aux questions des clients français (par exemple, le Bon coin a son centre d'appel à Malte).

Gouvernance

S'installer

Le marché de l'emploi

Grèce

• En 2012, poursuivant sa politique d'austérité, le gouvernement grec a supprimé les conventions collectives, les prud'hommes, aboli le financement des syndicats, baissé le salaire minimum, limité le droit de grève, donné la possibilité de licencier sans préavis ni indemnité un salarié recruté en CDI durant une période probatoire étendue à un an, remis en cause les trois semaines annuelles de congés payés pour les apprentis... Des mesures qui contreviennent aux conventions de l'Organisation internationale du travail et qui n'ont eu que peu d'effet sur le chômage. Le salaire minimum a pour la première fois été augmenté depuis dix ans, passant à 650 € brut par mois, il s'appliquera désormais à tous : le salaire minimum pour les moins de 25 ans a été supprimé. L'allocation chômage a aussi été revalorisée, de 360 à 400 € et l'allocation spéciale de maternité est passée de 586,08 à 650 €.

• Les conditions de travail se sont dégradées ces dernières années en raison de la crise qui a frappé le pays. Le chômage étant massif, les Grecs sont prêts à tout, ou presque, pour garder leur emploi, même à consentir des baisses de salaires ou à rogner sur leurs vingt jours de congés payés. La dérégulation de l'emploi a également entraîné une absence de couverture sociale pour les salariés, en particulier les jeunes. Autre problème : la distribution de bons d'achat en lieu et place d'une partie des salaires, car les employeurs ne sont pas taxés sur ces bons (qui peuvent être des tickets restaurants, des bons à valoir chez un médecin...). Si vous avez la chance de bénéficier d'une couverture sociale vous aurez droit à des indemnités journalières de maladie, à 119 jours d'arrêt maternité.

• Le grec n'est pas la langue européenne la plus facile à apprendre ! C'est donc un plus si vous la maîtrisez, mais l'anglais suffira dans un premier temps, notamment pour préparer votre CV. Ce dernier est normalement assez long, il contient entre trois et cinq pages et est toujours accompagné d'une courte lettre de motivation. Les stages revêtent davantage d'importance que les diplômes. N'hésitez pas non plus à mettre en avant vos activités extra-scolaires. Vous pouvez solliciter les cabinets de recrutement internationaux qui recherchent des profils très diplômés et expérimentés. Le site de l'ambassade de France publie régulièrement des offres. Il est aussi possible de contacter l'Agence pour l'emploi grecque, l'OAED (www.oaed.gr). Cependant, des études ont démontré que seulement un tiers des employeurs publièrent leurs offres d'emploi en Grèce, le bouche-à-oreille étant largement privilégié. Les secteurs qui recrutent sont dans les centres d'appels, le commerce, les services financiers, et le tourisme bien entendu.

Malte

• La durée hebdomadaire légale du temps de travail est de 40 heures, et tout travailleur a droit à un congé payé annuel d'un minimum équivalent en heures à quatre semaines et quatre jours ouvrables. Ici, l'employeur doit remettre au salarié un document écrit précisant les conditions d'emploi dans les huit jours suivant son embauche. Si le taux de syndicalisation est plutôt élevé, plus de 50%, les salaires sont souvent régulés par des conventions collectives au niveau de l'entreprise. Les travailleurs salariés sont obligatoirement couverts par l'assurance-chômage qui prévoit des prestations uniquement en cas de chômage total. L'indemnité de chômage correspond à une somme forfaitaire versée chaque semaine sur la base d'une semaine de six jours (8,05€/jour) ou d'une allocation spéciale (13,64€ par jour, versée six jours par semaine pendant une période maximum de 156 jours). Le salaire hebdomadaire minimum est de 172,51 €.

• Malte accueille de nombreux étrangers venus du monde entier, souvent pour perfectionner leur anglais. Toutefois, les entreprises internationales, nombreuses, recrutent aussi des travailleurs diplômés. Les ambiances et les modes de fonctionnement au travail dépendent donc beaucoup de la nationalité de l'entreprise. Une constante toutefois, ici on travaille beaucoup ! D'ailleurs, le télétravail est rarement pratiqué à Malte. Une journée type commence à 8h30 et ne se termine pas avant 17h30. Malte est également très mal classé en matière d'égalité homme-femme où le taux d'emploi des femmes est très en deçà de celui des hommes.

• Votre CV en anglais sera sensiblement le même qu'en français. Pour évaluer votre niveau d'anglais, utilisez les normes européennes (A1/B1, B1/B2, C1/C2). Attention à votre présence sur les réseaux sociaux, les Maltais regardent beaucoup sur le Net ce que leurs futurs salariés postent ! Les débouchés sont légion pour les Européens diplômés qui ont la possibilité d'intégrer facilement des postes à responsabilité, en particulier dans des sociétés européennes implantées à Malte. Les agences de recrutement recherchent plutôt des profils diplômés et les journaux proposent régulièrement des offres en anglais. Les secteurs qui recrutent sont nombreux : la fabrication de biens transformés (l'électronique, les produits pharmaceutiques, le textile, la plasturgie), la finance internationale (banques, assurances, fonds d'investissement), l'informatique et les TIC, le transport maritime. Attention, à Malte, les employeurs recrutent de plus en plus d'intérimaires par le biais d'agences spécialisées.

Grèce

• **Les ressortissants de l'Union européenne sont en principe autorisés à travailler sans aucune restriction dans un pays membre.** En Grèce, le temps maximum de travail par semaine est de 40 heures. L'emploi étant une denrée rare, n'espérez pas trouver le job de votre vie. Vous trouverez des petits boulots, payés autour de 5 euros de l'heure, plutôt dans la restauration et l'hôtellerie. Les agences d'intérim peuvent être une bonne solution : www.adecco.gr; www.manpowergroup.gr. Les journaux publient aussi des offres : *Ta Nea* (www.tanea.gr), *Alithia* (www.alithia.gr), *Kathimerini* (www.kathimerini.gr).

• **La concurrence est rude mais de nombreux hôtels-clubs et centres de vacances** ont toujours besoin de personnel francophone pour une clientèle française.

• **La confiance des investisseurs revient progressivement et les investissements sont principalement orientés vers les secteurs de la fabrication, du commerce et de la maintenance, de l'information et des communications, de l'électricité et du gaz, des loisirs et divertissements, de l'immobilier, de l'hébergement et des services de restauration.** Mais les investisseurs étrangers continuent à redouter le poids de la bureaucratie grecque et la corruption. Le pays bénéficie d'une position géographique favorable, lien stratégique avec les marchés des Balkans, de la mer Noire, de l'Europe de l'Est et des régions de la Méditerranée orientale. Les principaux investissements se font dans le tourisme, secteur très solide. Les investissements productifs étrangers qui sont approuvés bénéficient des droits de propriété, des traitements fiscaux préférentiels et des permis de travail pour des équipes techniques et de direction. Les procédures de création d'entreprise peuvent être effectuées en ligne via le Registre général du commerce grec (http://businessportal.gr/home/index_en). Il existe un point unique de contact pour les investisseurs : www.entreprisegreece.gov.gr/index.php. Les secteurs prometteurs sont ceux de l'énergie, de la technologie, du tourisme, de l'alimentation. La Grèce compte trois zones franches, situées dans les ports du Pirée, de Thessalonique et d'Heraklion.

Malte

• **Il est assez facile de trouver un job durant la saison estivale maltaise.** Les salaires de ces emplois ponctuels sont assez peu élevés, mais ils permettent néanmoins aux étudiants d'arrondir leurs fins de mois. Le tourisme, l'assistance téléphonique, les cours de langue sont autant de secteurs où vous pourrez trouver un emploi. Voici un site pour faciliter votre recherche d'emploi : <https://fr-fr.toplanguagejobs.com/>

• **Le secteur du jeu en ligne est le secteur le plus dynamique de l'île, il détient également la plus forte croissance.** Les compagnies recherchent aussi plusieurs spécialistes du marketing, de la traduction, de l'informatique, de la comptabilité... Pour trouver un emploi dans ce secteur, vous pouvez passer directement par les entreprises (www.betcliveverestgroup.com/, www.betssongroup.com/career/available-jobs/, www.tipico-careers.com) ou Facebook (https://www.facebook.com/groups/810016465726874/?ref=br_rs, https://www.facebook.com/groups/igamingmalta/?ref=br_rs).

• **Sa position en Méditerranée et proche de l'Afrique du Nord, sa main-d'œuvre formée et anglophone font partie de ses points forts.** Malte offre un environnement économique stable. Les niveaux d'imposition y sont très attractifs, en particulier pour les sociétés internationales qui peuvent bénéficier de plans spécifiques. Il est possible de ne payer que 5% d'impôts dans certains cas. Le pays offre aux investisseurs des crédits de taxe sur les investissements (jusqu'à 50% du montant investi ou 50% des deux premières années de salaire des nouveaux emplois créés), des incitations financières pour toute création d'emplois, des permis de travail à durée indéfinie pour les actionnaires qui détiennent plus de 40% des parts. Malte dispose aussi d'un port franc offrant une imposition réduite et des crédits de taxe sur les investissements. Il est possible d'obtenir des informations auprès de l'autorité maltaise des services financiers (www.mfsa.com.mt) ainsi que des aides (www.maltaenterprise.com). Malte est également novateur en matière de crypto-monnaie puisque son Autorité de sécurité financière a délivré une licence pour la constitution de « ConsulCoin Cryptocurrency Fund », le premier fonds d'investissement européen réglementé au monde, consacré à des sociétés cotées et des produits financiers basés sur la technologie *blockchain* et sur les principales crypto-monnaies.

Travailler tout en étudiant

Les bons plans Emploi

Environnement des affaires

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCE INFO

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

Un ambassadeur du savoir-faire français

De Varsovie à Shangai en passant par Moscou, Mathieu Renou a sillonné le monde pour défendre les couleurs de grandes enseignes françaises, dont aujourd'hui Gerflor, un fleuron national du revêtement de sol.

«Et hop!» Personne n'a oublié la pub TV pour la dalle autoadhésive de Gerflor en 1986. La marque française, dont le siège est à Villeurbanne, près de Lyon, est aussi présente en Pologne, à Poznan, où elle a racheté un de ses distributeurs locaux il y a une quinzaine d'années. «Nos principaux clients sont des grosistes en matériaux de construction et des entreprises de pose de revêtements de sols, explique Mathieu Renou, directeur de la filiale. Nous vendons nos sols sur les marches des hôpitaux, écoles, salles de sport, bureaux...» Les produits de Gerflor ont notamment été installés dans le centre d'entraînement olympique de Zakopane, capitale d'hiver de la Pologne, au pied des sommets de la chaîne des Tatras. C'est la plus haute installation sportive du pays. La marque a aussi équipé plus de 4 700 m² de terrains lors du championnat d'Europe de handball en janvier 2016. Gerflor emploie 26 personnes en Pologne. Elle importe et distribue les produits de la marque.

La mobilité comme ADN

Dans un pays en situation de plein-emploi, le plus difficile, témoigne le Français, est de fidéliser ses équipes, en particulier dans un secteur en tension comme le BTP : «Une partie de la main-d'œuvre est partie en Allemagne, en Angleterre ou en France. Cela a engendré une immigration d'Ukrainiens. C'est difficile de garder ses équipes et d'éviter qu'elles partent à la concurrence pour gagner 5% de plus. C'est le problème n°1 pour tout employeur en Pologne.» Le premier moteur de cette croissance, ce sont les fonds versés par l'Europe puis investis dans les infrastructures: hôpitaux, routes, lignes ferroviaires... Les jeunes Polonais



sont aussi dynamiques que le marché, bien formés, et parlent tous anglais. «Ils veulent du sens de la part de leur employeur, une vision de carrière et de l'indépendance dans leurs décisions, explique M. Renou. C'est un vrai challenge de les garder motivés.» L'autre pilier de la croissance, c'est la consommation des ménages. Depuis deux ans, le gouvernement nationaliste du parti PiS au pouvoir verse une prime de 125 euros par mois aux familles dès le deuxième enfant, soit un quart du Smic polonais! Mathieu Renou retrouve la Pologne après un premier passage en 2000, pendant dix-huit mois, dans le cadre d'un V.I.E (volontariat international en entreprise), envoyé alors par le groupe Casino pour monter des hypermarchés «Géant». Né à Morlaix, en Bretagne, diplômé de l'Essca, l'école de commerce d'Angers, le Français poursuivra l'aventure en Russie, avec Leroy Merlin, notamment pour l'ouverture d'un magasin de 400 employés en

plein centre de Moscou, puis le groupe allemand Metro. «La distribution, c'est un secteur difficile avec des horaires élastiques, explique-t-il à l'époque, mais où vous pouvez avoir, à 30 ans, la responsabilité d'un chiffre d'affaires de plusieurs millions d'euros et manager des

équipes de 40 personnes.» Fils d'un père receveur à La Poste, le Français a pris dès l'enfance l'habitude de déménager en moyenne tous les trois ans. En 2012, jeune papa d'un petit Enzo, Mathieu Renou s'envole pour le Canada où il intègre

le MBA d'HEC Montréal, un vieux rêve, avant de rejoindre Gerflor. Une nouvelle aventure va bientôt démarrer pour le Français. Il doit s'envoler cet été pour Shanghai, toujours sous la casaque Gerflor: «C'est un changement complet, la découverte d'une culture asiatique que je ne connais pas, et un marché en plein boom dans le BTP.»

Lui écrire : mathieu.renou@gerflor.com

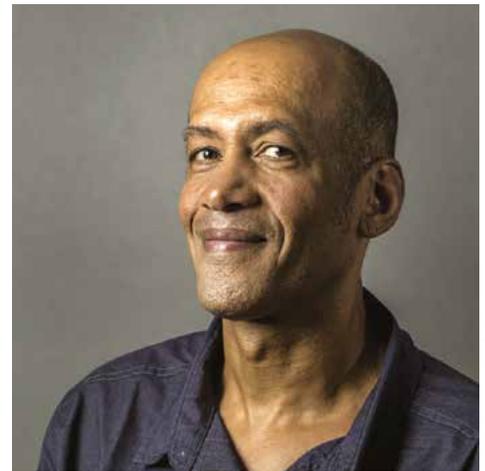
La vie trépidante d'un Alsacien de New York

Pas facile de trouver sa place dans la ville qui ne dort jamais ! Membre de l'Union alsacienne de New York, Alexandre Champeau vit à New York depuis cinq ans.

L'Union alsacienne est la plus ancienne des associations françaises. Elle a été créée en 1871. Elle regroupe plus de 200 membres. «*Je fais partie de ces cette catégorie communautaire qui aime bien se retrouver dans différents cercles et réseaux*», explique d'emblée le Français. Et ce n'est pas tout ! Alexandre Champeau, 28 ans, célibataire, directeur de la filiale américaine d'une agence de communication française, Escal Consulting, est aussi membre du Paris American Club of New York. «*C'est une association créée dans les années 40 par des Américains qui fuyaient l'Allemagne nazie au moment*

de la prise de Paris. Ils se sont installés ici et ont voulu recréer ce mode de vie parisien. C'étaient des Américains francophiles.» Le Français appartient enfin à un club de boxe. Cela lui permet de faire des rencontres et de nouer des contacts : «*Comme dans tous les endroits où il y a des échanges sociaux, ça débouche parfois sur des affaires puisque les gens vous voient être bénévole, ils vous connaissent tout simplement.*» Alexandre Champeau vit dans East Village, le quartier branché au sud-est de Manhattan. Cela n'a pas toujours été aussi facile pour lui. «*On pense que quand on est à New York, automatiquement, c'est le bonheur et la réussite, je dis non ! Ici, il faut se bagarrer plus qu'ailleurs, parce que tout coûte très cher. La compétition est là, c'est paradoxal avec l'image qu'on a. Il m'a fallu du temps avant de dire que je suis épanoui dans ma vie de New-Yorkais.*»

Lui écrire : alexandre@escalconsulting.com



© IRD - Evelyn Tetaert, Philippe Houssin

Nouvelles technologies et déforestation à Bornéo

Et si le développement du téléphone portable et d'Internet accélérât la destruction de la forêt indonésienne ? C'est la thèse avancée par l'ethnologue français Edmond Dounias. Il a passé plusieurs longs séjours au cœur de la forêt tropicale de Bornéo, l'une des plus importantes au monde, à étudier les Punan, cette population de chasseurs-cueilleurs. Il a constaté combien les nouvelles technologies pouvaient apporter de progrès dans ces régions reculées, mais aussi semer le désordre. Il y a vingt ans, l'Indonésie était encore un pays en développement. Aujourd'hui, grâce à une croissance incroyable, on en parle comme de la 6^e puissance mondiale à l'horizon 2030. Le Français a vu des familles se ruiner en achat d'unités pour nourrir leur téléphone portable alors qu'elles n'avaient pas le minimum pour assurer leur subsistance au quotidien. Conséquence, ces populations locales deviennent les propres acteurs de la déforestation. «*Pour que cette technologie arrive à elles, il faut construire des bornes et des routes*, explique M. Dounias. *Elles doivent négocier leur territoire forestier avec l'agro-industrie, notamment du palmier à huile.*» À les avoir observées et étudiées pendant des mois, le Français témoigne aussi que ces peuples ont toujours vécu au jour le jour, sans se projeter et sans mesurer les conséquences à long terme de leurs choix. Même en ville, l'arrivée brutale de ces technologies a fait des dégâts. Par exemple, les accidents de la route n'ont jamais été aussi nombreux à Jakarta depuis que les jeunes qui font le taxi sur leur deux-roues conduisent l'œil collé sur leur smartphone pour suivre leur itinéraire et aller chercher leur prochain client.

Lui écrire : edmond.dounias@ird.fr



© E. Langlois

Le Japon, un marché qui s'ouvre aux produits français

L'information est passée quelque peu inaperçue, mais depuis le 1^{er} février, tous les produits européens sont désormais exemptés de taxes de douane au Japon. Chez Castel, premier producteur de vins français, on se frotte déjà les mains. «*On espère passer de 4 à 4,5 millions de bouteilles vendues chaque année*, pronostique Jean-Marc Lisner, le directeur de la filiale du négociant bordelais au Japon. *On mise pour cela sur nos marques emblématiques Roche-Mazet (800000 bouteilles/an) ou Baron de Lestac.*» Il faut dire qu'il y a dix ans, Castel était encore n°1 des ventes de vin là-bas. C'était avant que les Chiliens n'inondent le marché nippon. «*Le problème, pointe le Français, c'est aussi que les Japonais ne consomment en moyenne que 5 litres par an et par habitant contre 50 en France !*» Jean-Marc Lisner n'est pas un petit nouveau au Japon. Ancien de chez Renault, débarqué à Tokyo il y a 33 ans au terme d'un incroyable périple à bord du Transsibérien, il tombe immédiatement amoureux de l'archipel. Le jeune homme se lance d'abord dans



© E. Langlois

l'importation d'articles de décoration et d'art de vivre à la française. En vingt ans, il ouvre vingt stands dans les gigantesques centres commerciaux japonais et deux boutiques en propre à Tokyo et Osaka. Il a alors soixante employés. Aujourd'hui père de trois enfants et marié à une Japonaise rencontrée à ses débuts dans l'archipel, il témoigne qu'il est impossible de

se passer d'un intermédiaire. C'est le conseil qu'il donne aux entrepreneurs français : «*Il faut bien étudier le marché avant de venir, C'est un pays lointain, très exigeant en temps et en qualité. Ils regardent toutes les étiquettes en long, en large et en travers. On ne vient pas au Japon faire des coups.*»

Lui écrire : lisner@casteljapan.co.jp

Hong Kong, au pays de l'expatriation facile en Asie

Education First, le leader mondial de l'apprentissage des langues, emploie 150 personnes à Hong Kong. Le bureau sert de plateforme à toute l'Asie. Des étudiants du monde entier viennent y apprendre l'anglais. Olivier Lutz dirige le département marketing. Pour le Français, pas de doute, selon qu'ils viennent d'Europe ou d'Asie, les étudiants n'ont pas du tout les mêmes critères lorsqu'ils choisissent un séjour linguistique : «*Les Français sont généralement friands de destinations chaudes, où il y a une plage*, constate-t-il. *Des bikinis, ce n'est pas du tout ce qui va attirer l'œil d'un étudiant asiatique, parce qu'en Asie il y a des plages magnifiques.*» Pour apprendre une langue étrangère, rien ne vaut une vraie immersion, confirme M. Lutz : «*À l'étranger, on est dans un univers qui dépasse l'école, il va falloir baragouiner et passer l'étape du manque de confiance, et arrêter d'avoir cette peur très française de ne pas faire le premier pas parce qu'on ne sait pas parler.*» D'autant que l'anglais fait partie des compétences nécessaires pour entrer sur le marché du travail. «*Ma plus grosse satisfaction*, témoigne-t-il, *c'est de voir partir de jeunes Hongkongais six ou neuf mois aux Etats-Unis et qui reviennent avec un accent texan alors qu'ils ne parlaient pas un mot d'anglais en partant !*» Pour Olivier



© E. Langlois

Lutz, Hong Kong est l'endroit idéal pour une première expatriation : «*C'est une ville très européenne, il y avait une grosse présence britannique jusqu'à ce qu'ils la rendent à la Chine en 1997. L'économie est basée sur l'efficacité, la rapidité et les échanges commerciaux. C'est comme être expatrié à Londres, tout fonctionne et il y a beaucoup d'étrangers.*»

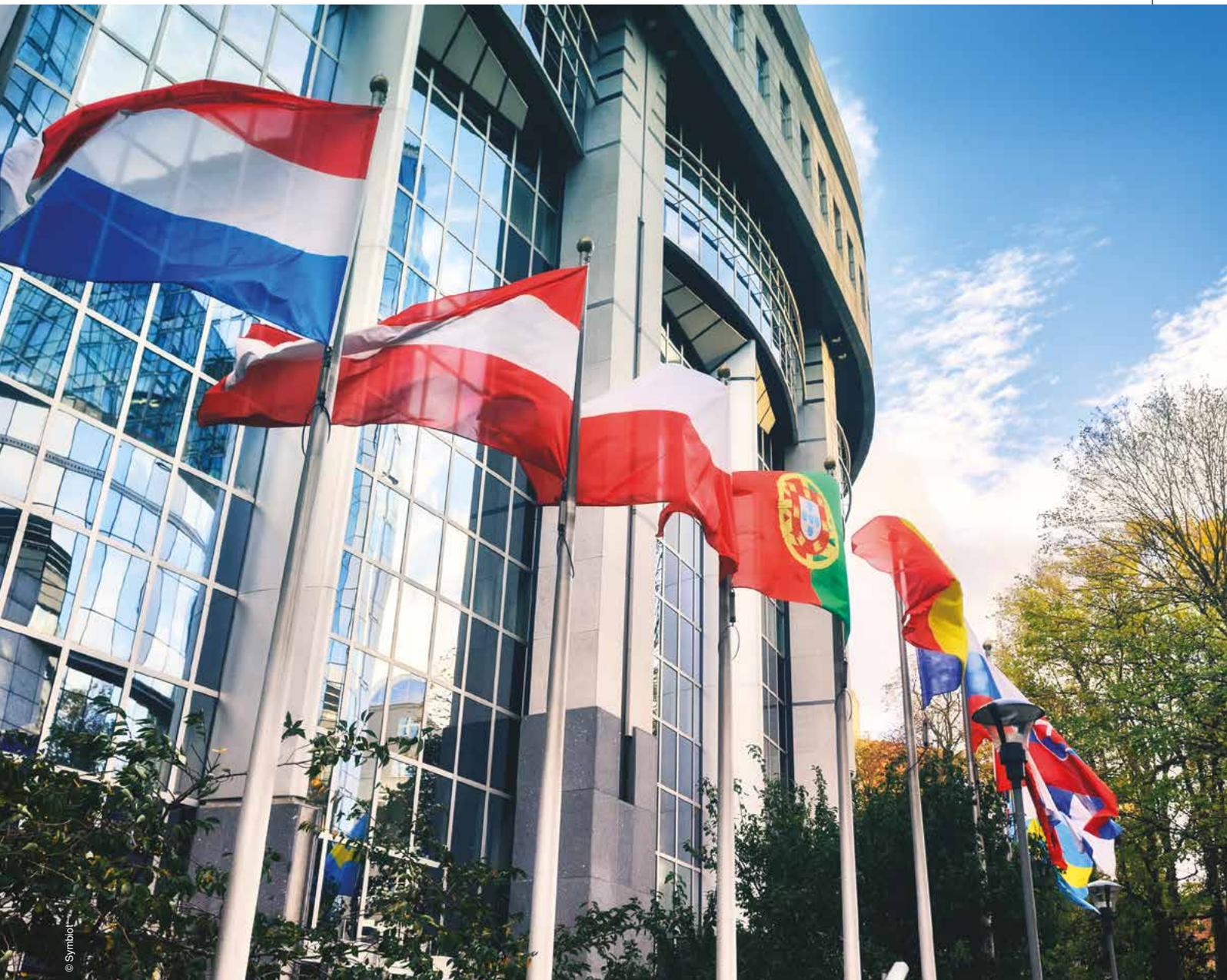
Lui écrire : olivier.lutz@ef.com

ENTRETIEN

Pieyre-Alexandre Anglade

« *Nous devons faire vivre le débat européen !* »

À l'aube des élections européennes, Pieyre-Alexandre Anglade, député de la 4^e circonscription des Français établis hors de France et vice-président de la commission des Affaires européennes, revient sur les enjeux d'un scrutin déterminant pour l'avenir de l'Union.



Le Journal des Français à l'étranger : Les élections européennes de mai prochain vont se dérouler dans un climat de défiance envers l'Union européenne, sur fond de Brexit et d'essor des mouvements souverainistes, populistes en Europe. Comment expliquez-vous cette tendance ?

Pieyre-Alexandre Anglade : Nous sommes effectivement dans un contexte de division au sein de l'Union européenne, parfois de doute, avec ce Brexit discuté depuis bientôt trois ans. Ces doutes qui traversent l'ensemble des pays européens ont fait émerger certaines sensibilités politiques, nationalistes et démagogues qui remettent en cause des fondamentaux qui nous paraissaient acquis. Nous sommes aussi dans un contexte de « guerre civile intellectuelle » où nos différences, parfois aussi nos égoïsmes nationaux, prennent le pas, chez certains, sur ce qui nous uni au reste du monde, ou une fascination pour les régimes autoritaires, les pouvoirs forts.

Nous sommes aussi dans un temps de grande transformation liée au changement climatique et à ses conséquences, à la révolution numérique, à la remise en cause des fondements de la société industrielle... Autant de facteurs qui font naître des peurs partout en Europe et qui amènent à repenser les grands équilibres qui fondaient la société européenne ces dernières années. Il faut aussi souligner ce malaise démocratique qui existe en Europe depuis le référendum de 2005 avec l'opposition majoritaire des Français et des Néerlandais au projet de Constitution européenne, certains ayant le sentiment que leur vote n'avait pas été entendu. Je pense que cet épisode est à l'origine de ce sentiment de défiance que l'on retrouve dans notre pays.

Partant de ce constat, quels sont les leviers pour raviver la confiance ?

Nous devons faire vivre le débat européen, et je m'inquiète de la façon dont ce débat politique européen s'engage, ou plutôt ne s'engage pas ! On voit aujourd'hui comme les enjeux des élections européennes sont parasités par tant d'autres événements,

et souvent relégués au second plan. Pour autant, j'observe que ce problème de confiance ne se limite pas à l'Europe, mais touche aussi toutes les institutions et ses représentants, y compris au national comme l'incarne chez nous la crise des Gilets jaunes. Au fond, le Brexit comme cette crise des Gilets jaunes relèvent d'ailleurs du même phénomène, avec ce sentiment d'une injustice territoriale et d'une fracture sociale profonde dans tous les pays européens, ce qui amène une partie des populations à envisager la construction politique de leur pays indépendamment de son destin européen.



▲ Pieyre-Alexandre Anglade.

© DR

La Commission européenne a exprimé sa volonté de tendre vers une harmonisation fiscale. Pour atteindre cet objectif, elle souhaiterait passer du vote à l'unanimité à un vote via une majorité qualifiée (1). Quel est votre regard sur ce sujet ?

Cette question de l'harmonisation fiscale est effectivement très importante car elle suscite beaucoup d'incompréhension chez nos concitoyens. En ce qui concerne par exemple la taxation des géants du numérique, si nous avons pu l'adopter à la majorité qualifiée, cette question serait déjà réglée dans l'Union. Or, dans le cas présent il aura suffi de l'opposition

d'un petit nombre d'États membres – Irlande, Danemark, Suède et Malte – pour aller contre l'intérêt général. Le fait que la France ait décidé d'avancer unilatéralement sur ce sujet est un signal positif, mais cette évolution des règles pour faire adopter des décisions au niveau européen, notamment en matière d'harmonisation fiscale, fait partie des thèmes que nous souhaitons mettre en avant durant notre campagne électorale.

Ces divergences d'intérêts, voire d'influences au sein des pays de l'Union renvoient aussi à un reproche fréquemment entendu selon lequel il serait trop compliqué de trouver des points d'accord entre 28, et même bientôt 27 pays membres...

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème lié au nombre de pays membres. Je crois plutôt que les règles qui organisent la vie politique et démocratique de l'Europe doivent évoluer et s'adapter à notre monde qui demande davantage de réactivité. Il faut que les États qui souhaitent avancer puissent le faire. D'ailleurs la construction européenne a été toujours impulsée par l'énergie des États qui sont parvenus à se mettre d'accord sur un certain nombre de sujets, et qui ont joué ainsi un rôle moteur dans son évolution. Cela dit, ce principe de coopération en Europe fonctionne déjà. Prenez par exemple le cas de la zone euro(2), tous les États n'en sont pas forcément membres, il en va de même pour la zone Schengen(3). Mais, encore une fois, nous devons

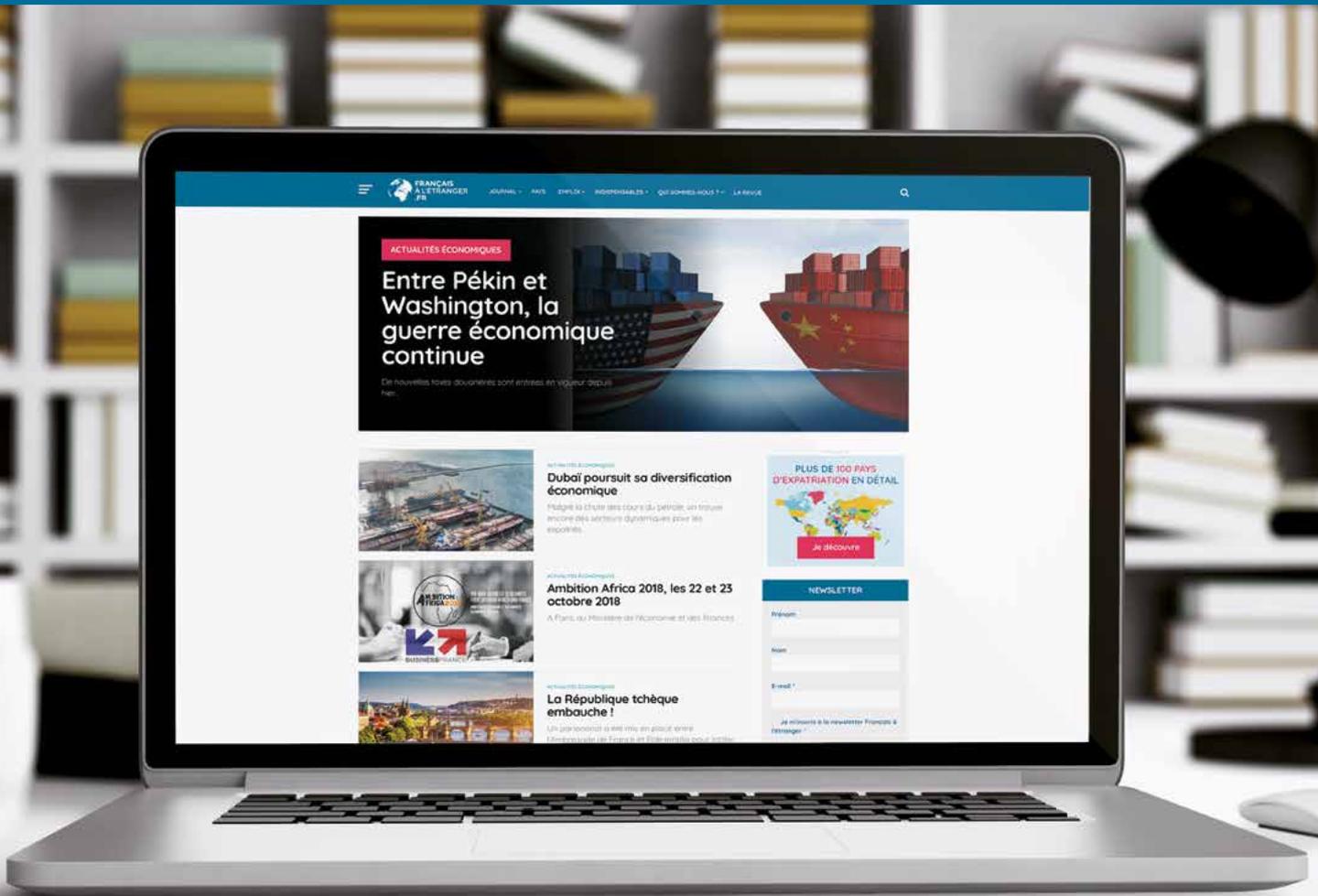
pouvoir faire avancer certaines règles qui ne sont plus forcément adaptées à l'efficacité des prises de décision, comme sur la question de l'harmonisation fiscale que vous évoquiez précédemment.

Vous représentez les Français établis au Benelux. Ont-ils été sensibles aux mouvements sociaux qui se sont exprimés ces derniers mois sur le territoire français ?

Oui, j'ai observé à quel point les Français de l'étranger, et notamment ceux de la circonscription que je représente, se sont mobilisés autour de ces questions soulevées par les Gilets jaunes, avec une



**FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR**



Le nouveau site dédié à la mobilité internationale **WWW.FRANCAISALETRANGER.FR**

Abonnez-vous à notre newsletter quotidienne gratuite

ABONNEZ-VOUS

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

**POUR ÊTRE INFORMÉ DE
L'ACTUALITÉ DE LA MOBILITÉ
INTERNATIONALE PAR DES
JOURNALISTES PROFESSIONNELS**

ADRESSE D'EXPÉDITION :
TDME - FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
18 BIS RUE HENRI BARBUSSE, 75005 Paris

Prix pour 1 an (4 numéros France/DOM) : 20 €
EUROPE : 24 € HORS EUROPE : 28 €

- Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de TDME
- Par virement bancaire à l'ordre de TDME :
IBAN : FR 76 1027 8060 4500 0209 4464 534
BIC : CMCIFR2A

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Pays : _____
E-mail : _____
N° Tél. : _____



présence importante dans les différents débats qui ont été organisés. Vous savez, contrairement aux idées reçues, les Français de l'étranger, même s'ils ne sont pas présents physiquement dans le pays au quotidien, conservent un attachement très fort et suivent attentivement la façon dont la France évolue, tout comme les crises qu'elle traverse. Il faut d'ailleurs rappeler l'importance du vote des Français de l'étranger dans le changement politique qu'a connu la France en 2017, avec un soutien massif au président Macron, confirmé ensuite au niveau des législatives (4). Dans les débats auquel j'ai participé, j'ai d'ailleurs remarqué à quel point les Français de ma circonscription formulaient des propositions qui allaient au-delà de leur intérêt personnel, ce qui démontre une grande forme de responsabilité.

Et quelles sont leurs préoccupations spécifiques ?

Elles diffèrent et sont extrêmement variées selon les pays, et même selon les régions. Leurs préoccupations concernent des sujets aussi divers que ceux de la mobilité, du handicap, de la fiscalité... Les questions autour de l'enseignement français à l'étranger sont aussi toujours très prégnantes, et particulièrement au niveau de l'accès à cet enseignement français, comme aux Pays-Bas par exemple, où les Français vivant à Amsterdam sont parfois contraints d'aller jusqu'à La Haye pour cela.

Vous avez aussi travaillé sur la question de la manipulation des informations (fake news), sensible dans un contexte électoral. Cela s'est traduit en France par une loi adoptée en novembre dernier. Vous semble-t-il possible et souhaitable de pouvoir légiférer en ce sens au niveau européen ?

Je pense effectivement que la manipulation de l'information ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe, qui est aujourd'hui en première ligne dans la guerre hybride que nous menent certains États tiers qui savent utiliser des armes de désinformation massive. Sur tout le continent européen, les cas de désinformation se multiplient et on a constaté des tentatives de manipulation des résultats électoraux dans plusieurs pays de notre continent ces dernières années. Je pense donc qu'il est souhaitable que nous puissions apporter au niveau européen une réponse commune, un socle sur lequel les États européens pourront s'appuyer pour construire leur stratégie nationale. Nous devons avoir une approche

harmonisée pour responsabiliser les plateformes dans la lutte à mener contre la manipulation de l'information.

Je pense aussi que nous devons renforcer les moyens et les capacités du Service européen pour l'action extérieure(5) de l'UE afin de se protéger contre toute forme d'ingérence extérieure. Par ailleurs, l'Europe a un rôle important à jouer dans l'éducation aux médias, de manière également à protéger le pluralisme des organes de presse et la liberté d'expression en Europe. Ces enjeux de lutte contre la désinformation et les intrusions extérieures sont d'autant

« CETTE CONSTRUCTION SINGULIÈRE QU'EST L'UNION EUROPÉENNE PEUT SE RETROUVER EN DIFFICULTÉ SI NOUS NE SOMMES PAS CAPABLES DE LA RÉFORMER, DE LA REFONDER. »

plus importants car ces élections européennes sont l'accumulation de scrutins nationaux, ce qui donne autant de portes d'entrée pour une force tierce qui voudrait déstabiliser le continent européen.

Vous représentez les Français établis hors de France depuis deux ans. Dans un contexte où la démocratie représentative est parfois mise à mal, êtes-vous néanmoins heureux d'être député ?

Je suis surtout très honoré de la fonction qui m'a été confiée par les Français établis à l'étranger. Très sincèrement, je mesure chaque jour la responsabilité qui est la mienne dans un temps qui, comme vous le disiez, est pour le moins difficile pour notre pays et pour l'Union européenne, et où la responsabilité des élus, à un moment où leur image est parfois écornée, est vraiment cruciale. Il faut vraiment rappeler à quel point les élus, au niveau local, national ou européen, dans leur grande majorité, s'investissent pour que la vie de nos concitoyens s'améliore, et que celle de nos pays et de l'Europe continue de se construire. Vous savez, la fonction d'élu est une fonction d'engagement. Elle vous prend une très grande partie de votre temps, de votre vie personnelle. Les élus que je côtoie ne le font pas par opportunisme mais pour servir l'intérêt commun. Quant à savoir si je suis heureux

de ma fonction, je me sens surtout dans l'action. Je serai heureux quand j'aurai le sentiment d'avoir accompli ma mission de représentation des Français établis à l'étranger, mais aussi de l'ensemble des Françaises et des Français. Je serai heureux en mesurant les effets de notre projet de transformation avec un recul du chômage, une industrie qui repart, une école qui apprend mieux à lire, écrire et compter à nos enfants, un système de formation qui fonctionne mieux. Cela commence à être le cas, mais il faut comprendre que la politique doit exister en dehors de la dictature de l'immédiateté, les changements initiés porteront leurs fruits sur le moyen terme.

Un dernier mot, peut-être pour encourager nos compatriotes à aller voter...

Il est naturel d'exprimer son mécontentement vis-à-vis de ses élus, mais il est paradoxal de le faire lorsqu'on n'est pas allé voter... L'élection européenne de mai prochain est évidemment fondamentale parce que l'Europe est dans une situation crise marquée, parce qu'elle est soumise à une remise en cause de ce qui faisait nos fondements depuis de nombreuses années, par des puissances autoritaires en dehors de l'Union européenne, mais aussi des puissances nationalistes et démagogues en son sein. Cette construction singulière qu'est l'Union européenne peut se retrouver en difficulté si nous ne sommes pas capables de la réformer, de la refonder, et de porter cette renaissance européenne que le président Macron appelle de ses vœux. Cette renaissance, on ne peut la réaliser que si les citoyens se mobilisent pour voter à ce scrutin. J'encourage vraiment chacun à prendre ses responsabilités dans ce moment qui est loin d'être anodin. ♦

(1) La majorité qualifiée est une part spécifique des votes qu'une proposition doit obtenir afin d'être acceptée. À titre de comparaison, la majorité absolue, elle, requiert au minimum la moitié des voix plus une.
 (2) 19 États de l'UE font partie de la zone euro. Les 9 États membres n'en faisant pas partie sont la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni.
 (3) Espace européen au sein duquel le franchissement des frontières intérieures s'effectue librement, sans passeport ni contrôle. À ce jour, sur les 28 États membres, 6 ne font pas partie de la zone Schengen (Bulgarie, Chypre, Croatie, Irlande, Roumanie, Royaume-Uni).
 (4) Au premier tour de la présidentielle de 2017, les Français établis hors de France avaient placé Emmanuel Macron en tête avec 40% des suffrages exprimés. Au second tour ils ont voté pour E. Macron à 89,31 % des suffrages exprimés.
 (5) Créé dans le cadre du Traité de Lisbonne entré en vigueur en 2009, ce service travaille en collaboration avec les services diplomatiques des États membres.



LES VOIX DU MONDE

Vibrez en temps universel



La radio mondiale en français et 13 autres langues. Grâce à l'expertise de ses rédactions basées à Paris et de son réseau de 400 correspondants, RFI propose à ses auditeurs des rendez-vous d'information et des magazines offrant les clés de compréhension du monde.



La Solution Santé

Jeun**Expat**Santé

Jeun**Expat** Santé vous protège
quel que soit le pays d'expatriation.



Vos interrogations, nos solutions :



- Du rhume à l'angine, **comment suis-je protégé ?**
- Si je suis enceinte au moment de mon expatriation, **que se passe-t-il ?**
- **Que faire** en cas d'hospitalisation ?



- › **La même protection sociale qu'en France**
- › **Pas d'exclusion selon la nature des pathologies**
- › **Sans délai de carence ni questionnaire médical**

Adhérez à l'assurance santé pour

30€/mois

LE NOUVEAU SITE DÉDIÉ
À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE



Abonnez-vous à notre newsletter
quotidienne gratuite

